

Republique Rwandaise

Pro-femmes/Tues Kaminu

Report

octobre 1996 - mars 1997

Doc 2

Pgs: 135

4/11/96

**SOUS LES AUSPICES DU GOUVERNEMENT RWANDAIS,
DE L'OUA, ET DE LA CEA**

LES FEMMES RWANDAISES

Représentées par :

**Le Collectif des Organisations de Promotion de la Femme
"Pro-Femmes / Twese Hamwe",
le Comité National Consultatif pour la Femme, et
le Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme**

**Organisent à
Kigali-Rwanda, du 1^{er} au 3 mars 1997**

LA CONFERENCE PANAFRICAINNE DE "PAIX, GENRE ET DEVELOPPEMENT"

Avec l'appui :

- Du Gouvernement Néerlandais
- Du PNUD
- De l'UNIFEM
- De l'UNICEF

CONFERENCE PANAFRICAINNE DE "PAIX, GENRE & DEVELOPPEMENT"

1-3 MARS 1997 - KIGALI, RWANDA

I. INTRODUCTION.

Le drame humanitaire que vient de vivre le Rwanda et qui a culminé au génocide d'avril 1994 trouve son origine dans les périodes de la colonisation et s'amplifie sous les deux premières Républiques. Nous retrouvons déjà les germes de ce génocide dans la période coloniale où l'opposition de groupes sociaux fut érigée en mode de gestion du pays. Une littérature abondante, basée sur des clichés, des stéréotypes et des mythes a fortement contribué au clivage actuel.

Pourtant, ce peuple Rwandais avait réussi depuis des siècles à créer un Etat Nation ; à élaborer des mécanismes de cohésion sociale et des structures de mobilité qui rendaient possible le passage d'une classe à une autre. Ce qui est appelé ethnies au Rwanda pouvait se comprendre avant la période coloniale dans un système de rapport de production. C'est ce clivage ethnique instauré par le colonisateur et entretenu par un enseignement divisionniste dispensé par les pouvoirs post-coloniaux qui a conduit le peuple Rwandais à son auto-destruction.

En effet, des mini-génocides jalonnent l'histoire du Rwanda depuis 1959 et assez récemment le pire est arrivé. En l'espace de trois mois, d'avril à juillet 1994, un nombre estimé à plus d'un million de personnes ont été tuées. Entre 300 et 400 mille enfants ont perdu leurs parents, les personnes handicapées se comptent par milliers et plus de 300 000 femmes sont devenues veuves. Les femmes Rwandaises ont fortement souffert dans leur psychisme et dans leurs chairs. Elles ont vécu des conditions sexuelles dégradantes et humiliantes, (violences sexuelles en public, mutilations etc...) Certaines ont été obligées de mettre au monde des enfants mauvais souvenirs, d'autres ont été contaminées par le SIDA. Dans la tourmente des atrocités, deux millions de Rwandais ont fui vers les pays limitrophes. Parmi eux sont inclus les miliciens, les leaders politiques et ancienne armée qui ont planifié et exécuté le génocide. Le 4 Juillet 1994, les Rwandais eux-mêmes ont arrêté le génocide, et ont ainsi posé des jalons pour que la vie recommence enfin.

Le Rwanda est actuellement dans un processus de reconstruction sous divers aspects, tel que la réconciliation nationale, la réinsertion et l'intégration des rapatriés, la réhabilitation des infrastructures socio-économiques et la relance de la production. Au bout de deux ans, des progrès énormes ont été accomplis dans tous les secteurs de la vie nationale, et les femmes dans ce processus occupent une place de choix.

Le Rwanda voudrait aujourd'hui, partager avec ses frères et soeurs du Continent africain et d'ailleurs, les leçons qu'il a tirées des massacres et du génocide survenus en avril - juillet 1994, afin que cela ne puisse se reproduire dans d'autres pays. Pour ce faire, le Collectif des Organisations de promotion de la Femme Pro-Femmes/Twese Hamwe, le Comité National Consultatif pour la Femme (CNCF), et le Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme (MIFAPROFE), organisent une Conférence Panafricaine de "Paix, Genre et Développement" qui se tiendra à KIGALI (Rwanda) du 1 au 3 mars 1997.

Première du genre, la Conférence Panafricaine de "Paix, Genre et Développement" vise à amener les Africains, et plus particulièrement les Africaines, à discuter sur le sort de leur Continent aujourd'hui marginalisé du fait de ses multiples conflits armés internes, son extrême pauvreté et, l'incapacité de ses populations à atteindre un développement durable. *En effet, la qualité de la vie des populations s'est fortement dégradée, le P.N.B. par habitant en Afrique Subsaharienne a diminué de presque 10 % entre 1980 et 1990, les prix mondiaux des produits d'exportation (café, thé, cacao coton) ont chuté de 50 %. La population actuelle des réfugiés en Afrique est estimée à 7 millions sur un total mondial de 20 millions, sans compter qu'il y a 25 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leurs propres pays, plus de 80 % étant des femmes et des enfants.*

De plus, cette Conférence faisant suite aux recommandations de la 4e Conférence Mondiale des Femmes tenue à Beijing (Chine) en septembre 1995, va permettre aux femmes africaines en général et aux femmes Rwandaises en particulier, de définir leur rôle dans le processus de maintien de la paix en faisant usage notamment des valeurs culturelles pour la résolution des conflits. Cependant, ce processus devra tenir compte du développement socio-économique durable basé sur l'égalité des sexes et une justice sociale équitable. Les femmes Rwandaises veulent également réaffirmer leur engagement à unir leurs forces à celles des autres femmes du Continent pour construire une Afrique prospère dans la bio-diversité culturelle et le respect de la vie humaine, et, créer une conscience africaine de lutte pour la paix et le développement économique des femmes et des hommes. La dite conscience panafricaine sera concrétisée à travers des mécanismes de "Paix, Genre & Développement" issus de la Conférence.

A la fin de cette Conférence, les participants venant de différents pays d'Afrique et d'ailleurs et représentant diverses organisations et disciplines, auront à élaborer des mécanismes, un plan opérationnel de suivi et des indicateurs d'évaluation pour le maintien de la paix, l'égalité des sexes et le développement.

Ces mécanismes pourraient être adaptés dans différents pays et devraient s'intégrer dans le contexte d'une approche sous-régionale, régionale et mondiale de maintien d'une paix durable, basée sur la participation au développement économique égalitaire des femmes et des hommes.

Afin d'illustrer et de compléter les débats, des visites sur les lieux du génocide et du "Village de Paix Nelson Mandela" seront organisées. Dans le but de créer l'événement et de stimuler une conscience panafricaine, une coalition d'artistes africains et d'ailleurs organisera un concert de solidarité sur le thème "Temps pour la Paix". Des projections de films visualiseront des situations de résolution de conflits au Rwanda et ailleurs.

II. CADRE INSTITUTIONNEL ET HISTORIQUE ;

Conçue sous l'initiative de Pro-Femmes / Twese Hamwe dans le cadre de son programme National "Campagne-Action pour la paix" (CAP), l'idée de l'organisation de cette Conférence trouve son origine à partir de la Plate-Forme de DAKAR de novembre 1994, où la délégation Rwandaise a joué un rôle important dans la conscientisation de l'action des femmes dans la recherche de la paix et dans la lutte pour la non-violence.

La tenue de cette Conférence sur le Continent africain a été aussi évoquée pour la première fois en janvier 1996, lors d'une Conférence Internationale concernant "Genre, conflit et Développement" organisée à Amsterdam par le Réseau des Experts dans le domaine du Genre des Agences néerlandaises d'aide au Développement". A cette occasion, il avait été recommandé d'organiser dans chaque continent une conférence sur des thèmes similaires.

Les experts du Bureau du Comité Régional Africain de Coordination des activités post-Beijing réunis à Addis Abeba (Ethiopie) en mars 1996, sous l'égide de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique, ont repris cette Conférence sur la liste de celles qui auraient lieu en faveur de la paix dans le cadre de l'après-Beijing. Le Rwanda a été choisi pour accueillir cette Conférence, en raison du génocide qu'il a vécu en avril 1994.

Le Conseil des Ministres de l'OUA, au cours de sa 64^{ème} session à Yaoundé en juillet 1996, a pris connaissance du processus de préparation de cette Conférence. Il a entériné la décision des Experts du Bureau du Comité Régional de Coordination des activités post-Beijing et a promis son plein soutien à cette importante activité. Le Gouvernement Rwandais quant à lui, a marqué en septembre 1996, son accord et son plein engagement à soutenir et à abriter cette Conférence Panafricaine.

Cette Conférence Panafricaine, organisée à la suite de la Conférence Mondiale de Beijing se veut être un forum des décideurs politiques, de la société civile, des opérateurs économiques et de la Communauté Internationale. Ce forum, en définissant les mécanismes de "Paix, Genre et Développement", les indicateurs d'évaluation et un plan opérationnel de suivi ; est appelé aussi à préciser les responsabilités de chacun, dans le souci de faciliter la transparence, instaurer un système d'échanges d'informations et tracer un cadre de collaboration entre tous ces différents partenaires, concernés par l'instauration d'une paix durable au niveau des pays, des sous-régions et du Continent.

En plaçant un accent particulier sur les mécanismes de Paix, Genre et développement, cette Conférence fera le point sur la mise en application des Plans d'Action de Dakar, de Beijing et de Kampala sur la femme et la paix. Elle se penchera aussi sur le programme du Secrétaire Général des Nations-Unies pour la paix, les efforts de créer un contexte Panafricain de mise en place de mouvements de paix, ainsi que le résultat de plusieurs initiatives pour promouvoir le rôle de la femme dans la prévention, la résolution des conflits et le maintien de la paix. Les participants à la Conférence seront aussi informés des résultats des meetings sous-régionaux post-Beijing tels que celui d'Afrique du Sud et de l'Afrique de l'Est qui ont identifié la paix comme une priorité. Les Mécanismes sous-régionaux basés sur des réflexions de chaque pays et dégagés au cours de ces meetings, seront analysés au cours de la Conférence et permettront ainsi de dégager des mécanismes régionaux. Les mécanismes ainsi adoptés seront intégrés dans les Plans d'Action Post-Conférence. Pour mieux marquer la particularité et le Panafricanisme de cette Conférence et pour lui assurer aussi un cadre adéquat de mise en application de ses recommandations, elle sera organisée **sous les Auspices du Gouvernement Rwandais, de l'OUA, et de la CEA.** L'OUA et la CEA sont retenus en tant qu'institutions chargées d'assurer le suivi de la mise en application de la Plate-Forme de Beijing au niveau du continent africain, et le Gouvernement Rwandais en tant que pays d'accueil et pays organisateur.

L'organisation de cette Conférence bénéficie de l'appui de la coopération hollandaise, du PNUD, de L'UNIFEM et de l'UNICEF. Les autres partenaires sont aussi invités à assister les pays dans la mise en application des recommandations qui seront formulées à la fin de cette Conférence.

III. JUSTIFICATION DE LA CONFERENCE ;

Le génocide qu'à vécu le Rwanda a fait ressortir les conséquences d'un Gouvernement d'intolérance, d'une systématisation du principe d'exclusion, de la manipulation des médias, de l'exploitation des sentiments ethnocentriques et sexistes, de l'utilisation fratricide des groupes marginalisés par la pauvreté, et de la création des milices politiques militarisées au détriment du développement national. **Cet amalgame dilacère encore l'Afrique, notamment au Tchad, Soudan, Somalie, Libéria et Burundi, pour ne citer que ceux-là.** Il y a donc grand risque à ce que cela aboutisse à d'autres drames humanitaires sur le continent, si cela n'est pas aussitôt jugulé.

Les Africains et les Africaines doivent s'unir pour surmonter les conflits et penser au développement durable du continent. Ils doivent promouvoir une diplomatie préventive, une attaque systématique des causes fondamentales des conflits et la recherche de solutions rapides de stabilité politique et économique. Il est donc crucial pour les pays Africains, de renforcer davantage l'intégration sous-régionale. Ceci constituerait une force pour la stabilité et la paix,

tout en créant de nouvelles potentialités de développement. Il est aussi urgent pour les pays africains, de renforcer la participation des femmes, dans le développement économique, social, culturel et politique. A ce jour, la contribution de ces dernières à la vie politique, économique, sociale et culturelle a été toujours sous-estimée. En effet, les femmes africaines ont toujours occupé des fonctions subalternes peu rémunératrices et ne leur permettant pas d'influencer les politiques nationales. (En 1990, les femmes africaines occupaient uniquement 12 % de postes de direction, et en 1994, elles occupaient seulement 6,1 % de sièges au parlement et 4,7 % de postes ministériels). Cependant, à travers les mouvements associatifs des femmes, l'Afrique possède une société civile forte dans la constitution et le maintien de la démocratie et de la paix. Celle-ci a besoin cependant d'un appui des pouvoirs publics et d'un cadre de collaboration au niveau national, sous-régional et régional pour pouvoir opérer une révolution du continent Africain en vue de sa stabilité économique et sociale.

C'est donc pour toutes ces préoccupations, que le Gouvernement Rwandais, se félicite d'abriter du 1^{er} au 3 mars 1997, cette Conférence Panafricaine de "Paix, Genre et Développement". Que la Conférence se tienne au Rwanda après le génocide, et où les femmes sont fortement majoritaires, (70 % de la population) cela revêt une forte signification. De plus, dans ce contexte des horribles souffrances dont elles ont été l'objet, les Rwandaises sont aujourd'hui de véritables interlocutrices pour la paix et ont une vision qui appelle un changement politique fondamental et une transformation profonde de la société.

Pendant ces journées, les femmes Rwandaises, tout en voulant partager les leçons de courage et de force dont elles ont fait preuve dans des moments les plus durs, elles cherchent aussi à apprendre des expériences de leurs soeurs africaines, à explorer les possibilités politiques et sociales de renforcer les mécanismes de prévention de conflits, de dépasser les divisions ethniques, et de rebâtir la société sur des bases positives. Cette Conférence bénéficie d'un riche contexte, d'un nombre important d'événements ainsi que de la haute qualité intellectuelle des femmes et de leurs différentes perceptions sur la guerre et la violence. La Conférence donnera donc des orientations précises afin d'assurer la participation de toutes les composantes de la société et plus particulièrement des femmes, jusqu'aux femmes paysannes des collines, qui vont contribuer et participer à l'instauration de la paix et du développement dans leurs communautés ; et qui vont s'impliquer elles-mêmes, dans la mise en application des recommandations de la Conférence.

Cette Conférence est donc importante parce qu'elle met un accent particulier sur l'intégration sous-régionale et régionale dans le maintien d'une paix et d'un développement durable basé sur la justice sociale. Elle est aussi importante dans ce sens qu'elle offre aux femmes africaines, le temps de réfléchir sur des stratégies d'amélioration de leur statut social et de promouvoir dans leurs sociétés respectives, une culture de paix basée sur le développement et l'égalité des sexes.

IV. OBJECTIFS DE LA CONFERENCE

A. Objectifs Généraux :

1. Promouvoir une Conscience Panafricaine pour la paix, le développement et l'égalité des sexes en faisant référence à l'expérience Rwandaise.
2. Définir le rôle participatif de la femme africaine, dans la prévention, la résolution des conflits, le maintien de la cohésion sociale et dans les efforts de reconstruction des pays sortant de conflits.
3. Renforcer les liens entre différents partenaires, à savoir, les Gouvernements, la société civile, la communauté internationale et le secteur privé, en vue de soutenir la pleine participation de la femme dans le processus de recherche de la paix et du développement.
4. Renforcer l'esprit de solidarité et d'entr'aide entre les pays Africains surtout dans des circonstances difficiles et resserrer les liens du Continent avec la communauté Internationale.
5. Identifier les grandes causes communes des conflits dans une perspective de mieux les comprendre et d'élaborer des mécanismes pour une paix durable en Afrique, fondée sur la participation des femmes et des hommes, dans le développement économique, culturel, politique et social.

B. LES OBJECTIFS SPECIFIQUES ET LES THEMES

OBJECTIFS SPECIFIQUES	THEMES	PROPOSITIONS DES SUJETS POUR LES ATELIERS
<p>1.1. Conscientiser l'opinion Africaine sur (1) la dualité MORT & VIE issue des massacres et génocide d'avril-juillet 1994 du Rwanda, (2) du rôle joué par les femmes Rwandaises dans la reconstruction sociale et la réconciliation nationale, et (3) le besoin de changer l'image d'un Continent ravagé par les guerres fratricides pour une Afrique prospère dans sa bio-diversité culturelle et ses ressources humaines de femmes et d'hommes</p>	<p>1. <i>LES GRANDS MOMENTS DE L'HISTOIRE DU RWANDA ET LES LEÇONS A EN TIRER.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Origine du Génocide Rwandais et de la banalisation de la vie - Impact psychosocial de la dualité Mort et Vie (Génocide et reconstruction) ainsi que le rôle des femmes - Ors communes des conflits au sein du Continent Africain - La perception que les Africains ont de la paix - Les mécanismes de maintien de la paix dans nos pays, dans nos sous-régions et sur tout le continent - Plan opérationnel de suivi et les indicateurs d'évaluation du degré de mise en application de ces mécanismes
<p>2.1. Amener les institutions bilatérales et multilatérales à appuyer les institutions nationales, régionales dans l'élaboration et l'évaluation de leurs propres mécanismes.</p> <p>2.2 Déterminer la responsabilité des institutions gouvernementales et leur implication en tant que garantes de la paix et du développement socio-économique</p>	<p>2. <i>FONCTION DES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES, AINSI QUE DES INSTITUTIONS BILATERALES ET MULTILATERALES DANS LA MISE EN APPLICATION DU PROCESSUS DE "PAIX, GENRE ET DEVELOPPEMENT".</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Implication des organes Gouvernementaux dans le processus de "Paix, Genre et Développement" - Rôle des institutions Gouvernementales dans la prévention, la résolution des conflits et la réconciliation. - Mécanismes devant être mis en place par les institutions Gouvernementales en vue de promouvoir le processus de "Paix, Genre et Développement" - Le Plan Opérationnel de suivi et les indicateurs d'évaluation du degré de mise en application de ces mécanismes - Mécanismes Bilatérales et Multilatérales de Prévention, de Surveillance, de Suivi et d'Evaluation du Processus de "Paix, Genre & Développement"; et propositions en vue de leur amélioration - Organes Institutionnels Sous-Régionaux/Régionaux et Mondiaux pour l'Application des Mécanismes de Prévention, de Surveillance, de Suivi et d'Evaluation du Processus de Paix, Genre & Développement;

LES OBJECTIFS SPECIFIQUES ET LES THEMES

OBJECTIFS SPECIFIQUES	THEMES	PROPOSITIONS DES SUJETS POUR LES ATELIERS
<p>3.1. Amener la Société Civile et ses réseaux formels et informels à prendre conscience de ses capacités à promouvoir et renforcer le processus de paix basé sur la participation de tous les membres de la communauté au développement socio-économique.</p> <p>3.2. Evaluer et mieux définir l'apport des femmes en tant qu'agents vecteurs de paix dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que dans le développement économique basé sur le genre.</p> <p>3.3. Analyser le rôle des opérateurs économiques dans la mise en oeuvre d'un processus de paix basé sur la réhabilitation économique, l'intégration régionale, et l'investissement des capitaux en Afrique.</p>	<p>3. <i>ROLES DES OPERATEURS ECONOMIQUES, DES GOUVERNEMENTALES ET PLUS PARTICULIEREMENT DES ORGANISATIONS FEMMINES, DANS L'EXECUTION, LE SUIVI, LA SURVEILLANCE, ET L'EVALUATION DES MECANISMES DE "PAIX, GENRE & DEVELOPPEMENT".</i></p>	<p>-- Développement et Réhabilitation de l'Emploi en tant que facteur de réduction des conflits</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facteurs qui stimuleraient l'entreprenariat féminin et qui réduiraient la pauvreté chez les femmes - Les mécanismes, plan opérationnel de suivi et indicateurs d'évaluation pouvant être utilisés par les opérateurs économiques pour leur pleine participation au processus de paix, Genre et Développement. - Utilisation de la Société Civile et de ses réseaux locaux, nationaux, sous régionaux et régionaux dans l'exécution et le renforcement des mécanismes de Paix, Genre & Développement. - Impact des ONGs, des Associations Féminines et des communautés dans le Processus de "Paix, Genre & Développement". - Femmes, vecteurs et agents de changement dans la mise en oeuvre et l'évaluation des activités de paix, genre et développement - Bilan des initiatives de femmes en faveur de paix, genre et développement - Les mécanismes, plan opérationnel de suivi et indicateurs d'évaluation à mettre en place afin de mieux faire participer la société civile et plus particulièrement les organisations féminines dans la prévention, la résolution des conflits et la réconciliation, ainsi que dans le processus de paix, genre et développement

B. LES OBJECTIFS SPECIFIQUES ET LES THEMES

OBJECTIFS SPECIFIQUES	THEMES	PROPOSITIONS DES SUJETS POUR LES ATELIERS
<p>4.1 Faire valoir les pratiques traditionnelles et les principes de socialisation qui peuvent aujourd'hui contribuer à l'instauration d'une paix durable et d'un développement socio-économique intégré basé sur le genre</p>	<p>4 <i>VALEURS CULTURELLES AFRICAINES DANS LA PREVENTION ET LA RESOLUTION DES CONFLITS EN AFRIQUE ET LEURS ROLES DANS LE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET LA SOCIALISATION</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les traditions et les pratiques africaines, utilisées dans la résolution des conflits la socialisations, le maintien de la cohésion sociale et le processus de "Paix, Genre et Développement" - Les traditions et les pratiques africaines que nous les Africains nous pouvons même utiliser aujourd'hui - Les méthodes traditionnelles de communication en Afrique et leur impact sur le processus de "Paix, Genre et Développement"
<p>5.1. Définir le rôle des média nationaux et internationaux ainsi que l'importance de la communication et de l'information dans le renforcement du processus de Paix, Genre & Développement.</p>	<p>5. <i>LE ROLE DES MEDIAS ET DE LA COMMUNICATION DANS LE PROCESSUS DE "PAIX, GENRE ET DEVELOPPEMENT"</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rôle des Médias (nationaux, internationaux, presse informelle) et de la communication dans le processus de "Paix, Genre et Développement" - Les mécanismes, plan opérationnel de suivi et indicateurs d'évaluation à mettre en place en vue d'impliquer plus les média dans le processus de paix, genre et développement.

V. LES RESULTATS ATTENDUS

A la fin de la Conférence, les participants auront :

1. Pris connaissance des initiatives de différents pays et de différentes sous-régions dans la recherche de la paix, l'égalité des sexes et le développement.
2. Elaboré des mécanismes pour la promotion de la paix, de l'égalité des sexes et du développement durable ; au niveau des pays, des sous-régions et du continent.
3. Défini le rôle de la femme dans ces mécanismes de promotion de la paix, l'égalité des sexes et le développement.
4. Conçu un plan opérationnel de suivi et de mise en place de ces mécanismes au niveau national, sous-régional et régional.
5. Déterminé les indicateurs d'évaluation de l'efficacité de ces mécanismes.

VI. LE PROCESSUS DE PREPARATION DE LA CONFERENCE ET SON CALENDRIER

Les préparatifs vont s'opérer à deux niveaux :

- Au niveau des pays
- Au niveau des sous-régions.

Au niveau des pays :

<p>1. Envoi à tous les gouvernements africains le document de projet de la Conférence, tout en invitant chaque pays à démarrer le processus de préparation de cette Conférence</p>	<p>Novembre 1996</p>
<p>2. Profiter du "Forum sur le Leadership des femmes en matière de paix" qui se tiendra en Afrique du Sud du 4 novembre au 8/11/1996, pour expliquer les objectifs de la Conférence de Kigali et déclencher de façon concrète le processus de sa préparation, au niveau de tous les pays africains et des sous-régions. A cette occasion, un Comité africain de préparation de la Conférence Panafricaine sera élu parmi les Représentants des Comités sous-régionaux de suivi post-Beijing et les autres dynamismes qui se sont créés pour la promotion de la paix. Ce Comité sera chargé de superviser les préparatifs en appuyant et en conseillant le Secrétariat permanent. Les membres des comités sous-régionaux de suivi de la Plate-Forme Mondiale formeront d'office les Commissions sous-régionales de préparation de la Conférence. Ces Commissions vont sensibiliser et appuyer les pays dans les préparatifs de la Conférence.</p>	<p>Du 4 - 8 novembre 1996</p>
<p>3. Organisation dans chaque pays d'une réunion préparatoire des Meeting sous-régionaux. Les agences des Nations-Unies et les autres bailleurs de fonds sont invités à appuyer les pays dans l'organisation de ces réunions.</p>	<p>Début décembre 1996</p>
<p>Pour le Rwanda, le moment fort de la conférence sera l'organisation d'un débat National large pour dégager un consensus sur ce qu'on entend par la paix et son bénéfice concret pour tous les groupes sociaux. Ainsi, des meetings seront organisés dans toutes les préfectures et à l'intention des groupes structurés. Ces Réunions bénéficieront de l'appui d'une mission de paix envoyée par l'UNIFEM.</p>	<p>Mois de novembre 1996</p>

b) Au niveau des Sous- régions

1)	La tenue dans chaque Sous-Région d'une réunion des représentants des comités Nationaux de suivi de la Plate-Forme de Beijing. Ces réunions débattront sur les thèmes de la conférence et dégageront des recommandations qui constitueront des bases de discussions au niveau de la Conférence Panafricaine.	Mi- Janvier 1997
2)	Les rapports de ces réunions sous-régionales, des séminaires similaires, de différentes expériences ainsi que des publications dans les domaines concernés par la Conférence seront transmis au Secrétariat Général de la Conférence, afin de lui permettre de préparer le porte document des participants et tout autre document nécessaire à la réussite de la Conférence.	De novembre à fin janvier 1997

VII. Les activités qui seront réalisées pendant la Conférence.

Outre les discussions sur les thèmes de la conférence, d'autres activités seront organisées pour montrer au monde, la vraie image du Rwanda et susciter le soutien de la Communauté internationale. Ces activités sont les suivantes :

- Visite des lieux du génocide de Ntarama et du Village de Paix Nelson Mandela
- Projection d'un film sur le Rwanda et sur d'autres expériences de résolution de conflits
- Animation d'une soirée culturelle Rwandaise
- Organisation d'un concert des musiciens Africains et internationaux "Temps pour la Paix"
- Exposition-vente des productions des activités économiques des femmes rwandaises à proximité du lieu de la conférence.

VIII. LE CALENDRIER DE LA CONFÉRENCE

- Le premier jour :
1. Visite des sites du Génocide de Ntarama et du Village de Paix Nelson Mandela
 2. Cérémonies d'ouverture
 3. Concert
 4. Films
- Le deuxième jour :
1. Exposé en plénière, discussions en atelier et mise en commun des recommandations des travaux de groupes sur les 3 premiers thèmes
 2. Soirée Culturelle Rwandaise
- Le troisième jour :
1. Exposé en plénière, discussions en atelier et mise en commun des recommandations des travaux en groupes sur les 3 derniers thèmes.
 2. Adoption des documents suivants :
 - Recommandations
 - Mécanismes et indicateurs d'évaluation
 - Plan opérationnel de suivi
 - Déclaration de Kigali
 3. Clôture officielle qui comprendra les cérémonies d'Unification de l'Afrique déchirée
 4. Cocktail

IX. MÉTHODOLOGIE DE LA CONFÉRENCE

1. Les thèmes seront présentés par des conférenciers, en séances plénières
2. Des travaux en ateliers approfondiront les thèmes
3. La mise en commun des résultats des travaux en groupes lors des séances plénières.

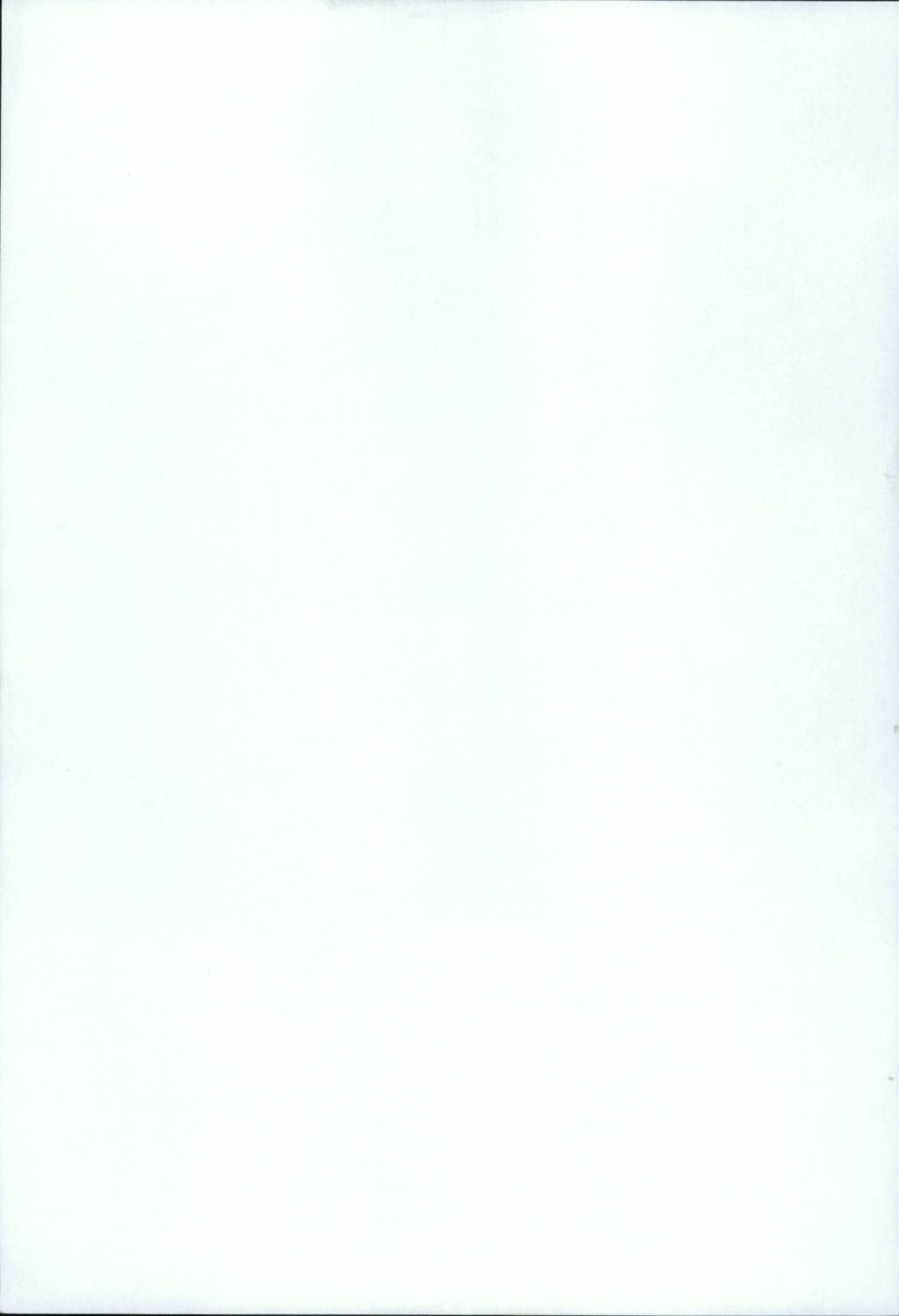
X. LES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE

A. LES PARTICIPANTS INTERNATIONAUX

1. Les personnalités qui ont eu à se battre pour la paix, la réconciliation, le développement et l'égalité des chance sur le continent Africain et ailleurs.
2. Les femmes chefs-d'Etats et Vice-Présidents
3. Les Femmes Premiers Ministres et quelques femmes Africaines Ministres et parlementaires
4. Trois personnes par sous-région de suivi de Beijing :
 - Un représentant du Comité Régional de suivi Post-Beijing
 - Un Représentant du Secteur Privé
 - Un représentant des médias
5. Les grands Panafricanistes et les grands défenseurs des droits humains
6. Les Grands scientifiques sociaux, anthropologues et environnementalistes pouvant aider à comprendre la relation "Paix, Genre et Développement" ainsi que l'impact culturel
7. Les Représentants des Organisations des femmes les plus actives dans la recherche de la paix, le développement et l'égalité des sexes
8. Les Gestionnaires des Grands médias internationaux
9. Les Représentants des agences des Nations Unies
10. Les Représentants des agences bilatérales les plus actives en Afrique
11. Les Représentants des agences intergouvernementales
12. Les Représentants des ONG internationales les plus actives en Afrique dans les domaines concernés par la conférence.

B. LES PARTICIPANTS RWANDAIS

1. Les Représentants du Gouvernement
2. Les Représentants du Parlement
3. Les Représentants du Comité National Consultatif pour la femme (Comité de suivi des Activités post-Beijing)
4. Les Représentants des organisations de Promotion de la Femme "Pro-femmes/Twese Hamwe"
5. Les Représentants des opérateurs économiques
6. Les Représentants des médias publics et privés
7. Les Représentants des Organisations des femmes dans les Préfectures
8. Les Personnes identifiées pour avoir lutté contre le génocide et pour avoir entrepris des actions sensationnelles pour la réconciliation des Rwandais.



PRO-FEMMES/TWESE HAMWE

Papier de réflexion 3 (le 23 mai 1996)

"PAIX, GENRE ET DEVELOPPEMENT"

**Conférence pan-africaine
des organisations de promotion de la femme.**

Du 19 au 26 Octobre 1996

Kigali, Rwanda).

Ce document est le résultat de d'intégration des observations et discussions concernant les premiers deux papiers de réflexion et les idées sortis pendant la réunion de tous les intéressées du 12 mai, du comité de coordination (le 15 mai) et les commentaires et idées supplémentaires transmis par les responsables des différents commissions et autres personnes.

Ce document sera discuté mardi, le 28 mars avec tous les responsables, intéressées et personnes ressources, avec l'objectif d'obtenir un document final et présentable aux gouvernement, bailleurs de fonds et différentes organisations.

Le document reste toujours un papier de réflexion: critiques, commentaires et observations restent nécessaires pour l'améliorer.

TABLE DE MATIERE

PREAMBULE

INTRODUCTION

- A. La naissance du projet de la conférence
- B. La structure du document de projet

1 LE CONTEXTE DE LA CONFERENCE.

- 1.1. Le Rwanda
- 1.2. La Région des Grands Lacs
- 1.3. L'Afrique
- 1.4. Le Monde

2. LA CONFERENCE COMME ELEMENT DANS UN PROCESSUS.

- 2.1. Le Rwanda
- 2.2. La Région des Grands Lacs
- 2.3. L'Afrique
- 2.4. Le Monde

3 BUTS ET OBJECTIFS

- 3.1. Les objectifs globaux
 - 3.1.1. Le Rwanda
 - 3.1.2. La Région des Grands Lacs
 - 3.1.3. L'Afrique
 - 3.1.4. Le Monde
- 3.2. Les objectifs spécifiques
 - 3.2.1. La conférence même
 - * Paix
 - * Genre
 - * Développement
 - 3.2.2. Le Concert des musiciens
 - 3.2.3. La campagne médiatique
 - 3.2.4. La manifestation culturelle

4. LES GROUPES CIBLES.

- 4.1. Au Rwanda
- 4.2. Dans la Région des Grands Lacs
- 4.3. En Afrique
- 4.4. Au niveau mondial

5. LES PARTICIPANTS

- 5.1. Du Rwanda
- 5.2. De la Région des Grands Lacs
- 5.3. De l'Afrique
- 5.4. Du Monde

6. LE PROGRAMME

- 6.1. Le programme à Kigali
- 6.2. Le programme des activités décentralisés

7. LES ACTIVITÉS ET LES PREPARATIFS

7.1. La musique •

7.1.1. Général •

7.1.2. Le programme préliminaire •

7.1.3. L'organisation •

7.1.4. Les préparatifs •

7.1.5. Les finances •

7.1.6. Budget

7.2. La manifestation religieuse

7.3. La conférence à Kigali

7.3.1. Général

7.3.2. Le programme préliminaire

7.3.3. L'organisation.

7.3.4. Les préparatifs

7.3.5. Les finances

7.3.6. Budget

7.4. Les activités décentralisés dans les préfectures •

7.4.1. Général

7.4.2. Le programme préliminaire

7.4.3. L'organisation.

7.4.4. Les préparatifs

7.4.5. Les finances

7.4.6. Budget

7.5. Les activités culturelles

7.5.1. Général

7.5.2. Le programme préliminaire

7.5.3. L'organisation.

7.5.4. Les préparatifs

7.5.5. Les finances

7.5.6. Budget

7.6. La campagne médiatique

7.6.1. Général

7.6.2. Le programme préliminaire

7.6.3. L'organisation.

7.6.4. Les préparatifs

7.6.5. Les finances

7.6.6. Budget

8. L'ORGANISATION.

8.1. Organigramme •

8.2. Appui technique ✓

8.3. Budget

9. BUDGET TOTAL

Annexe 1: Liste des organisations membres du PRO-FEMMES/TWESE HAMWE.

Annexe 2: Liste préliminaire des membres des commissions de préparation de la conférence.

PREAMBULE

Ce document sert de document de projet pour une conférence pan-africaine que PO-FEMME/TWESE HAMWE, le plate-forme des organisations rwandaises de promotion de la femme, veut organiser en octobre 1996 à Kigali, Rwanda.

Il a servi premièrement à unir les différentes idées concernant la conférence et de les configurer dans un cadre global. Maintenant, le document finalisé, il sert à obtenir l'accord du gouvernement Rwandais et à obtenir le financement nécessaire pour la réalisation de la conférence et des activités liés.

La conférence sera accompagnée d'autres activités, des discussions dans tout le pays, des activités culturelles, un campagne médiatique et un concert des musiciens reconnus. Elle se concentre sur les thèmes "Paix, Genre et Développement" et veut avoir un impact tangible pour renforcer le processus de la Paix, d'amélioration de la position de la femme et d'unification africaine. Ceci au niveau du Rwanda, de la Région des Grands Lacs, de l'Afrique en général et même au niveau mondial. La conférence est un suit logique des différents conférences et initiatives, notamment the Kampala meeting on Women and Peace et la quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes de Beijing. L'accent sera mis sur les organisations de promotion de la femme, notamment celles de Rwanda, après de la Région des Grands Lacs et en suite celles de l'Afrique, comme souvent ces organisations ne figurent qu'en marge de ces conférences et que ^{ce sont} elles qui font les travaux sur le terrain. La conférence est un élément dans le processus de Paix, Genre et Développement et il ne faut pas le considérer comme un événement isolé. Pendant les préparatifs, l'information, la communication, la conscientisation et la mobilisation des populations pour la Paix, pour l'amélioration de la position de la femme et pour le développement est essentiel.

L'introduction du document traite de la naissance et du développement de l'idée de la conférence, suivi par un cadre général pour la conférence et des activités liés.

Le premier chapitre donne quelques éléments du contexte général au Rwanda et les niveaux plus larges (d'abord la Région des Grands Lacs, l'Afrique et le Monde).

Dans le deuxième chapitre, la place de cette conférence dans le processus en cours au Rwanda et aux échelles plus large est élaboré.

Le troisième chapitre met en évidence ce que PRO-FEMMES/TWESE HAMWE vise avec la conférence, les objectifs sont élaborés pour les différents échelles géographiques (le Rwanda, la Région des Grands Lacs, l'Afrique et le Monde) et pour les différents éléments de la conférence (la conférence même, le concert des musiciens, la campagne médiatique et les activités culturelles).

Au différents échelles, différents groupes sont ciblés pendant les préparatifs et la conférence avec ses activités liés, ce qui est détaillé dans le quatrième chapitre.

Les objectifs et les groupes visés déterminent les participants à la conférence, ce qui est élaboré dans le chapitre 5.

Une proposition du programme avec une argumentation pourquoi ce programme est fait en chapitre 6.

Les différents éléments et les préparatifs sont présentés dans le septième chapitre, y inclus une budget.

Chapitre 8

Chapitre 9

Chapitre 10.

Ce document est réalisé par PRO-FEMMES/TWESE HAMWE en intégrant différents organisations partenaires et personnes ressources, notamment rwandais, mais tant que possible aussi des personnes ressources et organisations étrangères. Six commissions ont été formés pour discuter et approfondir différents aspects et plusieurs réunions et sessions de travail ont été organisés. Mr Jos de Beus, consultant financé par la SNV, Organisation Néerlandaise de Développement, a appuyé l'élaboration du document.

Au cours de processus de la préparation, des améliorations et des élaborations sont nécessaires et des adaptations seront inévitables. Néanmoins ce document trace les grands lignes et le cadre de la conférence et les activités liés.

Nous tenons à remercier toutes les organisations et personnes qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à l'élaboration des idées et de ce document-ci.

PRO FEMMES/TWESE HAMWE

2) Apakuramutze ni societe yakozanye.
Nta societe iyamba kubitwizera.
2e page.

3) Kuguranga bitandukye byamba guhindukye
kurya mu pouvoir, si pouvoir
nkandamiza, ni ubushobozi
bushyigize ku bitu bitatu

a/ Premier pouvoir / Confiance en soi \Rightarrow Apasiba
kadasuma, ushake
ubwome

b/ Pouvoir avec les autres

c/ Pouvoir de --- Iyo pouvoir ushiguye mu
bumenyi ex: amata kuyandura fromage,
Nta kurikanyana. Turashye turabakana.

\rightarrow Atite = bumwe ari benshi

- Iyi doant ni aya gatatu, iyiza pusa
niyindizayibanyije.

- Guhanga tableaun d'achancier.

- Ntubabwirwe Commission ya Recherche \rightarrow
Inspire les thèmes de la conférence.

INTRODUCTION.

A. LA NAISSANCE DU PROJET DE LA CONFERENCE.

Le génocide et les massacres ont eu un impact énorme sur la société rwandaise. Toute la population était déplacée à un moment donné, et dans un pays ravagé, sans appui moral et psychologique adéquat pour supporter les conséquences de cette tragédie. Le bilan est connu: plus d'un million de morts, deux millions de réfugiés, les infrastructures et une économie complètement en ruine. La société est traumatisée. Les femmes ont souffert comme tous les rwandais, mais elles ont souffert de façon spécifique des crimes liés à leur sexe. Le génocide avec son caractère sexiste visait essentiellement les hommes et les garçons pour notamment s'accaparer après de leurs biens. Les femmes et les filles étaient traitées comme des biens, certaines ont été humiliées dans leur dignité, violées avec un grand risque d'attraper le sida...

Malgré cette tragédie, les femmes rwandaises se sont levées, dans la grande souffrance, mais aussi dans la grande dignité, pour reconstruire la société. Elles se sont organisées dans une même plate-forme nationale appelée PRO-FEMMES/TWESE HAMWE regroupant 32 organisations de promotion de la femme. Ces organisations se sont réunies pour unir leurs forces en vue de réhabiliter la société rwandaise et de lancer un appel national, régional et mondial pour la paix et la justice sociale.

Les 32 organisations membres de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE oeuvrent dans tous les secteurs d'activités socio-économiques et dans toutes les Préfectures du pays. Ce collectif se présente comme un cadre de concertation et de coordination afin de:

- Conjuguer les efforts pour opérer des changements indispensables dans le but d'éradiquer toute forme de discrimination à l'égard de la femme.
- Faciliter les échanges entre les différentes Associations membres et promouvoir le partenariat avec les organismes oeuvrant pour la promotion de la femme.
- Renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles des Associations de Pro-femmes/TWESE-HAMWE.
- Promouvoir la paix et le développement du pays notamment à travers la Campagne Action pour la Paix.

Le nouveau Gouvernement, la communauté internationale et beaucoup d'organisations rwandaises et internationales ont mené des actions pour répondre aux besoins urgents de la population. Les efforts se concentraient notamment sur l'aide alimentaire et d'urgence. Les organisations rwandaises se sont rétablies petit à petit et de nouvelles organisations se sont créées, d'autres sont venues avec le retour des réfugiés. Et aussi, d'autres sont nées pour faire face aux problèmes relatifs à l'après-guerre, le génocide et les massacres.

Les organisations de promotion de la femme étaient impliquées dans les préparations de la conférence à Beijing. Le génocide et la guerre ont brusquement interrompu ces préparatifs, mais quand même une délégation a pu participer à la conférence régionale de Dakar en 1994. Les rencontres de plusieurs femmes et des organisations des femmes ont abouti dans l'initiative de mener une Campagne Action pour la Paix. Ces idées sont concrétisées petit à petit.

La conférence mondiale sur les femmes de Beijing a donné une nouvelle impulsion à la dynamique du mouvement des femmes. Toutes les organisations de la promotion de la femme ont dû se réunir pour avoir un impact important pendant cette conférence et cela a résulté dans une coalition. Les préparatifs de la conférence et l'action commune de toutes les organisations de promotion de la femme ont mis en évidence la nécessité de coordination et de collaboration entre les différentes organisations. Aussi dans le même ordre d'idées, elles ont souligné l'importance de s'organiser pour avoir des changements de fond de la société rwandaise afin d'arriver à une paix durable et une amélioration structurelle de la position et de la situation de la femme.

Après la conférence de Beijing, une actualisation de la proposition du programme Campagne-Action pour la Paix (CAP) est faite et cette proposition est utilisée pour trouver un financement. Le dialogue entre les différentes organisations de promotion de la femme ont continué et ont abouti à la décision que tous ces organisations feront partie de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE et que cette organisation "parapluie" est élargie de 13 à 32 organisations.

Pendant une réunion en février 1996, toutes les 32 organisations étaient d'accord avec les statuts et le règlement intérieur de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE. Son comité de coordination était élargi en attendant les élections d'un nouveau comité dans 5 mois, ce qui permet aux organisations de mieux se connaître. La CAP est maintenue comme l'action principale de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE et toutes les organisations y participeront.

En janvier une conférence internationale concernant "Genre, conflit et Développement" était organisée par le "Vrouwenberaad ontwikkelingssamenwerking" (Réseau des experts dans le domaine des sexes d'agences néerlandaises d'aide au développement) comme suite logique aux initiatives liées à la conférence mondiale de Beijing, notamment la Tente de la Paix et la création des plates-formes d'action au différents niveaux (national, régional et mondial). Des représentantes des organisations rwandaises ont participé aux conférences de Beijing, ainsi que celui du "Vrouwenberaad". Cette dernière conférence était appuyé par la SNV, Service Dimension Internationale, à travers l'appui à l'organisation de la conférence, l'élaboration d'une étude de cas concernant le Rwanda et le financement d'une partie des frais de la délégation rwandaise. Pour la délégation rwandaise, cette conférence d'Amsterdam avait un impact important parce que cela permettait d'échanger les expériences avec d'autres pays, de montrer la dynamique des organisations de promotion de la femme au Rwanda.

Un des résultats de cette conférence était l'idée de continuer les échanges et d'organiser une conférence régionale en Afrique comme suite aux initiatives de Beijing et du "Vrouwenberaad". Une proposition était formulée d'organiser une conférence en Afrique. Le Rwanda et le Mali étaient mentionnés comme pays organisateurs. Dans cette optique, les discussions ont continué au Rwanda et plusieurs contacts sont noués et plusieurs idées sont mises ensemble à tous les niveaux. PRO-FEMMES TWESE HAMWE a assisté dans la réunion à Addis-Ababa, début mars 1996, "Meeting of the Bureau on Follow-up to the Fourth World Conference on Women", organisé par la Commission Economique de l'Afrique des Nations Unies. Cette conférence a mis un accent sur la nécessité de concertation au niveau régional et a proposé plusieurs conférences et activités. Entre autre une réunion sur Paix, Genre et Développement est planifié en octobre. Citation: " A meeting on peace, gender and development is planned to be held in Rwanda in October 1996".

Le génocide et les massacres du Rwanda ^{est} ~~est~~, pour la femme, un symptôme mondial de la médiocrité du système de gouvernance de notre planète. C'est un crime non seulement contre le peuple rwandais mais contre l'humanité entière. Les femmes réclament un nouvel ordre mondial où règnent les valeurs de la justice sociale. C'est ainsi que PRO-FEMMES, dans le cadre de son programme national de Campagne Action pour la Paix veut offrir un cadre d'accueil et d'alimentation d'idées à la dite conférence panafricaine prévue pour octobre 1996.

Cette conférence devra avoir un impact pan-africain et devra renforcer le processus de paix Au Rwanda, dans la région des grands lacs ~~et~~ dans le continent entier. Pour les organisations de la promotion de la femme rwandaises et pour le Rwanda en général, il est aussi important de promouvoir une image plus juste du Rwanda, ainsi du rôle de la femme dans la reconstruction du pays. Dans cette optique PRO-FEMMES ne veut pas se contenter d'une conférence dans le sens classique, mais veut organiser des activités autour de cette conférence avec un impact beaucoup plus important. A cet effet, il est prévu d'organiser:

- * un concert Pan-Africain avec de grands artistes du continent (plusieurs sont déjà approchés indirectement et ils ont donné la confirmation de leur intention d'appuyer une telle initiative. Cette idée est soutenue par Synergie Africa (Genève), qui y accorde une grande importance aussi).
- * une campagne médiatique, bien préparée pour montrer le nouveau Rwanda, qui se construit à travers les femmes, les jeunes, ... et les efforts qu'on y investit.
- * une manifestation des expressions culturelles rwandaises actuelles (vidéo, théâtre, danse, musique), afin de montrer l'espoir dans la vie.

La conférence est initié par PRO-FEMMES/TWESE HAMWE, mais essaye d'intégrer d'autres partenaires dans la conception et l'élaboration des idées.

Au Rwanda il s'agit notamment de:

- Centre Martin Luther King, représentant des jeunes
- Le groupe théâtral Mutabaruka, représentant des artistes
- Le forum des femmes parlementaires
- Personnes ressources rwandaises

Au niveau international, il s'agit notamment de:

- SNV, Organisation Néerlandaise de Développement, basé à Kigali, Rwanda
- Cecore (Center for Conflict Resolution), basé à Kampala, Uganda.
- Réseau des femmes pour la non-violence et la paix, basé à Bujumbura, Burundi,
- RFFI (Regional Focal Field Level, Institution for East Africa) basé à Kampala, Uganda
- UNIFEM/AFWIC (African Women in Crisis), basé à Nairobi, Kenia

D'autres organisations et institutions ont été informés et ont promis leur soutien ou appui. Une proposition concrète est nécessaire pour mobiliser concrètement ces promesses. Ils peuvent devenir des partenaires pendant le processus d'élaboration et de préparation.

B. LA STRUCTURE DU DOCUMENT DE PROJET.

La base et l'approche dans tout le document et aussi pendant la conférence et les activités accompagnantes est de partir de la réalité rwandaise, comme exemple de cas de conflit mené jusqu'au bout, mais en même temps exemple du courage et détermination des femmes de se lever, de changer la société et de lutter pour une paix durable et pour la justice social, y compris l'amélioration structurelle de la rôle et la position de la femme.

Le cadre global afin d'avoir un impact selon les différents thèmes et différents niveaux peut être résumé selon le tableau suivant. L'accent sera mis sur le premier niveau (Rwanda) comme exemple, mais en permettant d'avoir un impact sur les autres niveaux.

\thème Niveau\	Paix	Genre	Développement
Rwanda	1.Actions 2.Information et communication 3.Advocacy 4.Réseau de suivi	1.Actions 2.Information et communication 3.Advocacy 4.Réseau de suivi	1.Actions 2.Information et communication 3.Advocacy 4.Réseau de suivi
Région des Grand Lacs	1.Actions 2.Information et communication 3.Advocacy 4.Réseau de suivi	idem	idem
Afrique	idem	idem	idem
Monde	idem	idem	idem

Dans le document ce cadre se répercute au niveau des différentes éléments, comme les objectifs, les groupes cibles, les activités, etc.

⊕ Jean Mukumbi → Commission culturelle mobilisée
 chercheur ds le cadre Paix, Genre & Développement
 La recherche porterait sur doukoko, nifs & recherche
 a) Passé
 b) Présent depuis le lendemain 19/7/96.
 c) avec le journaliste Radio Murina →
 Halitéa Kayira → près Ministère.

1 LE CONTEXTE DE LA CONFERENCE.

1.1. Le Rwanda

Le Rwanda est un cas extrême qui peut servir d'exemple pour la région des Grands lacs, l'Afrique est le monde entier sur plusieurs aspects.

Le Rwanda est un exemple:

① du drame humanitaire, dans son extrême.

L'analyse des causes de cette drame est essentielle pour comprendre et d'éviter des répétitions pareilles, bien dans le pays même, que dans la région ou dans d'autres pays

② du courage des femmes et leur rôle dans la reconstruction du pays (au niveau pratique, économique et socio-culturel) et dans le processus de la paix.

Elles se lèvent pour reconstruire le Pays, pour lutter pour la Paix et un changement fondamental de la société. Des exemples multiples peuvent être donnés au niveau de la base, des organisations de promotion de la femme, de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE notamment concernant les aspects pratiques de reconstruction, mais aussi des initiatives pour surmonter les tensions sociales et d'intégrer des aspects de changement de la société, d'amélioration de la position et la situation de la femme, malgré les difficultés, et d'intégration des expressions culturelles dans le processus. Autres exemples peuvent être donnés concernant la collaboration avec la société civile et les autorités des différents niveaux ainsi que la collaboration avec d'autres partenaires comme la recherche scientifique et les partenaires internationaux. Les femmes jouaient un rôle en arrière-plan dans l'économie officielle, dans la vulgarisation, dans l'orientation des systèmes agricoles, sanitaires et juridiques, dans la prise de décisions, etc. Maintenant elles assument de nouvelles responsabilités, souvent toute seule, dans tous les domaines. Ce sont les femmes qui reconstruisent le pays, à travers leurs activités économiques et sociales. Elles prennent conscience de leur rôle, de leur situation et leur position et elles revendiquent qu'on leur attribue la place qu'elles méritent, dans la prise de décisions dans les orientations des systèmes agricoles, sanitaires, juridiques, éducatives, politiques, etc. Elles exigent que la justice sociale soit rendue.

③ du pouvoir économique des femmes.

Au Rwanda la composante féminine forme 60 à 70 % de la population totale et dans environ 40 % des familles une femme est chef de famille. Les femmes se rendent compte que c'est elles qui travaillent, c'est elles qui cultivent, c'est elles qui assument les responsabilités, mais qu'elles sont confrontées avec des blocages et des structures qui les marginalisent. L'accès à la terre, la prise de décisions à tous les niveaux, le faible niveau d'enseignement, l'orientation sur les intérêts nationaux, qui ne sont pas nécessairement celle de la base et celle de la femme et les enfants. Des tâches traditionnellement fermées aux femmes, sont exécutés maintenant par elles, comme la construction et la gestion des briqueteries. Elles entrent dans le circuit commerciales d'une façon impressionnante. Plus de 80 % des travaux dans l'agriculture, la base de survie et de l'économie de Rwanda, est exécuté par les femmes. Petit à petit les femmes se rendent compte de ce qu'elles sont en train de faire et elles tireront leurs conclusions.

④ du rôle de communication et d'information.

Malgré les initiatives à la base, il y a encore beaucoup des femmes qui se trouvent dans une situation d'isolement socio-psychologique et il s'avère nécessaire de les toucher pour les consoler, leur redonner la confiance en elles-mêmes, les rendre autonomes et les mobiliser comme actrices de développement et porteurs de changement positif. Aussi à l'intérieur des organisations de promotion de la femme, l'échange d'information et le système de communication ne fonctionne pas encore optimale. Les exemples de changement ne circulent pas encore suffisamment, ni entre les organisations et alors les femmes à la base, membres des organisations même et des groupements appuyés sont trop peu informés des autres exemples, qui peuvent renforcer la confiance en elles-mêmes et des possibilités de changement.

La manipulation de l'information et l'utilisation de la presse, notamment le radio RTLM dans la préparation et le déroulement du génocide et la guerre, montre l'importance des médias. Cette outil ne devrait pas être utilisé seulement comme moyen de destruction, mais maintenant comme moyen de construction et de changement positif.

④ de l'importance d'advocacy.

Les femmes et les organisations de promotion de la femme s'organisent pour la Paix et pour des changements de la société. Mais cela ne va pas de soi, c'est une lutte. Une lutte de changement de mentalité et de changement pratique des systèmes. Par exemple les lois, le système de prise de décisions et la participation de la femme y de dans, l'orientation du système agricole sur les cultures d'exportation et les hommes, la marginalisation du rôle des femmes dans les statistiques économiques et par conséquent leur marginalisation dans d'autres systèmes, l'obscurité des souffrances des femmes violées pendant le génocide, dans tous ces domaines des femmes et des organisations luttent pour des changements. ceci se réalise par la prise de conscience, l'information, l'organisation, la création d'une pression pour prendre ces intérêts au sérieux et la création des réseaux de solidarité pour unir les forces.

Aussi à un autre niveau l'importance de l'advocacy se montre. Après la guerre et le génocide, le Rwanda pouvait compter sur une certaine sympathie au niveau mondial, malgré les complications politiques. Maintenant, l'image de Rwanda dans l'opinion internationale peut être caricaturisée comme le pays où on tue les hommes comme des animaux, le pays des sauvages, le pays des prisons surpeuplées, le pays où les réfugiés ne peuvent, ne veulent ou n'osent pas rentrer. Où tout est dominé par la contradiction "Hutu-Tutsi", le pays de dépendance de l'aide d'urgence et humanitaire. Le "Rwanda" (dans le sens large) n'a pas réussi à donner l'image de reconstruction, des initiatives et des efforts qui se fassent à tous les niveaux et par tous les acteurs rwandais, malgré des difficultés énormes. La conséquence est une incompréhension presque totale et une questionnement biaisé sur les développements au Rwanda, ainsi qu'une ignorance de l'opinion internationale des développements positifs.

④ de l'importance d'un réseau.

L'extension de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE de 13 au 32 organisations est d'une importance évidente. Les organisations de promotion de la femme ont pu se réunir, malgré leur origines et historiques différents, dans un seule plate-forme. La force que cette plate-forme montre dépasse de loin l'impact additionné des organisations séparément. Mais aussi PRO-FEMMES/TWESE HAMWE n'intervient pas en vase clos et des liens stratégiques avec d'autres intervenant au Rwanda, notamment les autorités, les autres organisations, les églises, etc, et avec des organisations et institutions internationaux s'avère

nécessaire pour avoir un impact important. Dans ce cadre, la participation dans le Comité National de Concertation de la Femme (CNCF), qui intègre tous les différents intervenants de la société, et l'élaboration d'un Plan d'Action National, suite aux recommandations de Beijing, peuvent être des plate-forme et des outils importants dans la réalisation des objectifs de PRO-FEMMES même.

1.2. La Région des Grands Lacs

La Région des Grands Lacs forme un entité, non seulement au niveau socio-économique et socio-culturel, aussi dans des aspects comme l'utilisation de l'espace ou le système agricole, mais surtout au niveau socio-politique. Le Rwanda et le Burundi ont été appelés des frères ennemis, le mort du Président burundais en 1992 a eu des répercussions énormes sur le Rwandais, ainsi que le génocide et la guerre sur le Burundi. Aussi le comportement de Zaïre et le Tanzanie, et l'Uganda influencent beaucoup les autres pays dans le Région. La stabilité et la paix au Rwanda n'est pas possible sans la prendre dans le contexte de la région. L'inverse est aussi vrai. La paix et la stabilité au Rwanda est d'importance pour la stabilité et le développement de toute la région.

Au niveau de la Région des Grands Lacs, il y a des initiatives des organisations de promotion de la femme et de la Paix, ainsi que d'autres organisations.

Des initiatives sont prises dans les différents pays. Au Burundi, p.e. le Réseau burundais des femmes pour la non-violence et la paix, en Uganda, p.e. Center for Conflict Resolution (Cecore), au Zaïre, p.e., dans les camps de réfugiés rwandais, p.e. le *Zaïre → C.N.Z.* Mais aussi au niveau de la région, il y a des initiatives qui dépassent le niveau du pays, p.e. l'initiative de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE de créer une radio régional des femmes pour la Paix ou le noyau d'échange culturelle entre le Burundi et le Rwanda, qui veut se développer davantage dans le cadre de la Campagne-Action pour la Paix et les préparations de ce conférence-ci. D'autres plates-formes existent déjà comme par exemple la Ligue des organisation des droits de l'Homme des Grands Lacs.

Au Rwanda, on constate en même temps une ouverture nouvelle (économique aussi bien que politique) vers les pays anglophones et une intégration plus étroite avec les pays Uganda, Tanzanie, Kenya et même Afrique du Sud. L'intégration économique, culturelle et politique, la création des échange et l'ouverture des pays et leurs population, mutuelles constituera une force pour la stabilité et la Paix, mais créera aussi des nouvelles potentialités de développement. Les pays séparément ne constituent ni une force importante politique ni économique sur le plan du continent ou du monde. En tant que Région des Grands Lacs, on peut avoir un impact beaucoup plus important. Comme la situation et les potentialités de la région ne divers pas tellement, il est important de créer une unité de d'unir les forces au lieu de faire la concurrence (au niveau politique, bien que économique). Au niveau économique, l'accès au marché mondial est beaucoup plus facile pour négocier des prix plus élevés (pour le café, le thé) et pour le développement des autres produits (p.e. les fleurs). L'intégration économique promouvra aussi l'échange d'information sur d'autres terrains et contribuera à la stabilité des pays dans la région et à la solution du problème des réfugiés.

Malgré ces initiatives, on constate en même temps un manque de communication et d'information sur ces différents initiatives. Probablement qu'il y en a d'autres dont on n'est pas informé et leur efforts restent isolés.

1.3. L'Afrique

Le drame rwandais est avant tout un drame de l'humanité entière. Pendant le génocide, beaucoup de gens, dont beaucoup d'Africains ont voulu montrer et ont montré leur solidarité. Les activités en Europe et en Amérique sont bien médiatisées et passaient souvent à travers des organisations originaires du pays, qui par après ont mené des actions au Rwanda ou dans les camps de réfugiés. Les initiatives dans des différents pays africains sont beaucoup moins connues, aussi chez les Rwandais, partiellement par manque de médiatisation, partiellement comme l'argent était souvent versé aux organisations internationales qui n'ont pas informé les Rwandais des différentes contributions.

L'Afrique est morcelée et est en train de brûler partout. Le drame rwandais est un cas extrême de ce qui se passe sur le continent africain. S'il n'y a pas de changements au sein de l'Afrique même, le risque que de tels événements se répètent dans d'autres pays africains est réel. Une gouvernance d'exclusion, qui ne s'arrête à rien, la manipulation des médias, l'exploitation des sentiments ethniques, régionaux et sexistes et l'utilisation des groupes marginalisés par la pauvreté sont des mécanismes utilisables dans presque tous les pays africains qui peuvent aboutir à un nouveau drame humanitaire sur le continent.

Ce continent reçoit beaucoup d'aide (d'urgence et de développement), mais le continent ne se développe pas comme les autres continents et l'image de l'Afrique reste négative. Quelques fois on parle du continent perdu et on se demande s'il vaut la peine d'y investir quand l'aide est gaspillée, mal gérée et les programmes mal conçus. Pourquoi l'Afrique reste morcelée, pourquoi le mouvement pan-africain n'a pas évolué, qu'est-ce qui bloque l'union des africains? Pourquoi faut-il passer par l'Europe quand on veut voyager de l'Afrique centrale en Afrique de l'ouest? Pourquoi les langues des anciens colonisateurs restent un mécanisme pour diviser l'Afrique?

L'Afrique devrait prendre conscience de son potentiel, de ses richesses et de ses ressources. Dans ce contexte, le Rwanda est de nouveau un exemple. Malgré l'image internationale d'un pays ravagé, il y a beaucoup d'initiatives et des efforts menés notamment par les femmes et les jeunes, de s'en sortir. Le Rwanda se reconstruit à travers les femmes. Il est essentiel qu'on visite le Rwanda pour voir et comprendre de ce qui s'est passé dans ce pays, mais aussi pour visiter les initiatives et les efforts pour sortir des problèmes. Le Rwanda n'est pas seulement des prisons surpeuplées ou des réfugiés dans la région qui ne veulent ou osent pas retourner. L'Afrique n'est pas le continent des mendiants et des conflits violents. Le Rwanda est aussi le pays où deux ans après le drame, des femmes ont construit leurs propres maisons, sans aide de l'extérieur, où des milliers d'orphelins sont pris en charge par des veuves sans aucune aide. L'Afrique est aussi le continent qui a fait naître des gagneurs de prix Nobel, des grands penseurs et politiciens, des peuples qui se développent malgré les difficultés.

Il est nécessaire que l'Afrique s'unisse pour surmonter les conflits, pour développer le continent au bénéfice de tous les pays africains et pour cela il est nécessaire que les Africains et Africaines prennent conscience de leurs potentiels, des efforts de l'un et de l'autre, d'améliorer la communication inter-africaine et surtout de changer l'image de l'Afrique. Il faut que les Africains respectent leur traditions et qu'ils et elles redeviennent dignes dans leurs actions, leur gouvernance et leur comportement.

1.4. Le monde

Le monde est en train de devenir un seul village, intégré par la communication (Télévision, radio, Internet, intégration dans le marché monétaire mondial), les liens et la collaboration s'intensifient partout dans le monde. Sur tous les continents, on observe une ouverture, une concertation et une collaboration plus étroite, sauf en Afrique, qui reste divisé et morcelé.

Pas mal de conférences et ~~de~~ initiatives concernant des aspects genre et paix ont déjà eu lieu. Par exemple:

- Kampala action plan on women and peace. (Résultat du meeting de Kampala, novembre 1993)
- Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, septembre 1995)
- Conférence: "War and peace, for men only ?" organisé par le "Vrouwenberaad Ontwikkelingssamenwerking (Amsterdam, janvier 1996)
- Unifem: womens delegation for peace ????
- "Meeting of the Bureau on Follow-up to the Fourth World Conference on Women", organisé par la Commission Economique de l'Afrique des Nations Unies (Addis Ababa, mars 1996).
- autres (à spécifier)

Ces différents initiatives ont fait des propositions et des recommandations, qui ne sont pas tous réalisés. Des initiatives sont prises dans plusieurs pays afin de concrétiser les recommandations fait, par exemple en Uganda où le 'Ministry of gender and community development' a organisé une séminaire national d'après Beijing afin de créer un plate-forme national d'action et d'élaborer un Plan National d'Action stratégique pour réaliser les recommandations de Beijing. La conférence veut mettre en évidence le progrès dans la réalisation et les mesures prises dans le cadre du Kampala Action Plan on Women and Peace et les résultats de la quatrième conférence mondiale sur les femmes. Un échange ~~des~~ d'expériences dans les différents pays s'avère nécessaire dans ce cadre pour faire la synthèse et pour montrer des exemples des pays en avance, qui peuvent être adaptés dans d'autres pays. La conférence veut contribuer à la création d'un réseau d'échange des organisations e-promotion de la femme et élaborer des mécanismes de prévention des conflits dont les femmes participent activement et d'en faire des propositions le plus concrètes possibles.

Se demande, si interop: quelles initiatives
y a-t-il à la base, chez les femmes, pas Pro-femmes
effet psychologique recherche, mobilise,
Conscientise, agir, se mettre au travail,
pas pleurer seule! a) Pour la reconstruction
b) pour la paix.
effet psychologique & social recherche!
9
Amabys ya musique ni menshi cyane.
1 million de dollars, charges l'image du Rdc.
→ effet politique, économique → effet mondial.

2. LA CONFERENCE COMME ELEMENT DANS LE PROCESSUS DE PAIX.

La conférence n'est pas un fait en soi, mais est un élément dans un processus à différents niveaux.

2.1. Le Rwanda.

Au niveau de Rwanda la conférence est sa préparation renforce les capacités de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE. Plusieurs activités de préparation sont nécessaires et demande de coordination. L'information des différents initiatives à la base, des différents organisations, de préparation avec la presse, etc. Une meilleure circulation de l'information sera un résultat indirect. L'intégration de tous les organisations de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE dans tout le trajet de conception jusqu'à l'exécution et l'évaluation, renforcera aussi les capacités, par l'échange et par la collaboration avec des différentes spécialistes. L'effet d'apprentissage en montant une telle conférence avec tous ce qui l'accompagne (concert, activités culturelles et campagne médiatique) est un processus de formation en soi.

En plus la Campagne-Action pour la Paix sera renforcé indirectement, à travers les actions et initiatives montrées, l'information et la communication aux femmes rwandaises, aux membres et aux différents organisations, l'advocacy de l'intérêt de la Campagne à travers la conférence et ses préparatifs est important aussi.

Au niveau des activités culturels plusieurs activités seront développés davantage pendant les préparations. Des films et documentaires seront fait, qui montrent les différentes initiatives et actions pour la Paix, par des femmes et par des artistes. Ces outils seront utilisé dans les préparatifs, ainsi que pendant la conférence mais aussi pendant la Campagne-Action pour la Paix. L'appui aux initiatives culturelles locaux, notamment la danse et le théâtre se fait pendant les préparations, mais aussi pendant les activités accompagnantes décentralisées, qui auront lieu dans les différents préfectures au moment de la conférence. Ces initiatives continueront d'une partie autonome, d'autre partie dans le cadre de la Campagne-Action pour la Paix. Une troisième éléments est le concert des musiciens qui donnera un impact sur les musiciens Rwandais, notamment en les associant dans le concert.

Les liens entre les différents partenaires seront aussi renforcés pendant les préparations et la conférence même, en créant ainsi un réseau à l'intérieur du pays. Des liens avec des partenaires dans l'exécution, ainsi que par exemple avec le gouvernement, les parlementaires, les organisations de droits de l'homme, les autorités locales. L'obligation d'expliquer bien la conférence, le cadre de PRO FEMMES/TWESE HAMWE et la Campagne-Action pour la Paix, aura comme résultat une meilleure compréhension et nous espérons une meilleure collaboration. La campagne médiatique sert aussi de bien expliquer les différents initiatives à la population rwandaise et de renforcer ainsi le mouvement pour la Paix et la promotion de la femme.

2.2. La région des Grands Lacs.

L'échange entre les différents pays de la région ne doivent pas se limiter aux rencontres des politiciens et des simples contacts économiques. Aussi les organisations luttant pour la Paix dans les différents pays et celles de la promotion de la femme doivent se renforcer

mutuellement par l'échange d'information et des actions communes. L'idée de créer une radio des femmes pour la Paix pour la région des Grands Lacs est lancée et devrait être développée davantage.

Pendant les préparations de la conférence, l'échange entre les artistes (et les femmes) burundais et rwandais seront organisés afin de créer une dynamique régionale et de monter l'unité culturelle pendant un spectacle pour la conférence.

L'échange d'information, le renforcement mutuel des activités et l'élaboration des activités communes devraient se poursuivre après la conférence.

2.3. L'Afrique.

En Afrique, pas mal des réseaux, surtout au niveau des organisations internationales, existent déjà. Ces organisations et réseaux n'incluent pas nécessairement les organisations de promotion de la femme de la base. Il est nécessaire de renforcer des réseaux d'échange d'information et de discussion de ces organisations, notamment pour créer un force et un pouvoir des représentants de la base, comme leurs intérêts ne correspondent pas nécessairement avec celles des gouvernements ni des organisations internationales comme celles des Nations Unies et comme un groupe de pression.

2.4. Le monde.

Comme déjà mentionné, il y a eu déjà pas mal des conférences mondiale, internationale régionale sur les différents aspects à traiter pendant cette conférence. Cette conférence vise un examen critique du progrès de ces différentes conférences, notamment du meeting Kampala Action Plan; Women and Peace et de la quatrième conférence mondiale sur les femmes. On vise de concrétiser le plus que possible les actions proposées, pas seulement à travers les institutions internationales et les gouvernements, mais notamment à travers les organisations de promotion de la femme luttant pour la Paix.

Effet 1) mondial

2) multiplicateur

3) qui survit dans le durée

Amabwira azava he ?

- muri doant nziya tuzandika ikamobilisa.

SNV, Hollande Ministre, UNIFEM

↳ yobera umuntu

⊕ Idée de source de financement :

Unesco : forum sur la culture de
paix au Rwanda. N/o Veneranda
Nzambazamanyi + Bahizi Eliphaz

3. BUTS ET OBJECTIFS

Les buts généraux de cette conférence sont:

- 1) Promouvoir une meilleure compréhension de la situation en Afrique, notamment au Rwanda et dans la Région des Grands Lacs et le rôle que les femmes jouent dans le processus du développement et de la paix.
- 2) Renforcer la confiance en soi-même des africaines, notamment des femmes, et leurs organisations de changer la situation d'une manière positive

3.1. LES OBJECTIFS GLOBAUX.

Les objectifs globaux peuvent être précisés par niveau.

3.1.1. Le Rwanda.

- Contribuer à la réhabilitation des victimes de la violence, notamment de la région des grands lacs.
- Contribuer au retour des réfugiés
- Apprécier les efforts et les initiatives des populations, notamment des femmes et des jeunes de sortir des problèmes malgré les circonstances difficiles.
- Renforcer la confiance aux femmes, qu'il est possible d'influencer l'histoire, de créer une paix durable et de changer la société en faveur de la femme.
- Renforcer la Campagne-Action pour la Paix, PRO-FEMMES/TWESE HAMWE et les organisations rwandaises de promotion de la femme.
- Faire la pression sur le gouvernement rwandaise de considérer sérieusement la forces des femmes et de prendre des mesures pour attribuer aux femmes la place et le rôle qu'elles méritent.
- Promouvoir des actions et initiatives culturelles pour la Paix.
- Contribuer à une meilleur information et communication des initiatives pour la Paix dans tout le pays

3.1.2. La Région des Grands Lacs.

- Contribuer à la réhabilitation des victimes de la violence, notamment de la région des grands lacs.
- Apprécier les efforts et les initiatives des populations, notamment des femmes et des jeunes de sortir des problèmes malgré les circonstances difficiles.
- Créer la confiance aux femmes, notamment dans la région des grands lacs, qu'il est possible d'influencer l'histoire, de créer une paix durable et de changer la société en faveur de la femme.
- Renforcer l'échange et la collaboration entre les organisations de promotion de la femme et celles luttant pour la Paix dans la région des Grands Lacs et créer un réseau d'échanges.

3.1.3. L'Afrique.

- Attirer l'attention et créer une conscience pan-africaine (et mondiale) que l'Afrique est en train de brûler et est détruit par des conflits.

- Créer une conscience que c'est aux Africains de résoudre leurs problèmes et de s'en sortir (des conflits)
- Approfondir l'analyse genre dans le développement, le déroulement et la prévention des conflits africains
- Contribuer à l'unification de l'Afrique
- Renforcer la collaboration entre les organisations africaines de promotion de la femme et créer un réseau d'échange d'information régulière.

3.1.4. Le monde.

- Attirer l'attention sur la prévention et la résolution des conflits (notamment en Afrique)
- 11 (P) Montrer le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits et la reconstruction après conflit
- Faire une synthèse des progrès des recommandations de Kampala Action Plan on Women and Peace et de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes et proposer des mesures et mécanismes concrets.
- Créer une image plus réaliste de l'Afrique et du Rwanda en particulier en mettant en évidence les efforts et les initiatives prises par des membres de la population, notamment les femmes et les jeunes.

3.2. LES OBJECTIFS SPECIFIQUES.

Pour les objectifs spécifiques, il faut séparer les quatre éléments à savoir:

- la conférence même
- le concert des musiciens
- la campagne médiatique
- la manifestation culturelle.

Ces éléments sont interliés et devraient se renforcer mutuellement. Les objectifs par élément peuvent être:

3.2.1. La Conférence même.

Dans le cadre de la conférence, il est bien de distinguer les objectifs selon les trois thèmes: Paix, Genre et Développement, quoique ces thèmes sont interliés.

PAIX

Attirer l'attention et créer une conscience pan-africaine (et mondiale) sur l'Afrique qui est en train de brûler et est détruit par des conflits.

- * analyser la place et le rôle d'Afrique

Attirer l'attention sur la prévention et la résolution des conflits (notamment en Afrique)

- * analyser le cadre global des conflits
- * identifier les sources et les causes des conflits
- * analyser le rôle de la gouvernance dans les développements des conflits
- * identifier des actions et stratégies qui peuvent contribuer à la paix durable
- * proposer des mécanismes concrets de prévention des conflits en y incluant un rôle clair des femmes

Créer une conscience que c'est aux Africains de résoudre leurs problèmes et de s'en sortir des conflits

- * montrer des exemples
- * identifier des potentialités

GENRE

Montrer le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits et la reconstruction après conflit

- * montrer les exemples de Rwanda
- * montrer des exemples africaines
- * créer une documentation des exemples africaines des femmes et organisations des femmes qui résistent à la violence, leur rôle dans la résolution des conflits et dans la reconstruction

Approfondir l'analyse genre dans le développement, le déroulement et la prévention des conflits africaines

- * rôle et responsabilités des hommes et des femmes dans les conflits
- * approche genre dans la réconciliation et reconstruction après conflit.

Création d'un réseau africaine des organisations de promotion de la femme

Faire un synthèse des progrès de recommandations de Kampala Action Plan on Women and Peace et de la Quatrième Conférence Mondial sur les Femmes et proposer des mesures et mécanismes concrets.

- * analyse de la situation dans les différentes pays
- * échange des mesures possibles et prises
- * synthèse de la situation générale
- * proposition concrètes d'amélioration

DEVELOPPEMENT

Attirer l'attention et créer une conscience pan-africaine (et mondiale) que l'Afrique est en train de devenir le mendiant mondial

- * analyses la place et le rôle d'Afrique.

Créer une conscience que c'est aux Africains de résoudre leurs problèmes et de décider sur leur propre développement.

- * montrer des exemples
- * identifier des potentialités

Montrer le rôle des femmes dans le développement

- * montrer les exemples de Rwanda
- * montrer des exemples africaines
- * approfondir le rôle des femmes dans le développement (économique, social, politique)

3.2.2. Le concert des musiciens.

- Montrer la solidarité africaine.
- Montrer que la vie est plus forte que la mort et l'amour plus forte que la violence.

Renforcer le joie de vivre chez les Africains, notamment chez la population rwandaise et des grands lacs.

- Monter une autre image du Rwanda et de l'Afrique en utilisant le concert comme instrument dans la campagne médiatique.
- Contribuer à l'épanouissement de la population rwandaise et de la région des grands lacs.
- Créer un prétexte et des possibilités des différents groupes de se rencontrer et d'apprécier ensemble des bonnes choses de la vie.
- Renforcer la collaboration africaine des musiciens, notamment entre les musiciens rwandaises et les musiciens africains fameux.
- Renforcer le message de la paix à travers la musique.

3.2.3. La campagne médiatique.

- Montrer une image réaliste du Rwanda (et de la région des Grands Lacs et de l'Afrique) dans les médias internationaux. Rwanda qui se reconstruit à travers les femmes notamment
- Montrer les efforts et les initiatives des femmes et des jeunes dans la réconciliation et la reconstruction du Rwanda, malgré les problèmes. Cette information sert aussi bien au Rwanda, que dans la région des grands Lacs, qu'au niveau international.
- Renforcer la confiance aux femmes (de Rwanda, des grands lacs et de l'Afrique) en leur montrant les autres exemples positives et les réalisations.
- Montrer bien à l'opinion internationale qu'au Rwanda que ce sont les femmes qui reconstruisent le Rwanda et qui détiennent la clé de la solution pour le Rwanda.
- Améliorer l'échange d'information au Rwanda, en Afrique et avec le reste du monde
- Contribuer au retour des réfugiés à travers une image réaliste des circonstances au Rwanda.

3.2.4. La manifestation culturelle.

- Montrer l'importance des initiatives culturelles dans le revalorisation des valeurs et dans le processus de réconciliation (vidéo, musique, danse, théâtre).
- Montrer que le Rwanda vit, que la vie continue malgré le drame que les Rwandais viennent de vivre.
- Renforcer les initiatives culturelles au niveau local au Rwanda
- Renforcer la collaboration des initiatives culturelles au niveau des la Région des Grands Lacs.
- Montrer que les différences régionales culturelles (p.e. dans la danse et la musique) n'est pas une cause de division, mais peuvent s'enrichir mutuellement, afin de renforcer le messages que les différences humaines (religion, sexe, région, ethnie, vision) ne doivent pas amener des conflits, mais à l'enrichissement de l'humanité en général.
- Utiliser les expressions culturelles pour une meilleure compréhension de ce qui s'est passé au Rwanda et de ce que peut se passer dans d'autres pays.
- Renforcer le message de la Paix et du rôle de la femme dans la réconciliation et la reconstruction.

4. LES GROUPES CIBLES.

La conférence et les activités liées veulent avoir un impact sur des différents niveaux et les groupes cibles sont différents selon les activités. On peut distinguer des différents groupes au niveau des différents échelles géographiques.

4.1. Au Rwanda.

- Les organisations membres de PRO-FEMMES.

Le processus de préparation renforce l'organisation de PRO FEMMES/TWESE HAMWE, ainsi que les organisations membres.

Les organisations seront renforcées dans le processus de préparation, par l'amélioration de la communication entre les organisations, par le renforcement de confiance dans les propres forces à travers l'échange des réalisations des organisations et des femmes (les groupes cibles à la base, les membres individuels), par l'amélioration dans la collaboration. La nécessité de fournir d'information et de monter ensemble une campagne médiatique renforce l'échange de l'information et la compréhension mutuelles des différents initiatives. Les travaux communs renforce créera aussi des réseaux d'échange au niveau des personnes, qui facilitera aussi le processus par la suite. Le renforcement de la Campagne-Action pour la Paix est un des résultats important, lié à la préparation de la conférence et les activités accompagnantes.

Le confiance en soi-même qu'on est capable, comme personne, comme organisation et comme PRO FEMMES/TWESE HAMWE de réaliser un telle conférence et d'avoir un impact important au Rwanda et au de ses frontières est un résultat indirect et indéniable.

- Les femmes rwandaises.

Surtout pendant le processus de préparation et à travers la campagne médiatique au Rwanda et à travers les initiatives culturelles, seront atteint par leur montrer les initiatives d'autres et par l'appréciation de leurs propres initiatives. L'échange mutuelle des informations venant des femmes à la base et leurs initiatives aux différents organisations, et aux autres femmes, ainsi que des informations venant des organisations allant aux femmes à la base, et aux autres organisations est un des points essentiels pendant les préparations. Les exemples et les informations renforcent la confiance en soi-même et servent aussi pour les mobiliser dans la Campagne-Action pour la Paix ou pour d'autres initiatives visant la Paix, la justice sociale et l'amélioration de la position de la femme.

La mobilisation des femmes dans le cadre de la Campagne-Action pour la Paix est un aspect important, comme ce programme est le cadre d'action au Rwanda de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE, qui assure aussi le suite après la conférence.

La conscientisation des femmes que les solutions violentes ne sont ni une réponse à la peur, ni aux réclamations de l'estomac, ni à la manque d'un abri. Le cercle vicieux de la peur, de manque de réalisation, de dépendance de l'extérieur peut être brisé par se mettre à l'oeuvre par le travail, comme des exemples montrent. Alors: "au boulot".

- Les artistes rwandais

Les artistes peuvent jouer un rôle important dans la transmission des messages de paix, dans l'intériorisation des valeurs humaines et de respect de l'autre, mais aussi dans la compréhension de la situation de l'autre, qui a aussi souffert et qui a aussi besoin de consolation et affectation. Pendant les préparatifs et pendant la conférence, la mobilisation de ces forces est visé à travers plusieurs activités, culminant dans des expressions culturelles

pendant la conférence, comme le concert, les théâtres et autres activités culturelles. La conférence est une concentration des efforts, mais les activités continueront dans le cadre de la Campagne-Action pour la Paix.

- La population rwandaise.

Toute la population rwandaise est visé pour la mobiliser pour la Paix, pour la montrer qu'il est possible de sortir des problèmes, pour la conscientiser du rôle de la femme (sa responsabilités, ses tâches) et pour changer ensemble la société d'une manière qu'il y aura la Paix et la justice sociale.

A travers les activités préparatoires, l'information des initiatives et la médiatisation nous voulons sensibiliser la population. Plusieurs initiatives (activités culturelles, discussions, etc.) ont spécifiquement l'intention de sensibiliser la population, afin de permettre de le mobiliser dans la Campagne-Action pour la Paix.

- Autres organisations et institutions travaillant au Rwanda.

Beaucoup d'organisations travaillent au Rwanda, des organisations rwandaises ainsi que des organisations internationales. Le plupart travaillent dans l'aide humanitaire, l'aide d'urgence et l'aide à la reconstruction, sans nécessairement avoir une vision sur le processus pour une paix durable ou un changement positif de la société rwandaise. Souvent on reconnaît l'importance de la femme dans la reconstruction, mais trop souvent elle est considérée comme victime, comme responsable des enfants et des orphelins ou comme exécutrice des programmes rarement elle est pleinement considérée comme actrice de développement et comme co-décideur dans le processus de conception. La conscientisation de l'importance d'une Paix durable et du rôle que la femme devrait jouer dans la société, dans tous ses aspects, est réalisé à travers l'implication des organisations et institutions dans les préparations et la conférence et à travers la campagne médiatique.

- Le gouvernement rwandais:

Le gouvernement Rwandais joue un rôle primordial dans la création d'un cadre qui peut amener une paix durable et une reconnaissance du rôle de la femme dans la société rwandaise. C'est le gouvernement qui peut prendre des mesures pour concrétiser la participation de la femme dans la prise de décision à tous les niveaux. Il ne suffit pas de reconnaître que la femme constitue une partie importante dans la société et joue un rôle primordial dans l'économie, l'éducation et la reconstruction. Il faut aussi créer des conditions pour impliquer la femme dans le processus de conception et de construction d'une nouvelle société

4.2. Dans la région des grands lacs

- Les initiatives de promotion d'une paix durable et de l'amélioration de la position de la femme.

Le manque d'information et de communication entre les différentes initiatives au niveau de la Région des Grands Lacs aboutit à une dispersion des efforts, sans aucun effet synergétique et finalement au découragement ou en dilution de l'initiative à cause des occupations journalières. Il est important de créer un réseau d'échange, d'utiliser l'information de l'autre et de renforcer les activités mutuellement, parce que les problèmes dans la région sont interliés et une solution des conflits actuelles ne peut pas être trouvée seulement dans un des pays de la région.

- La population de la Région des Grands Lacs

L'image des Rwandais de ce qui se passe au Burundi, au Zaïre ou en Uganda et l'inverse, est basé sur peu d'information, d'information transformée ou d'information interprétée selon des schémas fixés. L'amélioration de la communication à travers la communication publique, notamment le radio, et à travers des contacts personnels est essentiel si on veut créer des images plus réalistes, sans nier les problèmes existants. L'échange entre les pays de la région, l'attention médiatique avant et pendant la conférence et la création des réseaux d'échanges sont des outils pour y arriver. L'échange économique entre les pays, renforce aussi les communications et contribue à la compréhension qu'une solution pour chacun des pays dépend de son contexte et la non-solution des conflits aurait des répercussions pour tous les pays de la région. En montrant les efforts et les initiatives de Rwanda, aussi bien que dans les pays environnants, l'image que les problèmes ne sont pas tellement, qu'il faut prendre son destin dans sa propre main et que les femmes font un effort considérable sera créée.

- Les réfugiés dans la Région des Grands Lacs

Les réfugiés dans les camps sont des Rwandais comme ceux à l'intérieur du Pays. Les anciens réfugiés ont vécu des conséquences de rester à l'exil et plus de 1,5 million des réfugiés, près des frontières restera toujours un menace, quand il n'y a pas une solution pour eux. La manque d'information viable reste un des blocages majeurs pour qu'ils ne retournent pas au Rwanda, qui ne peut pas être résolu par des seuls discours officiels des politiciens (souvent présumé partisan de l'un groupe ou partie). D'information à travers plusieurs canaux, ainsi que des visites mutuelles afin de créer une meilleure compréhension et la création d'un réseau d'échange peuvent contribuer à une solution durable.

On veut montrer les efforts, notamment des femmes, dans la reconstruction du Rwanda, malgré les difficultés, on veut que les Rwandais prennent leur destin aux mains. Cela est aussi vrai pour les réfugiés.

- Les gouvernements des pays dans la Région

En montrant et communiquant les exemples et les efforts pour la paix et la justice sociale, et les exemples de l'union des peuples de la Région des Grands Lacs, notamment les initiatives communes et les activités économiques, PRO FEMMES/TWESE HAMWE veut stimuler l'action positive pour une meilleure intégration à tous les niveaux, afin d'arriver à plus de stabilité et d'exploiter mieux les opportunités de développement.

4.3. En Afrique.

- les organisations de promotion de la femme et d'autres organisations actives dans la prévention et la solution des conflits.

Le renforcement d'un réseau d'échange d'information des organisations de promotion de la femme concernant les situations différentes, les stratégies des organisations, les possibilités de renforcement mutuel est visé. La conférence même est une occasion de renforcer ce réseau d'échange.

La conscientisation de la rôle de la femme dans l'Afrique, dans tous les domaines, et les efforts que la femme, constitue une force et un potentiel énorme, qu'il faut mobiliser pour des changements positifs. En montrant des petits exemples à la base ainsi que des femmes africaines luttant pour ce changement, PRO FEMMES/TWESE HAMWE veut augmenter la confiance et la conscience des organisations, ainsi que celle des femmes africaines.

- la population africaine.

Renforcer la confiance des africaines et briser l'image de l'Afrique le mendiant mondial à travers des exemples positives. Informer la population à se prendre en charge et de prendre les responsabilités. Montrer la solidarité africaine à travers les activités culturelles.

- les gouvernements africaines

Faire la pression sur les gouvernements de prendre les recommandations des différents conférence au sérieux et de mettre des mécanismes en place pour assurer une amélioration de la position de la femme, de solution des conflits d'une manière paisible et de s'unir pour le développement. Mettre en évidence la responsabilités des gouvernements dans la mauvaise gestion des fonds de développement, qui n'ont pas le résultat prôché.

4.4. Au niveau mondial.

- la population mondial.

Montrer une image plus réaliste de Rwanda et de l'Afrique en général. Montrer la force des femmes et les efforts pour la paix. Ceci notamment à travers le concert des musiciens et les images y ajoutés.

- les organisations de promotion de la femme et de la paix

Conscientiser les organisations mondial de la rôle des femmes en Afrique, leurs efforts et l'appui nécessaire pour la Paix et le développement (exportation des conflits, rôle de l'armement, mauvaise répartition des revenus au niveau mondial, brain-drain des intellectuels, etc.)

*Pas de mauvaise organisation, → sinon
effet contraire, contre-productif*

5. LES PARTICIPANTS.

Plusieurs niveaux de participants sont prévus pour la conférence même (sans tenir compte des trois autres éléments). Les critères de sélection en général sont:

- représentativité des actions et initiatives de la base
- impact local, national, régional et mondial
- travail ou engagement dans les aspects Paix, Genre et Développement
- partenariat stratégique

Comme dans l'approche de toute la conférence l'accent sera mis sur les participants de Rwanda, ensuite de la Région des grands Lacs, après de l'Afrique et finalement au niveau mondial.

5.1. Du Rwanda

Les organisations membres de pro-femmes: 32 représentantes

Des représentantes des organisations de base (activité exemplaire, pas peur de parler): 1 femme par préfecture: 12 femmes.

Des institutions de Rwanda:

5 représentantes du gouvernement (le pouvoir exécutif), 5 du parlement (le pouvoir législatifs, 5 des magistrats (le pouvoir judiciaire): 15 personnes.

Des partenaires du PRO-FEMMES dans le cadre du CAP et la préparation de la conférence (Centre Martin Luther King, Artistes, IRST, organisations de droit de l'homme, églises, organisations des jeunes): 10-15 personnes.

TOTAL: environ 70 personnes

5.2. De la Région des Grands Lacs

Des représentantes des organisations de la femme (Uganda, Burundi, Tanzanie, Zaïre): 4 femmes

Des représentantes des initiatives pour la Paix: 4 personnes

Des représentantes des organisations, partenaires du PRO-FEMMES et de la Cap: Cecore, RFFI, Réseau des femmes burundaises pour la non-violence et la paix: 5 personnes

Des représentantes des femmes réfugiés: 6 femmes

Des personnes ressources, important dans la solution des conflits: Nyerere, Museveni, autres: 6 personnes.

TOTAL: environ 25 personnes

5.3. De l'Afrique

Les organisation africaines de promotion de la femme: 1 représentant par pays: 48 femmes (Région des Grands Lacs non-compris)

Partenaires de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE: 15 personnes

Des femmes/personnes importantes dans les trois thèmes: Paix, Genre et Développement: par exemple Graca Machel (Unicef représentatif: Conflits armés et enfants). Rawlings (Ghana: modèle de succès économique), Konaré Mali (Historien, livre sur des femmes combative en Afrique), Nelson Mandela (président Sud-Africaine), Desmond Tutu (lutte contre

l'apartheid), Wole Soyinka (Prix Nobel littérature), Mme Mongella (secrétaire générale conférence sur les femmes): 12 personnes.

Des organisations internationales en Afrique: entre autre Nations Unies: Unicef, Unesco, Unifem (Dr Achoola Pala: Dir. Afr. programmes New York), FNUAP, AFWIC (Laketch Dirasse, Nairobi), PNUD (Thelma Awori: zimbabwe repr.), etc, Organisation de l'Union Africain: 15 personnes

TOTAL: environ 90 personnes

5.4. Du Monde

Des représentantes des organisations de promotion de la femme de chaque continent: 4 femmes

Des représentantes des partenaires du PRO FEMMES/TWESE HAMWE: 10 personnes

Des personnes ressources, important sur la scène international: Le ministre de la coopération néerlandaise, Carter (négociateur), la présidente irlandaise, Loretta King (femme de Martin Luther King), Gorbatsjof (peristroika en Russie), Brundland (). 10 personnes

Des représentantes des femmes en situation de conflits luttant pour la Paix: (Arménie, Yougoslavie, Israël, Palestine, Cambodge, Vietnam, Argentine, Nicaragua): 10 personnes

TOTAL: environ 35 personnes

En dehors de ces personnes il faut des facilitateurs et présidents de la conférence.

Il est nécessaire d'avoir des facilitateurs et présidents capables pour que la conférence se déroule d'un bonne manière. Peut-être les fonctions peuvent être combinées avec des personnes ressources, mais pas tous: 10 personnes

TOTAL: environ 10 personnes

TOTAL DES PARTICIPANTS: 230 PERSONNES (maximum de 250 personnes).

6. LE PROGRAMME

Le programme proposée consiste en deux parties, à savoir le programme de préparation (voir aussi chapitre 7) et le programme de la semaine de la Paix (Conférence, Concert, Activités culturelles, Médiatisation). Le résumé du programme de la semaine de la Paix se trouve sur page 25 et 26. En grands lignes le programme consiste en deux parties: le programme à Kigali (par 6.1.) et le programme décentralisé (par 6.2.).

Il est important que la conférence à un impact sur la population rwandaises et celle des Grands Lacs. Une médiatisation nationale de toute la conférence, de préférence en directe sur le radio est envisagé, y incluant des reportages des activités décentralisées. La presse écrite (rwandais, des grands lacs, africain et mondial) est sollicité d'y assister et d'utiliser l'information donnée. Certain élément seront médiatisé dans la Région des Grands Lacs et le concert de clôture: "AFRICA: TIME FOR PEACE" sur la télévision mondiale.

6.1. Le programme à Kigali.

Il y a trois propositions de programme

PROGRAMME 1.

SAMEDI:

Concert d'ouverture: l'accent sera mis sur les musiciens rwandaise et de la régions des grands lacs. La musique sera plutôt basé sur la musique traditionnel (tambours, vocaux, etc.). Intégration des musiciens est important (médiatisation national et dans la région des grands Lacs par le radio)

DIMANCHE:

Le matin:

une fête religieuse, en impliquant les églises le plus important dans le pays (catholique, protestant, musulman). Médiatisation national par le Radio, accompagne par une message de Paix dans tous les églises de Rwanda.

L'après midi:

L'ouverture officiel:

Discours de PRO FEMMES/TWESE HAMWE (organisateur)

Discours du Gouvernement Rwandais (Pays-hôte)

Discours personne ressource (Mongella par exemple)

Théâtre d'ouverture:

Spectacle organisé par le groupe Mutabaruka en associant des artistes rwandais et burundais: traitant des thèmes Paix, Genre et Développement, qui met l'accent sur le Rwanda et le Burundi.

Le soir:

Première du film: "La mémoire des sens"

Filme réalisé par Kamal Dehane en collaboration avec PRO FEMMES/TWESE HAMWE (Projet en négociation) concernant les femmes après le génocide. Suivi par discussion avec le réalisateur Kamal Dehane.

LUNDI:

Le matin:

Visite du site du génocide (Nyamata) et village de Paix (Nelson Mandela).

Visite avec tous les participants. Inauguration officiel du village de Paix par Nelson Mandela en personne (médiatisation international).

L'après midi:

Discussion du thème 1: Paix.

Contenu, procédure et intervenants encore à élaborer

Le soir:

Travail en groupe

Pour préparer la suite et pour synthétiser les travaux faits.

Expressions culturelles (film, documentaire, théâtre, poèmes, etc.)

Dans le cadre de la conférence on veut insister des expressions culturelles (du Rwanda, de la région des grands Lacs, de l'Afrique), créer spécifiquement pour cette occasion.

MARDI:

Toute la journée:

Visite des participants aux initiatives à la base,

Dans tout le pays. Répartition des participants en groupes de 15 à 20 personnes. Rencontrer avec la base, mais aussi appuyer moralement ces initiatives par les visites.

Voir les possibilités de visiter les camps de réfugiés à Goma, Bukavu, Burundi et Tanzanie (transport aérien). (Médiatisation des Grands Lacs, notamment des visites aux camps)

Le soir:

Travail en groupe

Pour préparer la suite: impressions des visites à présenter brièvement dans la plénière.

Expressions culturelles (film, documentaire, théâtre, poèmes, etc.)

Dans le cadre de la conférence on veut insister des expressions culturelles (du Rwanda, de la région des grands Lacs, de l'Afrique), créer spécifiquement pour cette occasion.

MERCREDI:

Le matin:

Présentation des impressions des visites et synthèse

L'après-midi

Discussion du thème 2: Genre.

Contenu, procédure et intervenants encore à élaborer

Le soir:

Travail en groupe

Pour préparer la suite et pour synthétiser les travaux faits.

Expressions culturelles (film, documentaire, théâtre, poèmes, etc.)

Dans le cadre de la conférence on veut insister des expressions culturelles (du Rwanda, de la région des grands Lacs, de l'Afrique), créer spécifiquement pour cette occasion.

JEUDI:

Le matin:

Discussion du thème 3: Développement

Contenu, procédure et intervenants encore à élaborer

L'après-midi:

Intégration des trois thèmes: Paix, Genre et Développement.

Contenu, procédure et intervenants encore à élaborer

Le soir:

Travail en groupe

Pour préparer la synthèse et les recommandations.

Expressions culturelles (film, documentaire, théâtre, poèmes, etc.)

Dans le cadre de la conférence on veut insister des expressions culturelles (du Rwanda, de la région des grands Lacs, de l'Afrique), créer spécifiquement pour cette occasion.

VENDREDI:

Le matin

Musiciens, artistes en jeunes rapportent de leurs expériences.

Leur impressions concernant les différentes initiatives et activités décentralisées seront données à la plénière.

Représentantes des préfectures (et des camps) donnent leurs impressions.

Feed-back des discussions au niveau des préfectures et des camps.

L'après midi:

Synthèse et recommandations.

Présentation et discussion de la synthèse et des recommandations.

Théâtre de clôture.

Spectacle préparé pour la conférence, qui intègre des éléments de tous les grands régions de l'Afrique.

Clôture de la conférence.

Discours officiel de clôture: Représentant des participants, Représentant du gouvernement (pays-hôte), Représentant PRO-FEMMES (organisateur).

Le soir:

Festivité de clôture de la conférence:

Encore à définir. Propositions: Ballet de Guinée, fireworks

SAMEDI.

de midi à minuit.

Concert: AFRICA: TIME FOR PEACE.

Concert des musiciens internationaux.

Les artistes suivantes ont donné leur accord de principe:

Toure Kunda (Sénégal), Rey Lema (Zaïre), Lokua Kanza (Zaïre), Salif Keita (Mali), Manu Dibango (Cameroun), Gilberto Gil (Brésil), Ibrahim Abdullah (Afrique du Sud), Max Roach (USA), Harry Belafonte (USA), Renaud (France), Ismaëlo (Sénégal), Ziggy Marley (Jamaïca), The Wailers (Jamaïca), Mutabaruka (Jamaïca), Bunny Wailer (Jamaïca), Youssou N'dour (Sénégal), Miriam Makeba (Afrique du Sud), Olodum (Brésil), Doudou N'diaye Rose (Sénégal), Iqulah (Jamaïca), Tracy Chapman (USA).

Autres noms: Tambour de Burundi, Tambour de Rwanda, Tambour de Bahia (Brésil), Musiciens de Rwanda: Kamaliza, Celia Kayirebwa, autres ???

On veut demander Manu Dibangu de créer une chanson spécifique pour le concert en intégrant les différents participants.

Place: Stade Amahoro (70.000 personnes)

Diffusion sur la télévision mondiale, enregistrement pour cd à vendre mondialement. Pour la télévision l'émission sera alterné avec des petits "documentaires" sur les initiatives des femmes reconstruisit le Rwanda, pendant les changement des groupes musicales.

PROPOSITION 2.

La deuxième proposition reste en grands ligne la même que proposition 1. Le concert d'ouverture et le Concert de clôture sont mis ensemble dans un concert au milieu de la conférence, afin d'avoir plus d'impact médiatique.

PROPOSITION 3.

La troisième proposition reserve plus de temps au discussions au détriment de la manifestation religieuse centralisé. Cela ne veut pas dire que les eglises ne sont pas mobiliser, mais d'une manière dcentralisée dans tous les eglises dans le pays. L'ouverture est mis plus tôt et le thème paix est plus élaboré en y assoiant la combinaison Paix et Genre.

6.1.1. Le conférence même

La structuration de la conférence même suit la même logique que pendant tout le processus. L'accent sera mis sur le Rwanda comme un exemple de ce qui peut se passer n'importe où, ainsi que comme exemple des forces pour s'en sortir des problèmes. Les thèmes Paix, Genre Développement seront précédé par des visites sur le terrain pour apprécier les efforts et de partir des exemples concrètes avant de rentrer dans les discussions mêmes.

Le premier thème Paix commence avec un visite sur le site du génocide pour montrer le contact, mais l'ceent sera surtout mis sur la visite du village de Paix "Nelson Mandela" pour montrer la force de trouver des solutions. Avant de débattre les thèmes Genre et Développement nous voulons visiter les initiatives partout dans le pays, qui peuvent nourir les iscussions ensuite. Trop de conférence sont faites au niveau théorique, sans ce rendre compte des réalités. En plus l'effet des visites des personnes du niveau international sur les femmes des collines et la publicité n'est pas à sous-estimer.

Pendant la conférence le temps de débattre les différents thèmes n'est pas enorme et le groupe des participants est vaste. Une préparation de qualité est nécessaire, premièrement pour bien documenter la conférence, deuxièmement d'avoir un programme et des sousthèmes bien défini et un discipline des participants de se limiter aux contributions constructives et de ne pas perdre le temps dans des discussions de procedure. Une sceance de travail régional est prévu en août, en associant le plus de representantes possibles, ainsi que des réactions écrites d'autres, pour approfondir et finaliser le programme et le contenu de la conférence même.

PROPOSITION I PROGRAMME: semaine de la paix: Période proposée du 19 au 26 octobre.

samedi 19	dimanche 20	lundi 21	mardi 22	mercredi 23	jeudi 24	vendredi 25	samedi 26
12.00 CONCERT Accent sur les musiciens de la région des grands lacs Tambour rwandais, Burundais, Bahia (Bésé), musique vocale et traditionnel	10.00 Manifestation religieuse 14.00 Ouverture officielle. Mots d'introduction 16.00 Théâtre d'ouverture Accent sur la région Rwanda-Burundi	8.00 Visite site du génocide et village de paix Nelson Mandela (inauguration officiel par Mandela) 14.00 Thème 1: Paix	8.00 Visites par les participants des initiatives des femmes partout dans le pays (en petit groupes de 15-20 personnes) 18.00 Retour	8.00 Présentation impressions visites 11.00 Synthèse 14.00 Thème 2: Genre	8.00 Thème 3: Développement 14.00 Thème 4: Lien des thèmes Paix, genre et développement 18.00 Fin plénière	8.00 Musiciens, artistes, jeunes et leur expériences 10.00 Représentantes Régionales et leur expérience 14.00 Synthèse et recommandations 16.00 Théâtre (accent sur l'Afrique) 17.30 Discours de clôture 18.00 Clôture	12.00 CONCERT AFRICAIN TIME FOR PEACE Musiciens internationaux Tambours Vocaux Moderne Chanson spécifique de ce concert Vocaux Tambours de clôture MEDIATISATION MONDIALE. occupé avec des montage sur la rôle de la femme dans la reconstruction de Rwanda
24.00: Fin	21.00 Prémière du Film: LA MEMOIRE DES SENS, suivi de discussion avec le réalisateur Kamal Dehare	21.00 Travail en groupe (élaboration, préparation). Film, théâtre, documentaire. Activités décentralisées Discussion, musique, théâtre dans les 11 préfectures, Goma, Bukavu, Tazanie, Burundi	21.00 Travail en groupe (préparation présentation) Film, théâtre, documentaire Idem	21.00 Travail en groupe (élaboration, préparation) Film, théâtre, documentaire? Idem	21.00 Travail en groupe (synthèse et recommandations) Film, théâtre, documentaires Idem	21.00 Festivité de clôture (à définir)	24.00 FIN

PROPOSITION 2 PROGRAMME: semaine de la paix: Période proposée du 20 au 26 octobre.

dimanche 20	lundi 21	mardi 22	mercredi 23	jeudi 24	vendredi 25	samedi 26
10.00 Manifestation religieuse	8.00 Visite site du génocide et village de paix Nelson Mandela (inauguration officiel par Mandela)	8.00 Visites par les participants des initiatives des femmes partout dans le pays (en petit groupes de 15-20 personnes)	12.00 CONCERT	8.00 Présentation impressions visites	8.00 Thème 3: Développement	8.00 Musiciens, artistes jeunes et leur expériences
14.00 Ouverture officielle. Mots d'introduction	14.00 Thème 1: Paix		AFRICA: TIME FOR PEACE	11.00 Synthèse	14.00 Thème 4: Lien des thèmes Paix, genre et développement	10.00 Représentantes Régionales et leur expérience
16.00 Théâtre d'ouverture Accent sur la région Rwanda-Burundi			Musiciens internationaux	14.00 Thème 2: Genre	16.00 Théâtre (accent sur l'Afrique)	
18.00 Fin plénière	18.00 Fin plénière	18.00 Retour	Tambours	18.00 Fin plénière	18.00 Fin plénière	17.30 Discours de clôture
21.00 Première du Film: LA MEMOIRE DES SENS, suivi de discussion avec le réalisateur Kamal Dehaene	21.00 Travaux en groupe (élaboration, préparation). Film, théâtre, documentaire. Activités décentralisées	21.00 Travaux en groupe (préparation présentation) Film, théâtre, documentaire Idem	Vocaux Moderne Chanson spécifique de ce concert	21.00 Travaux en groupe (élaboration, préparation) Film, théâtre, documentaire? Activités décentralisées	21.00 Travaux en groupe (synthèse et recommandations) Film, théâtre, documentaires Idem	21.00 Festivité de clôture (à définir)
			24.00 FIN			

PROPOSITION 3 PROGRAMME: semaine de la paix: Période proposée du 19 au 26 octobre.

samedi 19	dimanche 20	lundi 21	mardi 22	mercredi 23	jeudi 24	vendredi 25	samedi 26
12.00 CONCERT Accent sur les musiciens de la région des grands lacs Tambour rwandais, Burundais, Bahia (Bretel), musique vocale et traditionnelle.	14.00 Visite site du génocide et village de paix, Nelson Mandela (inauguration officiel par Mandela) 18.00 Retour 21.00 Première du Film: LA MEMOIRE DES SENS, suivi de discussion avec le réalisateur Kamal Dehane	14.00 Suite Thème 1: Paix et Genre 18.00 Fin plénière 21.00 Travaux en groupe (élaboration, préparation). Film, théâtre, documentaire. Activités décentralisées Discussion, musique, théâtre dans les 11 préfectures, Goma, Bukavu, Tarzanie, Burundi	8.00 Visites par les participants des initiatives des femmes partout dans le pays (en petit groupes de 15-20 personnes) 18.00 Retour 21.00 Travaux en groupe (préparation présentation) Film, théâtre, documentaire Idem	8.00 Présentation impressions visites 14.00 Thème 2: Genre 18.00 Fin plénière 21.00 Travaux en groupe (élaboration, préparation) Film, théâtre, documentaire? Idem	8.00 Thème 3: Développement 14.00 Feed-back des expériences décentralisées (musiciens, artistes, représentants des préfectures) 18.00 Fin plénière 21.00 Travaux en groupe (synthèse et recommandations) Film, théâtre, documentaires	8.00 Thème 4: L'intégration Paix, Genre et Développement 14.00 Elaboration Synthèse et recommandations 17.00 Fin plénière 20.00 Recommandations 21.00 Théâtre de donure (accent sur l'Afrique) 22.30 Discours de clôture	12.00 CONCERT AFRICAN TIME FOR PEACE Musiciens internationaux Tambours Vocaux Moderne Chanson spécifique de ce concert Vocaux Tambours de donure MEDIATISATION MONDIALE. coupé avec des montage sur la rôle de la femme dans la reconstruction de Rwanda 24.00 FIN

-28-

1996
Gyiza aho utaha umuganyuzwa akagi; ubacyane amashyamba.
Ami mi uba umuho yubaturwe.

6.2. Le programme décentralisé

Pendant la période allant du lundi 21 jusqu'au jeudi 24 octobre (Proposition 1) ou pendant le 21, 22, 24 et 25 octobre (proposition 2) des activités dans les préfectures et dans les camps des réfugiés seront organisées. Il s'agit des théâtres réalisés dans les préfectures (appuyé pendant les préparatifs), des discussions concernant les thèmes Paix, Genre et Développement, qui mettent aussi en évidence les initiatives dans la préfecture, des petits concert préfectoraux des musiciens, qui viennent pour le grands concert et des activités culturelles, organisé par des groupes des préfectures.

L'organisation de ces activités reste à définir. Une proposition est de prendre 3 jours par préfecture, et organisé une tournée des groupes théâtrales et des musiciens dans plusieurs préfectures, et des mini-conférences, qui rapportent à la grande conférence.

Le temps le plus opportun pour que les femmes assistent est de 11 à 16 heures.

Deux programmes semblent possibles:

Une programme par endroit (répété pendant 3 jours) peut être:

11.00 - 12.00 théâtre

12.00 - 15.00 discussion

15.00 - 17.00 musique

Une alternative, plus intéressante semble d'organiser des activités pendant 3 jours, qui couvre séparément par jour les activités culturelles, les discussions et la musique (par exemple lundi théâtre, mardi discussion et mercredi musique, ce qui nécessierait 5 groupe de musiciens, de théâtre et de discussion, voir aussi chap. 7.4.).

Les résultats de ces activités seront inclus dans la plénière de la conférence à travers des impressions des artistes et musiciens qui ont collaborés, mais aussi par des représentants par endroits qui font faire une déclaration à la conférence. La proposition donne le plus d'opportunités de bien inclure les expériences décentralisées.

7. LES ACTIVITÉS ET LES PRÉPARATIFS

Les différentes activités nécessitent une préparation dès la finalisation du document, pour que l'impact voulu est créé.

Selon la nature et l'organisation on distingue les activités suivantes

1. La musique
 - le concert (d'ouverture et de clôture, soit un seul) des musiciens
 - le tournée des musiciens (dans les préfectures)
 - enregistrement concert et commercialisation cd.
2. La manifestation religieuse
 - organisation dans tous les églises
 - manifestation d'ouverture
3. La conférence à Kigali
 - thèmes (contenu, facilitateurs, rapportage, etc.)
 - visites (site de génocide, village de paix, visites dans les préfectures)
 - feedback des discussions dans les préfectures (lien avec point 4)
4. La conférence décentralisée dans les préfectures
 - préparation
 - discussions/thèmes
 - feedback à la conférence de Kigali
5. Les activités culturelles
 - théâtre d'ouverture et de clôture pendant la conférence
 - première film Dehane
 - activités culturelles (les soirs du lundi au jeudi)
 - activités culturelles dans les préfectures
 - festivité de clôture
6. La campagne médiatique
 - information sur la conférence (presse rwandais et mondial)
 - préparation films, documentaires radio et télévisé (rwanda et mondial)
 - campagne d'information Rwanda (préparatifs juin-octobre)
 - campagne orienté sur les réfugiés (intégré dans les autres éléments)
 - campagne médiatique Grands Lacs et Afrique (
 - couverture conférence (mondial) et visites des journalistes aux initiatives des femmes
 - concert "Africa: Time for peace" (télévisé mondialement) avec "petits documentaires" sur les femmes construisant le Rwanda

Ces différents éléments interliés, mais ils sont développés séparément dans les paragraphes suivants. Le budget est fait en \$ US sur base de l'équivalent de 1 \$ US = 300 Francs rwandais.

7.1. La musique

7.1.1. Général

Dans le cadre de la musique il est important de se rendre compte des différents aspects :

- l'impact par le fait qu'un grand concert dans le cadre de la paix se fait au Rwanda, l'effet médiatique et l'utilisation rationnelle de cette occasion.

Le concert est utilisé pour avoir un impact sur les Rwandais, en montrant qu'un tel spectacle peut se réaliser au Rwanda. En même temps le concert est utilisé pour le monde entier par la diffusion télévisée internationale, ainsi que la radio rwandaise et internationale, pour montrer une image du Rwanda actuel. En montrant entre les groupes musicaux des "petits documentaires" de la situation actuelle au Rwanda et en alternant les groupes avec des déclarations de différents côtés (jeunes, femmes, participants conférence, personnes connues). Il est nullement l'intention de cacher des problèmes ou de prendre position pour telle ou telle partie politique. L'intention est de montrer que les femmes prennent leur destin en main, malgré les problèmes, et qu'elles ont assez de la violence et qu'elles veulent une paix durable.

- l'effet synergétique entre les musiciens rwandais et les musiciens internationaux.

Pendant le concert et les tournées dans les préfectures il faut l'organiser d'une telle manière qu'il y ait l'opportunité que les musiciens jouent ensemble.

- l'opportunité qu'un tel spectacle donne au niveau d'auto-financement.

Plusieurs éléments peuvent être utilisés sur une base commerciale pour créer des recettes et de financer directement des activités des organisations de PRO FEMMES/TWESE HAMWE et des organisations partenaires (les droits de télévision, les recettes de l'enregistrement sur cd, etc.).

- organisation des caravanes des jeunes de l'Afrique pour participer au Concert.

Pour rendre le concert le plus populaire possible, Le Centre International Martin Luther King prévoit de faire partir un mois avant le concert, 3 caravanes de jeunes pour la paix des différents coins de continent. La première de ces caravanes pour la Paix partira de Cap Town, l'autre de Dakar, une troisième du Caire. Ils envisagent de solliciter des jeunes d'Europe pour qu'ils constituent une quatrième caravane qui se joindrait aux trois autres convergeant vers Kigali.

7.1.2. Le programme préliminaire

Il reste deux options, de faire un concert plutôt des musiciens de la Région des Grands Lacs au début et de clôturer la semaine avec un concert des musiciens internationaux à la fin, soit de ne faire qu'un concert à la fin de la semaine. Le choix de faire le concert à la fin est pour pouvoir y introduire aussi les conclusions et recommandations de la conférence.

Une tournée de 5 groupes de musiciens visiteront tous les préfectures pendant la conférence même est aussi prévu. Le programme détaillé est encore à élaborer (voir aussi chap 7.4.).

Pour le concert même nous prévoyons de commencer avec des tambours de Rwanda et Burundi et d'y ajouter les tambours internationaux. Suivi par des musiciens vocaux (liés plutôt à la

musique traditionnelle de la région et de combiner des artistes comme Miriam Makeba ensemble avec Kamaliza). Ensuite la musique d'inspiration plus moderne et de clôturer avec les différents tambours ensemble. Une chanson spécifique pour le concert intégrant le plus de musiciens sera demandée et faite pendant le concert. Si d'autres musiciens veulent composer une chanson spécifique, ils sont les bienvenus.

7.1.3. L'organisation

Comme mentionné les éléments principaux sont le concert (d'ouverture et de clôture, soit un seul) des musiciens, la tournée des musiciens (dans les préfectures) et l'enregistrement du concert et la commercialisation du cd. L'enregistrement par le radio et la télévision est traité en paragraphe 7.5.

L'organisation d'un concert de grande envergure, qui implique beaucoup de différents musiciens, nécessite l'appui des spécialistes qui savent ce qu'il faut techniquement. Dans cette optique nous voulons contacter WOMAD, une organisation qui a investi dans la promotion de la musique africaine et qui organise régulièrement des grands concerts.

Il prendront en charge l'organisation technique du concert et de la tournée des musiciens. Le Centre Martin Luther King est l'organisateur sur place, qui fournit l'information nécessaire et l'appui sur place nécessaire.

Il s'agit des contrats de grands montants avec assez des particularités et pour cela un conseiller/conseillère qui se connaît bien sur ce domaine sera demandé (engagé) d'assister PRO-FEMMES/TWESE HAMWE dans les préparations et les négociations.

Nous voulons demander un des musiciens, probablement Manu Dibango, d'écrire une chanson spécifique pour cette occasion en lui demandant de tenir compte de musiciens qui seront probablement au concert. De l'autre côté nous voulons demander la même chose aux musiciens rwandaises (à spécifier).

7.1.4. Les préparatifs

Les préparations sont déjà commencées. Plusieurs musiciens ont été contactés et ils ont donné leur accord de principe. Les étapes à suivre sont:

- contacter WOMAD et négocier les modalités afin d'établir un contrat.
- informer les musiciens rwandais et internationaux (objectifs, procédure, modalités, période, etc.) et demander leur accord définitif
- organiser les caravanes pour la paix
- demander aux musiciens de composer pour ce concert
- élaborer le programme du concert et de la tournée
- préparer techniquement le concert et la tournée
- négocier le contrat d'enregistrement (radio, télévision, cd)
- préparer techniquement l'enregistrement
- accueil et accompagnement musiciens
- assurer follow-up

7.1.5. Les finances

Nous voulons négocier le financement de l'organisation et l'enregistrement, basé sur le principe que la télévision paye des droits et des recettes et que l'enregistrement est fait comme investissement. A travers cela WOMAD et l'enregistrement seront payés. Des contrats sont à négocier (appuyé par un spécialiste dans ce domaine) avec la télévision et la compagnie d'enregistrement. Ce dernier prendra en charge aussi la commercialisation du cd enregistré: les recettes serviront à: couvrir les frais d'enregistrement et de commercialisation, couvrir des dépenses faites pour la conférence et la rete pour financer des Activités de PRO FEMMES/TWESE HAMWE et les organisations partenaires, notamment le Centre International Martin Luther King.

Les musiciens ont donné leur accord de principe que les droits d'entrée, de transmission télévisée et les ventes du CD du concert font aller au financement des projets de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE et le Centre International Martin Luther King.

En même temps nous proposons de négocier avec quelques grands sponsors possibles, comme Heineken, propriétaire de la brasserie le plus important au Rwanda, et avec d'autres pour voir les possibilités de financements supplémentaires.

7.1.6. Budget

Les postes à budgétiser sont:

- l'indemnisation des collaborateurs de CMLK (2 personnes pendant 5 mois)
- fonctionnement: communication internationale, voyages région grands lacs)
- les frais de transport et de séjour des musiciens et techniciens d'appui (400 personnes pendant 10 jours)
- les frais de transport et d'appui pour la tournée dans les préfectures
- l'équipement musical (instruments et installation d'amplification) pour le concert et la tournée.
- le conseiller/conseillère commercial(e) (voir chapitre 8).
- imprévus.

Indemnisation:

2 (personnes) x 5 (mois) x 200 \$/mois = 2.000 \$

Fonctionnement:

Communications internationales préparations: forfait = 2.000 \$

Voyages = 2.000 \$

Musiciens:

Transport: 400 (personnes) x 1.500 \$ (moyenne) = 600.000 \$

Séjour: 400 (personnes) x 10 (jours) x 100 \$ (moyenne) = 400.000 \$

Tournée:

Transport: 5 (jours) x 5 (groupes) x 1.000 \$ (jour/groupe) = 25.000 \$

Appui: 5 (jours) x 5 (groupes) x 1.000 \$ (jour/groupe) = 25.000 \$

• Equipement musical:

Location et transport Instruments

Location et installation 1 grande installation

Location et installation 5 petits installations

Organisation caravanes pour la Paix

Appui technique:

Conseiller commercial (spécifié en chapitre 8) = PM

Imprévu (5 %)

TOTAL

7.2. La manifestation religieuse

Le rôle des églises chrétiennes, en tant qu'institution, avant et pendant le génocide est fortement questionné. D'une côté il s'agit de comportement des personnes importants dans les églises qui ont collaboré avec le régime et d'autres qui ont refusé la refuge aux réfugiés ou même indiquer les réfugiés pour être massacrés. D'autre côté on doute le message de l'église, qui a toujours prêché des message de paix et d'amour, mais cela ne se reflète pas dans le comportement des croyants pendant le génocide (90 % de la population s'appelle chrétien). Plus fondamental est probablement le rôle que l'église catholique a joué pendant la colonisation en tant que pouvoir politique qui a fortement influencé l'histoire rwandaise, pouvoir culturel qui a abolit des normes et valeurs traditionnels sans pouvoir les remplacer par des nouvelles valeurs bien internalisés et pouvoir socio-culturel qui a contribué à la marginalisation de la femme. Tous cela malgré d'autres exemples des personnes de l'église qui ont lutté pour la justice sociale, la paix et le respect de la Vie et de l'autre.

L'influence de l'église est néanmoins important quand on voit le nombre des personnes qui se rassemble chaque dimanche dans les églises et la floraison des nouvelles sectes.

Pendant la préparation de la conférence PRO-FEMMES/TWESE HAMWE veut promouvoir des discussions avec l'église sur leur rôle dans l'histoire rwandais, pendant le génocide mais surtout dans la reconstruction de Rwanda et le place que les églises attribuent aux femmes.

Une manifestation religieuse (oecumenique) incluant tous les églises (aussi bien les islamites), soit une déclaration des églises (comme le repention publique de plusieurs prêtres à Butare), soit une manifestation religieuse fait par des personnes comme Desmond Tutu et un Imam pour attirer l'attention sur le vrais rôle de l'église sont possible. Une autre possibilité est d'ignorer une manifestation centrale et de ne faire que des messes dans les différents églises, mais tous en attirant l'attention sur la conférence, la Paix et le rôle des femmes.

L'organisation dans tous les églises d'une manière de tirer l'attention sur la conférence et surtout de l'objectif de la Paix et de la justice sociale devrait être possible à travers des discussions avec les églises. La forme d'une eventuel manifestation publique dépendra des discussions.

7.3. La conférence à Kigali

La conférence centrale se tiendra à Kigali, mais au même moment des activités sont organisées au niveau des préfectures. Ces deux activités sont étroitement liées, mais ont un caractère différent, raison pour laquelle ils sont traités séparément (voir les activités décentralisées de la conférence par 7.4.).

7.3.1. Général.

Pendant la conférence à Kigali plusieurs activités sont planifiées, comme l'ouverture, le théâtre et la clôture, mais ici nous nous concentrons sur les visites et les discussions des thèmes (points marqués avec *, ci-dessous).

Comme déjà mentionné (voir par 6.1.) nous voulons mettre en évidence les expériences rwandaises comme exemple pour la région des grands Lacs, pour l'Afrique et pour le Monde. Pour cela on part des expériences sur le terrain avant d'entamer des discussions des thèmes. La visite au site du génocide et du village de paix Nelson Mandela introduisent la discussion sur la Paix (et le lien Paix-Genre). Après des sorties sur le terrain sont organisées pour visiter les différentes initiatives, notamment des femmes, dans toutes les préfectures. Ceci dans l'optique de montrer la réalité rwandaise, les initiatives prises malgré les problèmes, et le courage des femmes rwandaises de reconstruire le pays et pour permettre aux participants de discuter directement avec la population, surtout les femmes. Des résumés seront donnés à la plénière pour partager les différentes expériences avant de débattre les thèmes de "Genre" et de "Développement".

Le temps de discussion ne permet pas des discussions sans fin et nécessite une bonne préparation au niveau de l'information, de documentation, d'organisation de discussion (sous-thèmes, groupes de discussion, etc.) et des facilitateurs et présidents capables.

Le programme de la conférence consiste en:

- ouverture officielle (à spécifier)
- théâtre d'ouverture (voir par. 7.5.)
- première film Kamal Dehane (voir par. 7.5.)
- * visite site du génocide et village de Paix Nelson Mandela
- * thème 1: Paix (éventuellement aussi Paix et Genre)
- * visites dans les préfectures et si possible dans les camps de réfugiés
- * thème 2: Genre
- * thème 3: Développement
- * feedback des activités décentralisées dans les préfectures (voir par. 7.4.)
- * thème 4: Intégration des trois thèmes
- * synthèse et recommandations
- théâtre de clôture (voir par. 7.5.)
- Discours de clôture (à spécifier)
- Éventuellement fête de clôture (à spécifier)

7.3.2. Le programme préliminaire.

PROPOSITION PROGRAMME: Conférence pan-africaine "Paix, Genre et Développement" du 20 au 26 octobre 1996.

dimanche 20	lundi 21	mardi 22	mercredi 23	jeudi 24	vendredi 25
9.00 Ouverture officielle. Mots d'introduction	8.00 Thème 1: Paix	8.00 Visites par les participants des initiatives des femmes partout dans le pays (en petit groupes de 15-20 personnes)	8.00 Présentation impressions visites	8.00 Thème 3: Développement	8.00 Thème 4: L'intégration Paix, Genre et Développement
11.00 Théâtre d'ouverture Accent sur la région Rwanda-Burundi			11.00 Synthèse		
14.00 Visite site du génocide et village de paix, Nelson Mandela (inauguration officiel par Mandela)	14.00 Suite Thème 1: Paix et Genre		14.00 Thème 2: Genre	14.00 Feed-back des expériences décentralisées (musiciens, artistes, représentantes des préfectures)	14.00 Elaboration Synthèse et recommandations
18.00 Retour	18.00 Fin plénière	18.00 Retour	18.00 Fin plénière	18.00 Fin plénière	17.00 Recommandations 18.00 Fin plénière
21.00 Première du Film: LA MEMOIRE DES SENS, de Kamal Dehane	21.00 Travaux en groupe (élaboration, préparation).	21.00 Travaux en groupe (préparation présentation)	21.00 Travaux en groupe (élaboration, préparation)	21.00 Travaux en groupe (synthèse et recommandations)	21.00 Théâtre de clôture (accent sur l'Afrique) 22.00 Discours de clôture

7.3.3. L'organisation.

Trois commissions au sein de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE sont spécifiquement impliqués dans la préparation de la conférence proprement dite. Il s'agit du comité de coordination général (apuyé du secrétariat exécutif de la conférence), la commission information et documentation et la commission logistique. Le dernier s'occupe notamment des affaires organisationnelles et logistique (transport, logement, salles, accueil, etc.).

La commission information et documentation recueille d'information au niveau des initiatives, des organisations en brève des exemples rwandaise, mais organise aussi d'avoir l'information nécessaire des autres pays et des conférences déjà tenu. L'analyse de l'information permettra au comité de coordination général d'établir un programme élaboré à proposer aux différents participants de la conférence. Une session de travail, ensemble avec des personnes ressources rwandais et étrangères permettre de finaliser la proposition de programme et le documentation nécessaire à envoyer à tous les participants de la conférence.

Le secrétariat exécutif prendra s'occupe des contacts avec les différents partenaires et participants.

7.3.4. Les préparatifs

Il y a un grand travail à faire, notamment dans le domaine de:

- A - l'information et la documentation.
- B - contacts avec organisations, participants, personnes ressources
- C - l'organisation et la logistique
- D - l'élaboration du programme

Ces points seront traités un par un.

A. L'information et la documentation

Concernant le Rwanda on a besoins d'information sur:

- aperçu historique de Rwanda et du rôle et position de la femme
- l'analyse de la guerre et du génocide et du rôle de la femme pendant le génocide (complicité/résistance)
- exemples des femmes courageuses (Agathe et autres) concernant les thèmes Paix, Genre et Développement
- inventaire actuel des initiatives de paix, de reconstruction et de développement, notamment des femmes et le changement des rôles (exemples des femmes et des groupes qui prennent leur responsabilités et qui changent les rôles traditionnels: Duhozanye/Runda) et état actuel de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE, des organisations membres et de la CAP (historique, objectives, importance, actions)
- analyse du rôle et de la position de la femme dans la société rwandaise actuelle (aspects économiques, culturelles et sociales, agricoles, enseignement/éducation, santé, politique, prise de décision, habitat, etc.) et initiatives gouvernementales, notamment de Mifaprofe (points focaux, plan sectoriel) et le CNCF.
- analyse des conférences, séminaires, réflexions sur le Rwanda, concernant les thèmes Paix, Genre et Développement (recommandations faites, recommandations exécutées, élaboration Kampala Action Plan on Women and Peace, élaboration Plan National d'après Beijing).

Le plus essentiel, laborieux et urgent est d'avoir toute l'information concernant les initiatives et l'état actuel de PRO-FEMMES et les organisations membres. Ceci constitue la base de toute la conférence. Des bons exemples, bien décrits et bien expliqués, forment la base des discussions de la conférence et de la campagne médiatique. La collaboration active de chaque organisations de PRO-FEMMES est capital pour fournir l'information de leur organisation, de leur actions, de leur groupes appuyés et des exemples à exploiter.

Ceci nécessite aussi des visites sur le terrain pour vérifier l'information et avoir d'information en détail. Fin juin cette information devrait être disponible.

Ces informations servent au comité de coordination général pour établir le programme détaillé de la conférence et à la commission "media", qui l'utilisera pour la campagne médiatique (préparation des documentaires, films, interviews, etc.).

Au niveau international (accent d'abord sur la Région des Grands Lacs, ensuite sur l'Afrique et après aux autres continents) l'information nécessaire consiste en:

- analyse du rôle des femmes dans des guerres et des conflits et dans le prevention et résolution des conflits.
- analyse et expériences des femmes concernant les aspects Genre et Développement.
- exemples et initiatives des femmes ou des groupes des femmes courageuses concernant les aspects Paix, Genre et Développement
- analyse des résultats de "Kampala Action Plan on Women and Peace" et des résultats de la Conférence sur les femmes de Beijing au niveau des différents pays.
- analyse de "l'échec du pan-africanisme".

Afin d'avoir ces informations il est nécessaire de contacter les différentes organisations à inviter pour la conférence. De leur demander d'envoyer l'information et après réception d'y constituer un dossier/documentation. Il ne s'agit pas seulement des informations écrites, mais aussi bien des documentaires, films, vidéo, photos et autres.

Il est à la commission information et documentation de constituer une documentation totale à partir de toutes ces informations pour les participants à la conférence. Un appui technique pour analyser les informations, les transformer d'une manière présentable et convaincante et de les utiliser dans la campagne médiatique sera nécessaire. Une session de travail, avec des partenaires et des personnes ressources est planifiée en juillet/août pour finaliser le programme et appuyer la documentation à préparer.

B. Les contacts avec les organisations, partenaires et personnes ressources.

La première étape est d'informer les autorités Rwandaises pour avoir leur accord et appui dans la réalisation de la conférence.

Ensuite des bailleurs de fonds possibles devraient être approchés afin de mobiliser les fonds nécessaires pour la préparation et la réalisation de la conférence et les activités liées.

Il s'avère nécessaire d'informer des organisations, des participants et des personnes ressources de l'initiative prise concernant la conférence. Ce document y sert (soit un résumé), mais cela devrait être suivi par des contacts suivants:

- avoir un financement préliminaire pour la préparation en attendant le co-financement de la totalité du programme
- avoir l'information concernant les points mentionnés sous point A
- établir la liste des participants (organisations et personnes ressources) et leur disponibilité
- savoir la contribution éventuelle des participants et les sous-groupes dans lesquels ils aimeraient participer.
- préparer la session de travail (régionale) pour élaborer le programme détaillé
- recevoir des remarques, observations et suggestions pour améliorer le programme
- préparer la documentation pour la conférence et les activités liées (documentaires, films, théâtre, etc.)

Ceci revient au comité de coordination général, appuyé par le secrétariat exécutif de la conférence. Un appui pour ce travail est demandé à UNIFEM/AFWIC.

C. L'organisation et la logistique.

La commission logistique est demandé de préparé la conférence concernant:

- l'information pratique aux participants (information du Rwanda, visa, vaccinations, transport, accueil, hebergement, vols, etc.)
- le logement et la nourriture (implication des restaurants rwandaises)
- salles (ouverture, théâtre, films et documentaires, plénière, groupes de travail)
- transport au Rwanda
- matériels pour la conférence (flip-board, projecteur, etc.) et pour les participants.
- interpretation français-anglais, les deux langues utilisé pendant la conférence

A partir du programme et la liste de participants ces points seront élaboré en détail.

Des négociation avec des compagnie aeriennes seront fait pour les intéressés de faire le sponsering de la conference et le concert en contre-partie des prix réduits des billets, soit d'avoir une reduction pour le nombre des billets.

D. L'élaboration du programme.

A partir de l'information une programme plus détaillé de la conférence et les differents thèmes sera établi et envoyé aux personnes ressources et organisations partenaires, afin d'avoir des observations et d'organiser un session de travail fin juillet. Une programme finalisé sera ensuite envoyé aux participants.

L'idée pour le moment est de traiter les thèmes d'abord dans des sous-groupes de travail qui traitent des sous-thèmes. Ces groupes ecrivent chacun un résumé, y compris conclusions et recommandations, qui seront distribuer aux autres participants. La quatrième thème sera en plénière afin d'essayer d'intégrer tous les éléments. Les sous-thèmes seront établi en avance et les participants seront distrubué sur les differents sous-groupes en tenant compte de leur préférences autant que possible.

Les sous-groupes aurons des présidents, appuyé d'un secrétariat, et selon le thème il y aura des personnes ressources pour introduire ou faciliter les sous-thèmes. Les présidents et les intervenants des sous-thèmes sont informés en avance et avec eux les sous-thèmes seront élaborés davantage, pour assurer des résultats concrètes, ainsi que la concordance avec les grands thèmes.

Une programmation préliminaire

Activité	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre
	2 9 16 23 30	7 14 21 28	4 11 18 25	1 8 15 22 29	6 13 20 27	3 10 17 24
- négociations avec gouvernement	x-----x					
- contacts bailleurs possibles	x-----x					
- négociation financement préliminaire	x-----x					
- négociation contrats media/sponsor	x-----	-----	-----x			
- établir liste participants	x-----x					
- informer participants et demande reaction et information	x-----x					
- information Rwanda (initiatives, organisations, état CAP, etc.)	x-----x					
- analyse information, préparer documentation sur Rwanda	x-----	-----x				
- contacts camps de réfugiés	x-----	-----				
- invitation session régionale	x--x					
- envoi documentation provisoire		x--x				
- analyse information internationale et préparer documentation		x-----x				
SESSION REGIONALE		xxxxx				
- finalisation programme			x--x			
- invitations officielles			x--x			
- finalisation documentation			x-----x			
- envoi documentation						
- élaboration sous-thèmes (documentation, intervenants)			x-----x			
- élaboration visites			x-----x			
- préparation logistique	x-----	-----	-----	-----	-----x	
- arrangements pratiques (salles, hotels, vols, transport)	x-----	-----x				
- informer participants			x--x			
- arrangements finales			x-----	-----	-----x	
CONFERENCE					xxxxx	
- rapport de la conférence					x-----	-----x
- rapport financier					x---	-----x
- envoi rapports						x-----x

7.3.5. Les finances

Les préparatifs demande du personnes disponibles (du secrétariat exécutif et des commissions) et leur fonctionnement. Ces finances sont inclus dans le chapitre 8 (organisation).

Ici nous mentionnons seulement les frais de la session régionale et de la conférence même. Pour ces frais le financement devrait fvenir d'un bailleur de fonds. Nous supposons que les organisations internationales sont capable de financer eux-mêmes les billets d'avion et les frais de séjour de leur représentants.

7.3.6. Budget

SESSION REGIONALE

Participants (30 rwandais et 15 étrangères/5 jour)
transport étrangères 15 x 300 \$ = 4.500 \$
Location centre Iwacu (kabzunzu) 5 jours
(y inclus salles, logement, nourriture) = 3.000 \$
indemnisation 45 personnes x 100 \$ = 4.500 \$

Matériels participants 45 x 50 \$	=	2.250 \$
Transport Kigali 5 jour x 100 \$	=	500 \$
imprévus (5 %)	=	750 \$
Sous-Total	=	15.500 \$

CONFERENCE

Participants:

Transport aller-retour Kigali.

70 personnes de Rwanda: 70 x 30 \$	=	2.100 \$
25 personnes de la région: 25 x 200 \$	=	5.000 \$
90 personnes de l'Afrique: 90 x 1.000 \$	=	90.000 \$
45 personnes du monde/autres: 45 x 2.000 \$	=	90.000 \$
Logement: 230 personnes x 10 nuits x 100 \$	=	230.000 \$
Lunch et diner: 300 personnes x 10 jours x 50 \$	=	150.000 \$
Café et boissons: 300 personnes x 10 jours x 10 \$	=	30.000 \$
indemnité: 230 personnes x 10 jours x 25 \$	=	57.500 \$

Imprévus (5%)	=	24.600 \$
Sous-total	=	517.200 \$

Organisation

Salles (plusieurs): 8 jours x 10.000 \$/jour	=	80.000 \$
Matériels participants (documentation, etc.) 230 x 200 \$	=	46.000 \$
Transport en Kigali et visites:		
10 jours x 30 voitures x 100 \$	=	30.000 \$
10 jours x 10 busses x 300 \$	=	30.000 \$

Personnel:

10 interprètes x 7 jours x 150 \$/jour	=	10.500 \$
10 secrétaires x 7 jours x 100 \$/jour	=	7.000 \$
30 autres x 7 jours x 100 \$/jour	=	21.000 \$
Indemnisation présidents: 4 thèmes x 8 groupes x 200 \$	=	6.400 \$
Indemnisation intervenants (idem)	=	6.400 \$
présidents et facilitateurs plénière:		
5 parties x 300 \$ x 3 personnes	=	4.500 \$
Participation représentantes préfectures (voyage, séjour et indemnisation) 10 x 150 \$	=	1.000 \$

Imprévus (5%)	=	13.700 \$
Sous-total	=	286.500 \$

GRAND TOTAL	=	819.200 \$
-------------	---	------------

7.4. Les activités décentralisés dans les préfectures

Les activités dans les préfectures (et si possible aussi dans les camps de réfugiés) consistent en trois parties (voir aussi chap. 6.2.), à savoir la musique (inclus dans chapitre 7.1.), les activités culturelles (voir chapitre 7.5.) et les discussions. Seulement la dernière partie est considérée dans ce chapitre.

7.4.1. Général

L'idée générale est d'organiser dans toutes les préfectures des discussions/mini-conférences liées à la grande conférence, qui se tiendra au même moment à Kigali. L'intention est de renforcer la Campagne-Action pour la Paix et la confiance en soi-même des participants.

Une proposition est d'organiser de lundi au mercredi des activités dans chaque préfecture. Dans chaque préfecture un programme de 2 jours. La journée avec des discussions et le soir une fois le théâtre et l'autre la musique (sauf dans un des trois endroits où le théâtre est fait le soir avant les discussions). Les journées alternent dans les différentes préfectures, et par conséquent un groupe de musiciens peut faire 3 préfectures, ainsi qu'un groupe théâtral.

Le thème proposé provisoirement dans les discussions au niveau des préfectures est: le rôle de la femme dans la reconstruction, exemples et initiatives dans la préfecture. D'un côté on vise de renforcer les contacts dans les préfectures et des échanges, d'autre côté les discussions alimenteront la conférence, comme une représentante de chaque préfecture rend compte à la conférence. Une équipe d'animation facilitera les mini-conférences.

7.4.2. Le programme préliminaire.

Le programme est organisé à travers 5 sous-régions couvert chacune avec un groupe de musiciens, un groupe théâtral par région et un groupe d'animation des discussions par endroits (3 par sous-région).

1: Groupe sud-est

jour/préfecture	Gikongoro	Cyangugu	Bukavu
lundi	théâtre		discussion + musique
mardi	discussion	discussion + musique	discussion + théâtre
mercredi	discussion + musique	discussion + théâtre	

2: Groupe sud-centre

jour/préfecture	Gitarama	Butare	Kibuye
lundi	théâtre		discussion + musique
mardi	discussion	discussion + musique	discussion + théâtre
mercredi	discussion + musique	discussion + théâtre	

3: Groupe nord-est

jour\prefecture	Ruhengeri	Gisenyi	Goma
lundi	théâtre		discussion + musique
mardi	discussion	discussion + musique	discussion + théâtre
mercredi	discussion + musique	discussion + théâtre	

4: Groupe sud-ouest.

jour\prefecture	Kanzenze	Ngara	Kibungo
lundi	théâtre		discussion + musique
mardi	discussion	discussion + musique	discussion + théâtre
mercredi	discussion + musique	discussion + théâtre	

5: Groupe nord-ouest.

jour\prefecture	Byumba	Mutara	Rwamagana
lundi	théâtre		discussion + musique
mardi	discussion	discussion + musique	discussion + théâtre
mercredi	discussion + musique	discussion + théâtre	

7.4.3. L'organisation.

L'organisation des discussions sera assuré par PRO-FEMMES/TWESE HAMWE à travers des organisations membres présente dans les différents préfectures. L'organisation dans les camps demande des contacts préalables avec des organisations des femmes dans les camps, ainsi que des contacts avec les autorités rwandais et les organisations comme le UNHCR pour faciliter l'organisation et la réalisation.

Des comités préfectorales sont prévus, appuyé par les membres des commissions de la conférence, qui préparons les mini-conférences au niveau des préfectures. L'intention est d'inviter à ces 2 jours par préfecture des femmes actives, qui prennent des actions. Pendant l'inventaire pour la grande conférence les contacts seront déjà noué.

La campagne médiatique au niveau de Rwanda pendant la phase de préparation de la grande conférence vise aussi la mobilisation des femmes pour ces mini-conférences.

7.4.4. Les préparatifs

Les préparatifs consiste en:

- création commission activités décentralisés
- création comités préfectorale
- inventaire activités des femmes
- préparation (contenu, invitation, logistique) mini-conférence.

7.4.5. Les finances

De point de vue finances, l'organisation des mini-conférences dépend de financement de l'extérieur. Les postes suivants sont à prévoir:

- visites préfectorales (mobilisation)
- comités préfectorales (réunions, transport, documentation)
- transport participants
- séjour participants
- équipes d'animation
- rapportage

7.4.6. Budget

Le budget est basé en prenant la participation de 100 personnes par préfecture aux discussions et sur un séjour de 3 nuits.

visites de mobilisation:

1 visite 3 jours/préfecture:

transport: 15 endroits x 1 voiture x 4 jours x 100 \$ = 6.000 \$

séjour: 15 endroits x 3 nuits x 25 \$ x 3 personnes = 3.375 \$

visites de suivi (1 jours/2 semaines):

transport: 15 endroits x 1 jour x 100 \$ x 8 fois = 12.000 \$

séjour: 15 nuits x 25 \$ x 3 personnes x 8 fois = 9.000 \$

comités préfectorales:

forfait préparation 1.000 \$/endroits = 15.000 \$

salle mini-conférence 10 endroits x 100 \$ x 2 jours = 2.000 \$

5 endroits x 100 \$ x 3 jours = 1.500 \$

transport participants:

15 endroits x 100 personnes x 10 \$ = 15.000 \$

séjours participants

15 endroits x 100 personnes x 3 nuits x 25 \$ = 112.500 \$

équipe d'animation

transport 15 groupes x 3 jours x 100 \$ = 4.500 \$

séjour 15 groupes x 3 personnes x 3 nuits x 25 \$ = 3.375 \$

rapport

forfait 15 endroits x 100 \$ = 1.500 \$

imprévu (5%) = 9.250 \$

TOTAL = 195.000 \$

7.5. Les activités culturelles

Les activités culturelles consistent en plusieurs parties. Pendant la conférence il y a le théâtre d'ouverture et le théâtre de clôture, spécialement conçu pour la conférence. La première du film de Kamal Dehane est prévu le dimanche soir de la conférence, suivi par une discussion avec le réalisateur. Ces activités sont prévu pour les participants de la conférence en particulier. Autres activités seront organisé de lundi au jeudi soir, qui auront un caractère plus ouvert pour le publique en général. Dans les préfectures des activités culturelles sont aussi prévus, mais leur caractère dépendra beaucoup des initiatives locales. Eventuellement une festivité de clôture est prévu (dépendant du programme choisi).

7.5.1. Général

La culture joue un rôle important dans le renforcement des messages de Paix et dans la revalorisation des normes et des valeurs, basée d'un côté sur les traditions rwandaises, d'autre côté sur les valeurs humaines en général. Plusieurs groupes et artistes jouent déjà un rôle dans ce processus, mais pendant les préparations à la conférence nous mettons l'accent sur la création des nouveaux spectacles et des nouvelles expressions. Nous voulons stimuler autres artistes de s'exprimer et pendant une information nationale promouvoir cette créativité.

Les activités culturelles demandent une bonne préparation et PRO FEMMES/TWESE HAMWE veut organiser des échanges entre les artistes rwandais et burundais pendant la période préparative. Le théâtre d'ouverture mettra l'accent sur des caractéristiques de Rwanda et Burundi, tandis que le théâtre de clôture le mettra sur l'Afrique entier. L'organisation, la conception et les répétitions commencent aussi tôt que possible.

L'idée du Film de Kamal Dehane est déjà discuté avec lui et on prévoit que cette film sera réalisé en juillet. Les autres activités culturelles pendant la conférence restent encore à définir. Quelques idées sont formulées, mais pas encore concrétiser (concours des poèmes des étudiants, concours théâtral dans les préfectures, autres groupes qui créent des spectacles/ tout cela en collaboration avec la radio rwandaise). Les initiatives devraient être développée le plus vite possible, pour permettre aux artistes de monter quelquechose de qualité. Les activités culturelles dépendront des initiatives prises et nous aimerons que les meilleurs circulent dans les préfectures ou à Kigali. Une fois la conférence clôturé ne veut pas dire que les activités culturelles arrêtent. Ils seront continué et utilisé dans la Campagne-Action pour la Paix.

7.5.2. Le programme préliminaire.

Les différents composants culturelles sont déjà inclus dans la proposition de programme (voir chapitre 6). Ici nous soulignons les activités culturelles en ignorant les concerts des musiciens (voir chap. 7.1.).

dimanche 20	lundi 21	mardi 22	mercredi 23	jeudi 24	vendredi 25
<p>11.00 Théâtre d'ouverture Accent sur la région Rwanda-Burundi</p> <p>21.00 Première du Film: LA MEMOIRE DES SENS, suivi de discussion avec le réalisateur Kamal Dehane</p>	<p>21.00 Kigali: Film, théâtre, documentaire.</p> <p>Activités décentralisées à Gikongoro, Gitarama, Ruhengeri, Kanzenze et Byumba</p>	<p>21.00 Kigali: Film, théâtre, documentaire</p> <p>Activités décentralisées à Bukavu, Kibuye, Goma, Kibungo et Rwamagana</p>	<p>21.00 Kigali: Film, théâtre, documentaire?</p> <p>Activités décentralisées à Cyangugu, Butare, Gisenyi, Ngara et Mutara</p>	<p>14.00 Feed-back des expériences décentralisées (musiciens, artistes, représentantes des préfectures)</p> <p>21.00 Kigali: Film, théâtre, documentaires</p>	<p>21.00 Théâtre de clôture (accent sur l'Afrique)</p>

7.5.3. L'organisation.

Les différents activités ont un caractère différents. Le théâtre d'ouverture et de clôture est organisé par le groupe théâtral Mutabaruka. Pour le réaliser il organise ensemble avec PRO-FEMMES/TWESE HAMWE deux rencontres des artistes et des femmes, qui permet de stimuler d'autres activités, mais aussi de contribuer à la réalisation des deux théâtres de la conférence.

La réalisation du film de Kamal Dehane est fait par lui, mais est appuyé par PRO-FEMMES/TWESE HAMWE, plus concrètement par une membre de la commission culturelle, appuyé par des personnes ressources et nourri par l'information de la commission information et documentation.

Les activités décentralisées (dans les préfectures et à Kigali) sont organisé par la commission des activités culturelles, mais une partie peut être réalisé par les comités préfectorale. Une collaboration étroite avec la commission média s'avère nécessaire afin de promouvoir le créativité et de l'utiliser dans le processus.

Au niveau des préfectures PRO FEMMES/TWESE HAMWE veut mobiliser les artistes. A cette effet une campagne par le média sera organisé, qui demande aux artistes de se réunir dans tous les préfectures et de prendre contact avec les comites de la préfecture (à organiser).

7.5.4. Les préparatifs

Les préparatifs ont déjà commencé, notamment concernant le théâtre et le filme. Pour les théâtres de la conférence le programme de préparation proposée est le suivant.

Préparation théâtres de la conférence

activité/mois	juin	juillet	août	septembre	octobre
selection artistes Rwan. et Bur.	.....	.....x			
selection danses Rwan. et Bur.	.....	.....x			
conception spectacles	.....	.....	.....x		
entrainement artistes	.....	.....	.....x		
préparation voyages	.....	.....x			
voyage artistes/femmes au Bur.	xxx				
voyage artistes/femmes de Bur.		xxx			
information danses africaines	.....	.....x			
entrainement danses africaines		.....	.....x		
montage spectacles			.....	.....	.....x
CONFERENCE					xxxxxx
Tournée préfetures (CAP)					.....

Concernant le film de Kamal Dehane, les préparations sont en cours et il est prévu que le cinéaste sera au Rwanda en juin, d'abord pour avoir une impression, d'élaborer plus en détail le script et de contacter les femmes de la film. Pendant cette période le script et le contrat de collaboration entre le cinéaste et PRO-FEMMES/TWESE HAMWE seront élaborés. Deux semaines plus tard l'équipe de filmage viendra. PRO-FEMMES/TWESE HAMWE appuiera la réalisation par son contribution dans le script et l'information des différents initiatives et des femmes, par un financement pendant le séjour et par l'appui d'une femme qui accompagnera l'équipe.

Les activités préparatives pour créer d'autres expressions culturelles à utiliser pendant la conférence au niveau de Kigali bien qu'au niveau des préfetures demandent une autre approche. L'information aux artistes est essentielle pour les mobiliser, ensuite la concrétisation est prévue avec un concours des meilleurs spectacles au niveau des préfetures et au niveau national pour déterminer le programme des différents soirs et des différentes activités dans les préfetures. Un programme provisoire est proposé ci-dessous.

activité/mois	juin	juillet	août	septembre	octobre
contacts autorités (nat. et pref.)	xxxxxxxx				
contact Radio (programme commun)	x-----x . . . .	.....	.....	.....	.....
préparation comités préfectorales	.....x				
installation comités préfectorales	xxxxxxxx				
information artistes radio-diffusée	xxxxxx				
réunions préfectorales	x----	.....	.....	.....	.....
préparation par artistes		x-----x	.....x		
suivi par commission culturelle	.....	.....	.....	.....	.....
concours préfectorales			x-----x		
concours national				x-----x	
élaboration programme act. cult.				x-----x	
préparation pratique				x-----	.....x
CONFERENCE					xxxxxx
Activités décentralisées					xxxxxx
Tournées (CAP)					.....

7.5.5. Les finances

La réalisation des activités culturelles n'est pas possible sans appui financier des bailleurs de fonds. Néanmoins nous pensons que certains éléments sont commerciables. Le film de Kamal

Dehane est aussi un produit commercial et nous pensons conclure un contrat dont une partie des recettes revient pour appuyer les activités de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE. Nous espérons pouvoir négocier avec les médias internationales, qui viennent pour le concert que aussi les théâtres d'ouverture et de cloture seront enregistrés professionnellement, afin de pouvoir les commercialiser ensuite (transmission pendant la conférence dans d'autres pays?). Les recettes eventuelles peuvent servir aux activités de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE et des initiatives culturelles (encore à définir). Cela n'empêchera pas d'utiliser les théâtres dans le cadre de la Campagne-Action pour la Paix et d'organiser des tournées dans le pays (et l'étranger).

Pour les autres activités culturelles l'utilisation dépendra beaucoup de la forme, de contenu et de la qualité. L'organisation au niveau des préfectures, des concours préfectorales et nationales sera fait ensemble avec les autorités responsables au niveau nationale et préfectorales, et avec le Radio rwandais (encore à négotier).

7.5.6. Budget

Le budget est subdivisé en tenant compte des trois composantes (théâtre de la conférence et activités liées, le filme et les activites culturelles).

Théâtre

Préparation spectacles

- location salle de répétition: 4 jour/semaines x 20 semaines x 25 \$ = 2.000 \$
- indemnisation réalisateurs: 5 mois x 4 personnes x 200 \$ = 4.000 \$
- indemnisation acteurs: 5 mois x 30 personnes x 100 \$ = 15.000 \$
- matériels divers (forfait) = 3.000 \$
- transport (forfait de 100 \$/semaine x 20 semaines) = 2.000 \$

Rencontre artistes et femmes Rwanda-Burundi (100 personnes rwandais, 100 personnes burundais)

A: visite Burundi

- transport: 3 busses x 4 jours x 300 \$ (rwandais allant au Burundi) = 3.600 \$
- transport burundais: 100 personnes x 10 \$ = 1.000 \$
- location salle: 2 jour x 200 \$ = 600 \$
- logement et nourriture 200 personnes x 3 nuits x 25 \$ = 15.000 \$

B: visite Rwanda

idem = 20.200 \$

Appui initiatives culturelles (voir point activités culturelles décentralisé)

Gratification groupe théâtral pour spectacle

2 spectacles x 5.000 \$ = 10.000 \$

Imprévus (5%) = 3.800 \$

Sous-Total = 80.200 \$

Film Kamal Dehane.

préparation

- séjour 2 personnes x 15 jour x 100 \$ = 3.000 \$

- transport 1 voiture x 15 jours x 100 \$ = 1.500 \$

Filmage

- séjour 5 personnes x 20 jours x 100 \$ = 10.000 \$

- transport 1 minibus x 20 jours x 200 \$ = 4.000 \$

Appui PRO-FEMMES (explication, accompagnement, interprète, facilitation)

- 35 jours x 50 \$ (indemnisation et séjour) = 1.750 \$

Imprévus (5%) = 1.000 \$

Sous-Total = 21.250 \$

Activites culturelles à Kigali et dans les préfectures.

visites de mobilisation (combiner avec activités décentralisées, voir 7.4.):

1 visite 3 jours/préfecture:

séjour: 15 endroits x 3 nuits x 25 \$ x 1 personne = 1.125 \$

visites de suivi (1 jours/2 semaines):

séjour: 15 nuits x 25 \$ x 1 personnes x 8 fois = 3.000 \$

comités préfectorales:

forfait préparation act.cult. 1.000 \$/endroits = 15.000 \$

Concours préfectures

transport: 15 endroits x 1 voiture x 3 jours x 100 \$ = 4.500 \$

séjour: 15 endroits x 3 jours x 3 personnes x 25 \$ = 3.375 \$

indemnisation: artistes 30 x 15 endroits x 30 \$ = 13.500 \$

prix préfectorales: 15 x 200 \$ = 3.000 \$

Concours nationale

transport: 15 endroits x 1 voiture x 2 jour x 100 \$ = 3.000 \$

séjour: 100 personnes x 4 nuits x 25 \$ = 10.000 \$

location salle: 3 jours (500 \$) = 500 \$

prix nationaux = 3.000 \$

Tournée dans les préfectures des activités culturelles:

Transport: 5 (jours) x 5 (groupes) x 1.000 \$ (jour/groupe) = 25.000 \$

Appui: 5 (jours) x 5 (groupes) x 1.000 \$ (jour/groupe) = 25.000 \$

Indemnisation groupes: 5 x 2.000 \$/groupe = 10.000 \$

Activités culturelles à Kigali:

4 soirs x 10.000 \$ (programme à spécifier) = 40.000 \$

imprévus (5%) = 8.000 \$

Sous-Total = 168.000 \$

TOTAL

= 269.450 \$

7.6. La campagne médiatique

La campagne médiatique vise plusieurs publics aux moments différents.

D'une première partie il s'agit plutôt de donner d'information concernant la conférence et les activités préparatoires à la population rwandaise afin de la mobiliser pour les différents activités.

En deuxième partie c'est la diffusion des différents activités et initiatives, notamment des femmes, dans la reconstruction. La médiatisation des activités dans le cadre de la préparation de la conférence (échange culturel avec le Burundi, concours préfectorales, concours national, session régional, échanges avec les organisations des femmes dans les camps) sert pour mobiliser d'autres initiatives, pour informer les rwandais (et la région des grands lacs) et pour contribuer dans le processus de Paix, de reconstruction et d'amélioration de la position de la femme.

La troisième partie concerne notamment la conférence même et les activités pendant la conférence, qui vise la population rwandaise, aussi bien que celle du grands Lacs, de l'Afrique et même du monde. La conférence et le concert sont utilisé pour transmettre une autre message concernant le Rwanda et le rôle des femmes. Cela devrait être bien préparé et bien fait pour que le message passe et que nous arrivons à l'impact voulu.

7.6.1. Général

PRO-FEMMES/TWESE HAMWE ne veut pas créer une image que les femmes n'ont pas des problèmes ou que le Rwanda est le paradis, loin de cela. Mais les femmes ne sont pas des mendiants, des victimes pitoyables. Elles prennent leurs responsabilités et elles essayent de construire une meilleur société, basée sur la justice sociale. Cela, ensemble avec "nous, les femmes, ont assez de la violence. Ne plus jamais cela" constitue l'essentiel du message.

Il y a des exemples de mobilisation et d'organisation massive des rwandais, le génocide est l'exemple par excellence, triste qu'il soit. Les media, notamment le radio RTLM a joué un rôle important dans cette processus. Il faut y tirer des leçons, mais maintenant pour mobiliser la population pour des causes beaucoup plus nobles: la Paix et la justice sociale. L'approche de base du RTLM était la répétition du même message, dans plusieurs formes, et une emballage (musique, chansons) agréable, ceci renforcé à la base par des groupes des militants. l'effet était que une grande partie de la population croyait le message. Ceci devrait être aussi possible pour la Paix. La population, notamment les femmes, peut être mobiliser pour la Paix, le reconstruction et la justice sociale, avec une approche semblable appuyé par des activités orientées vers sa mobilisation et implication dans ce cadre.

La mobilisation de la population rwandaise demande d'abord beaucoup d'information, dans différents formes, pour qu'elle soit au courant des idées et des activités. Dans ce cadre il est à voire s'il est possible de réserver chaque jour un heure de la femme sur le radio pour informer sur les différents idées, initiatives, réalisations et activités.

L'approche au niveau mondial est différent. Bien sûr les medias internationaux n'accepterons pas toute de suite une image qui ne correspond pas avec l'image qu'ils ont de Rwanda, alors

l'information est important pour créer une certain ouverture. Pendant la conference c'est surtout les médias écrites et peut-être quelques télévisions qui payerons d'attention à cette événement. Le concert est une attraction pour le publique international, mais cette attention disparaîtra très vite. Quelques heures pour faire passer une message au grand publique il faut que cela soit très bien fait, si non la chance serait ratée et l'effet serait contra-productif.

7.6.2. Le programme préliminaire.

La campagne médiatique comprends l'information sur la conférence (presse rwandais et mondial), la préparation des films, documentaires radio-diffusés et télévisés (rwanda et mondial), l'information de la population rwandaïse sur les préparatifs de juin en octobre, l'information orientée vers les réfugiés (intégré dans les autres éléments), l'information de la population de la Région des Grands Lacs et de l'Afrique et la couverture médiatique de la conférence (au niveau mondial), y compris les visites des journalistes aux initiatives des femmes et la médiatisation mondiale du concert "Africa: Time for peace" (télévisé mondialement) avec "petits documentaires" sur les femmes construisant le Rwanda et luttant pour la Paix et la justice sociale. Dans le cadre de la médiatisation mondiale PRO-FEMMES/TWESE HAMWE veut aussi réalisé deux documentaires (le premier sur le CAP et le rôle des femmes, la deuxième sur les initiatives culturelles). Partie de ces documentaires peuvent être utilisées pour insérer dans le concert médiatisé.

L'élaboration de la campagne médiatique (quel publique, à quel moment, avec quel message, comment utiliser les différents media pour avoir un effet synergétique) demande une appui technique et une personnel disponible.

une programme préliminaire est:

activité/mois	juin	juillet	août	septembre	octobre
contacts autorités (comité de coordina.)	X-----X				
contacts radio et contrat	-----X				
élaboration collaboration Arfem	-----X				
information conférence	X-----X				
information comités préfectorale (activités décentralisées et culturelles)	X-----X				
information activités/réportages (radio)	.....	.....	.....	.....	.....
recueil information et exemples (inf/doc)	X-----X				
transformation inf. en messages	X-----X	-----X			
élaboration campagne médiatique	X-----X	-----X			
contacts presse internationale	X-----				
élaboration contrats avec médias		X-----X			
préparation documentaires (3)		X-----	-----X		
réalisation documentaires				X-----X	
préparation conférence				.....
invitation média + programme			X-----X		
accompagnement média et journalistes				.....	-----X
préparation médiatisation concert			X-----	-----	-----X
CONFERENCE et activités					XXXXXX

7.6.3. L'organisation.

La commission média est le premier responsable pour la campagne médiatique, mais elle

dépend beaucoup de la commission d'information et de documentation (pour avoir des exemples et de l'information à utiliser), du comité de coordination (programme, appui) et des informations d'autres commissions pour transmettre l'information au public.

La commission média sera appuyée par un journaliste de bonne qualité (4 mois) pour appuyer la réalisation de la campagne et une spécialiste en Public Relations (1 mois) pour appuyer l'élaboration de la campagne, les différents outils possibles et la transformation de l'information en messages convaincants et saisissants.

L'intention est de négocier avec le radio rwanda une heure fixe pour l'information, messages et reportages sur les femmes. Nous voulons négocier avec ARFEM (Association Rwandaise des Femmes de Médias) de réaliser cette heure journalière des femmes sur le radio.

7.6.4. Les préparatifs

Les préparatifs sont inclus dans le programme préliminaire (voir chapitre 7.6.2.)

7.6.5. Les finances

Plusieurs contrats sont à négocier (avec le Radio Rwanda, avec Arfem, avec les médias internationaux, avec les documentaristes). Une partie de la réalisation des ambitions dépend d'un financement de l'extérieur, mais une autre partie des négociations avec les différents intéressés. Nous demandons le financement pour la structure qui assure la médiatisation. Pour les documentaires nous demandons un préfinancement pour la réalisation et un capital de garantie, en comptons que les documentaires seront commercialisés et les recettes peuvent couvrir les frais engagés. En cas de recettes supplémentaires ils seront attribués pour financer les activités de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE et la Campagne-Action pour la Paix.

7.6.6. Budget

Le budget reste limité à:

- une journaliste: 5 mois à 500 \$/mois	= 2.500 \$
- appui technique campagne médiatique (voir aussi chap. 8)	PM
- 1 voiture (suzuki)	= 20.000 \$
- fonctionnement voiture (25.000 km à 60 Frw/km)	= 5.000 \$
- séjours (10 jours/mois x 50 \$/jour)	= 2.500 \$
- matériels divers (cassettes, vidéo, papier) forfait	= 2.000 \$
- appui ARFEM (heure de la femme) 5 mois x 1.000 \$/mois	= 5.000 \$
- financement Radio-rwanda couvrant plusieurs activités	= 5.000 \$

imprévus (5%)	= 2.100 \$
Total	= 44.100 \$

Préfinancement/garanti documentaires	
2 documentaires à 150.000 \$	= 300.000 \$

8. L'ORGANISATION.

L'organisation responsable pour la préparation et la conférence est PRO-FEMMES/TWESE HAMWE. Pour que l'organisation interne soit claire des responsabilités doivent être définis, ainsi qu'une organigramme.

L'organisation de la conférence est une initiative de PRO FEMMES/TWESE HAMWE, qui en prend la responsabilité juridique. La réalisation et la préparation se fait avec des organisations partenaires et les différentes commissions peuvent toujours comprendre des représentants de ces organisations partenaires, ainsi que des personnes ressources.

Un comité de coordination générale est responsable pour l'ensemble des activités. Ce comité veille à la bonne fonctionnement de la structure et au progrès dans la réalisation. Elle est aussi responsable du personnel à engager.

Le comité est appuyé par un secrétariat de la conférence, composée d'une secrétaire responsable, un comptable/administrateur, un planton et un chauffeur. La secrétaire responsable est responsable pour la gestion journalière de la structure et du personnel.

Cinq commissions existent déjà, chacune à sa propre responsabilité dans les préparatifs et la conférence et les activités y liées. Si nécessaire les commissions forment des sous-commissions pour des tâches spécifiques.

Chaque commission a une responsable et des membres venant des différentes organisations (membres ou partenaires), qui forment en fait le noyau de décision et elle est appuyé par des personnes exécutifs.

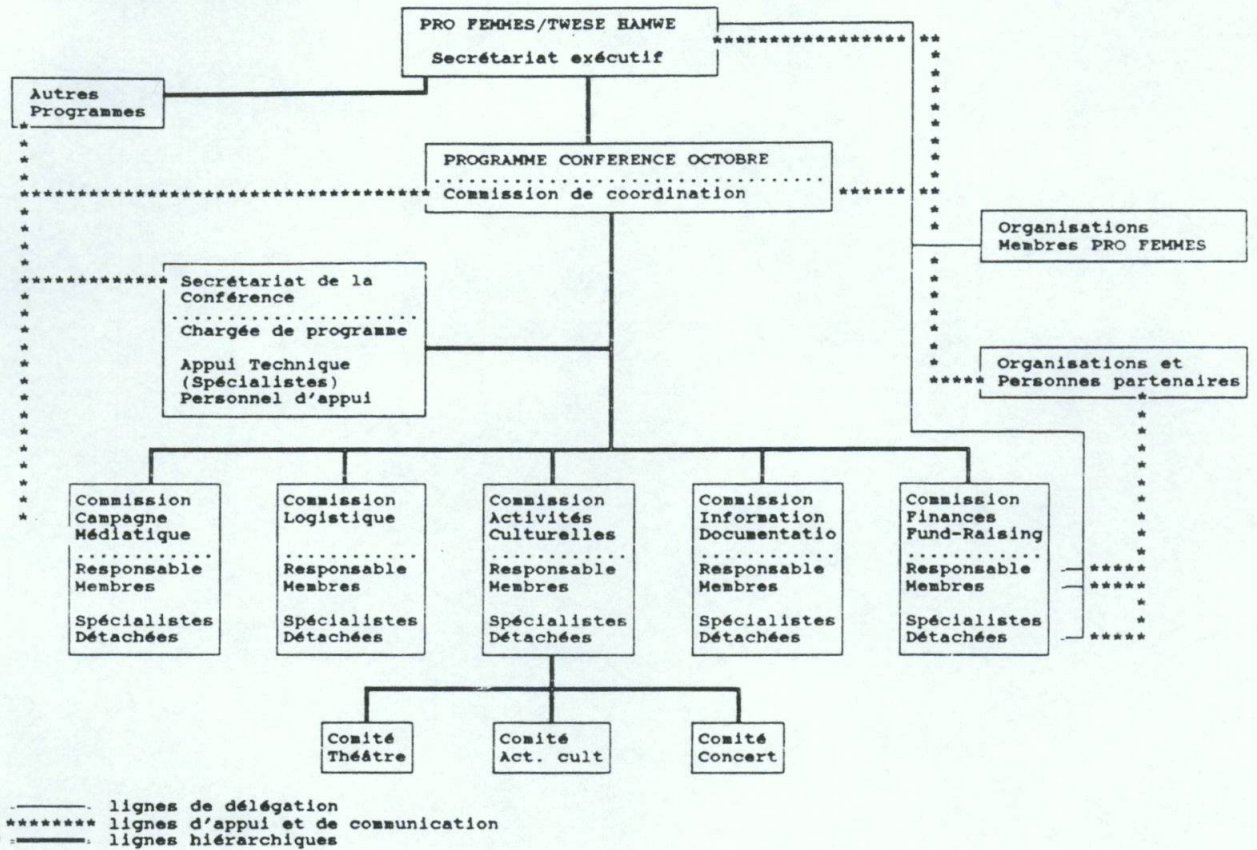
Selon les besoins le secrétariat et les commissions seront renforcé avec des personnes détachés des organisations ou avec des personnes d'appui technique afin d'élaborer des aspects ou d'assurer la réalisations des différents travaux.

Chaque organisation (membre ou partenaire valable) reçoit une indemnisation pour détacher une personne au structure de préparation de la conférence. ces personnes seront mise en oeuvre selon les besoins sur les différents domaines et selon leurs capacités.

L'organisation de la conférence et des activités demande une permanence avec des équipements de base, notamment de communication (téléphone, fax, ordinateurs, photocopieuse, voiture). Le matériel est réduit au maximum, en tenant compte que d'autres matériels plus spécifiques peuvent être disponible parmi les organisations membres. Après la conférence les matériels resteront propriété de PRO-FEMMES/TWESE HAMWE afin de réaliser d'autres programmes. Notamment le transport pose des problèmes et dans les différents budget des activités déjà élaboré en chapitre 7, le transport est assuré par la location des taxis et bus, selon la nécessité. La communication internationale (téléphone, information, documentation) prend aussi une partie important, ce qui nous semble inévitable avec l'organisation d'une telle conférence.

L'organigramme, l'appui spécialisé et le budget de la structure sont élaborés dans les chapitres suivantes.

8.1. L'organigramme.



8.2. Appui spécialisée et technique.

Pour les différents appuis des termes de référence sont encore à spécifier. ici nous ne donnons que le résumé de ces appuis.

- Appui aux secrétariat dans le démarrage et élaboration, création d'un réseau des contacts intentionnel (1 mois, demandé à UNIFEM/AFWIC)
- Appui consultante au secrétariat (5 mois, à budgétiser)
- Appui élaboration campagne médiatique, spécialiste PR (1 mois, à demander à SNV)
- Appui spécialiste Genre, appui élaboration contenu conférence (1 mois: Hettie Walters, à financer DGIS)
- Appui spécialiste commerciale (négotiations média), avec appui juridique (à budgétiser)
- Appui à la préparation de la conférence (2 mois, à budgétiser)
- Appui formes théâtrales (1 mois, ??)
- Appui journaliste rwandaise (déjà budgétisé, voir chap. 7.6.).
- Appui médiatique: préparation concert, y inclus messages de PRO-FEMMES. (2 mois, à budgétiser)

8.3. Budget

Matériels:

A acheter (revient à PRO-FEMMES après la conférence)	=	4.000 \$
Bonne photocopieuse	=	9.000 \$
3 ordinateurs de bureau à 3000 \$	=	2.000 \$
1 bonne imprimante (laser)	=	500 \$
1 imprimante normal	=	1.000 \$
1 fax	=	20.000 \$
1 voiture de secrétariat (suzuki):	=	10.000 \$
équipement (bureau, chaises, onduleur):		

Location:

2 bureaux (secrétariat et commissions) + salle de réunion	=	12.000 \$
+ salle de repetition: total 2.000 \$/mois x 6		

Fonctionnement

téléphone/fax (1.000 \$/mois x 6)	=	6.000 \$
eau (100 \$/mois x 6)	=	600 \$
électricité (250 \$/mois x 6)	=	1.500 \$
frais fonctionnement voiture (25.000 km à 60 Frw/km)	=	5.000 \$
frais fonctionnement bureau (papier, photocopieuse, agraves, enveloppes, postes, nettoyage, etc.) (2.000 \$/mois x 6)	=	12.000 \$

salaires secrétaire exécutif (6 mois) = 6 x 700 \$/mois	=	4.200 \$
salaires appui/planton (6 mois) = 6 x 200 \$	=	1.200 \$
salaires chauffeur (6 mois) = 6 x 200 \$	=	1.200 \$
salaires comptable/administrateur (6 mois) = 6 x 600 \$/mois	=	3.600 \$

indemnisation 40 personnes (organisations membres et partenaires)		
4 mois à 300 \$/mois/organisation = 4 x 40 x 300	=	48.000 \$

Imprévus (5%)	=	7.100 \$
Total	=	149.900 \$

budget différents appuis (à élaborer).

Mis à la disposition par des tiers pour la conférence et ses préparations (PNUD, UNIFEM, UNHCR, SNV, Oxfam, autres)

3 voitures pendant juin - octobre avec fonctionnement

facilitation: photocopieuses/imprimantes pendant la conférence

secrétaires (de préférence bilingues) pendant la conférence et ordinateurs de travail.

9. BUDGET TOTAL

Le budget total se résume (pour le moment) à:

Chapitre	Montant
La musique	1.130.000 \$
La conférence à Kigali	819.200 \$
Les activités décentralisées	195.000 \$
Les activités culturelles	269.450 \$
La campagne médiatique	44.100 \$
Documentaires	300.000 \$
Organisation	149.900 \$
Appui technique	à spécifier
TOTAL	2.907.650 \$

UBUTUMIRE

- Bijya : - Abayobozi b'imiryango ihuriye muri
PRO-FEMMES/TWESE-HAMWE.
- Abafitanye ubufatanye na PRO-FEMMES/TWESE-HAMWE.
- Biva : Ku Muyobozi Mukuru wa PRO-FEMMES/TWESE-HAMWE.
NZAMBAZAMARIYA Veneranda.
- Byerekeye : Itegurwa ry'inama ku rwego rw'Afrika ku ruhare
igitsina (gore/gabo) mu mahoro n'amajyambere.
-

Bavandimwe,

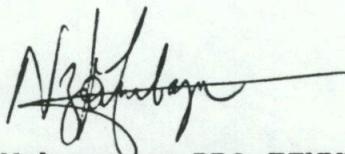
Twishimiye kubatumira mu nama izaba kuwa kabiri tariki
ya 28 Gicurasi 1996 Kuri Centre Culturel Américain isaha umunani
kugeza isaha cumi n'imwe.

Iyo nyandiko iherekeje ubu butumire ikubiyemo ^{ibiteganyo m'} imyanzuro imaze
gufatwa kugeza ubu.

Musabwe kuza mwayisomye.

Tubaye tubahaye ikaze.

Murakoze.



Umuyobozi Mukuru wa PRO-FEMMES/TWESE-HAMWE.
NZAMBAZAMARIYA Veneranda.

IMYANZURO Y'IHUGURWA RY'ABAYOBOZI BA ONG ZIGIZE PRO-FEMMES/TWESE HAMWE

Kuva taliki ya 20 kugeza 25 Gicurasi 1996, mu kigo Iwacu ku KABUSUNZU habereye inama y'abayobozi b'imiryango-nyarwanda itagengwa na Leta igamije guteza imbere umunyarwandakazi yibumbiye muri PRO-FEMMES/TWESE-HAMWE.

Mu mihango yo gufungura, Umukuru wa PRO-FEMMES NZAMBAZAMARIYA Veneranda, yasobanuye intego z'ihugurwa ku buryo bukurikira :

1. Guha abayobozi b'imiryango y'abari n'abategarugori ibikoresho bizabafasha kujya basesengura imvanyo nyakuri y'ibibazo no gushaka umuti nyawo.
2. Kwereka abo bari n'abategarugori umutungo-kamere w'u Rwanda kugirango barusheho gukunda igihugu cyabo, kugikorera no kukirwanira bibaye ngombwa kandi bikanabereka ko bashobora kwibeshaho badasabirije.
3. Kwigisha abo bari n'abategarugori uburyo bakoresha mu kwiteza imbere cyane cyane bishingiye ku byo bagenzi babo bakora hirya no hino ku isi.
4. Gufasha abo bayobozi b'abari n'abategarugori kuba abayobozi nyakuri cyane cyane bakamenya uburyo bwo gukemura amakimbirane atajya abura mu miryango yose.
5. Kumvikana ku mikorere ya PRO-FEMMES/TWESE HAMWE, ubufatanye no kuzuzanya mu ngamba zo guteza imbere abanyarwandakazi no kwimakaza ibikorwa by'amahoro.

Yashimiye umuryango w'Abaholandi ubatera inkunga mu bikorwa byabo.

Nyakubahwa Aloysia INYUMBA, Ministiri w'Umuryango no Guteza Imbere Umunyarwandakazi waruhagarariye Nyakubahwa Ministiri w'Intebe Bwana RWIGEMA Pierre Célestin, yafunguye ihugurwa ku mugaragaro. Ijambo yavuze yashimiye cyane Abayobozi ba PRO-FEMMES, bateguye igikorwa gikomeye cyo kubaka ingufu bishingiye ku mahugurwa nkariya. Asobanura akamaro k'amahugurwa mw'iteganyanya migambi no gushyira mu bikorwa ingamba zose zizamura imibereho myiza y'abaturage.

Yashimangiye kandi uruhare rw'abanyarwandakazi mu bwiyunge bw'abanyarwanda anasobanura kandi ko guverinoma y'Ubumwe ifite imigambi yerekeye guha igitsina gore agaciro n'uburenganzira bwabo kugirango barusheho kugira uruhare mu kubaka igihugu no kugirango imibereho y'abanyarwanda irusheho kuba myiza.

Mu byo iyo semineri yasuzumye, ibiganiro byatanzwe byari bikubiye mu bice bitatu byuzuzanya.

Igice cya 1 : Ibiganiro bigamije gufungura umutwe muri rusange bigaca ubujiji

Ibyo biganiro n'ibi

- Amategeko agenga iterambere ry'isi
- Amateka y'umuryango w'abantu
- Inkomoko y'ikandamizwa ry'igitsina gore
- Ibyo biganiro byunganiwe n'urugendo shuri rwakorewe i Butare, gusura Ingoro y'Umurage w'uRwanda.

Igice cya 2 : Ibiganiro bigamije gusesengura ibibazo nyakuri byugarije umunyarwandakazi by'umwihariko n'umunyarwanda muri rusange.

Ibyo biganiro n'ibi

- Uruhare rw'ububanyi n'amahanga mu kubaka igihugu bundi bushya
- Umutungo-kamere w'u Rwanda
- Amateka ya politiki y'u Rwanda
- Itsembabwoko : inkomoko, ingaruka n'ubwiyunge, uruhare rw'umunyarwandakazi
- umunyarwandakazi ahagaze ate ubu mu muco no mu mategeko

Igice cya 3 : Igice cya gatatu kigizwe n'ibiganiro bigamije gushakira umuti ibibazo byagaragajwe n'igice cya kabiri.

- Uruhare rw'umunyarwandakazi mu gikorwa cyo kubohora u Rwanda no kwimakaza ibikorwa by'amahoro
- Amahame agenga ubuyobozi : Turayakurikiza ?
- "Kuzamura" umwari n'umutegarugori n'ivangura-gitsina ?
- Uruhare rw'umunyarwandakazi muri programu y'igihugu ya privatisation.

Abari mu nama bamaze gusesengura no gusobanukirwa n'izo ngingo biyemeje ibi bikurikira:

IGICE CYA MBERE : Ku rwego rw'umuryango PRO-FEMMES/TWESE HAMWE

1. Kunoza imiterere n'imikorere ya PRO-FEMMES/TWESE HAMWE kimwe n'iy'imiryango iyigize.
2. Kujijura abanyamuryango mu bumenyi bw'ingeri zose (politiki, ubukungu, uburezi, amateka, umuco n'amategeko no mu byerekeye ubuyobozi.
3. Gufata iyambere mu kugeza amakuru y'imvaho ku banyarwandakazi cyane cyane agamije kubateza imbere (Amategeko abagenga, ibibazo by'igihugu, intera abandi bagezeho n'ibindi,...) ikoresheje imiryango y'abategarugori b'abanyamakuru, ibinyamakuru by'ingeri zose n'amaradiyo.
4. Kwegera abanyarwandakazi kugirango tumenye ibibazo nyakuri bityo dushobore gufata

4. Kwegera abanyarwandakazi kugirango tumenye ibibazo nyakuri bityo dushobore gufata ingamba zimubereye.
5. Kwibanda ku bikorwa bigamije kwongera umusaruro w'umunyarwandakazi kuko kwihaza ariryo shingiro ry'amahoro n'amajyambere
6. Gushimangira ubuyobozi bwadufasha kugera ku nshingano zacu
7. Guteganya inama yihariye kuri gahunda yo kwimakaza ibikorwa by'amahoro
8. Kurushaho gukorana n'inzego z'ubuyobozi kimwe n'imiyoboro y'abanyarwandakazi yashyizweho na Ministeri y'Umuryango no Guteza Imbere Umunyarwandakazi.
9. Gukangurira abanyarwanda bose ibibazo by'umunyarwandakazi n'impamvu ari ngombwa kubishakira umuti.
10. Gushishikariza abanyarwanda gushyira abana b'abakobwa mw'ishuli, bakanabashyigikira kugeza bayarangije.
11. Gushishikariza abagabo kwuzuzanya n'abo bashokanye.

IGICE CYA KABILI : Mu rwego rw'abanyarwandakazi

1. Kutisuzugura no kutihambira ku mico n'imigenzo yamudindizaga
2. gushyiraho akanama k'igihugu gashinzwe gukurikirana ishyirwa mu bikorwa n'ibyifuzo n'ibyemezo bigamije guteza imbere umunyarwandakazi.
3. Kuvugisha ukuli ku marorerwa yabaye mu gihugu cyacu nk'inkunga ikomeye mu guharanira amahoro no gushyigikira ubutabera.
4. Kwishyira hamwe, kwisungana, bakitoza kuzigama no gukoresha inguzanyo kugirango bagire uruhare mu gikorwa cyo kwegurira ibigo bya Leta abikorera ku giti cyabo.

IGICE CYA GATATU: Mu rwego rwa Leta

1. Gusobanura no kwandika amateka y'u Rwanda nyakuri.
2. Kuzirikana kuburyo bw'umwihariko ibibazo by'umunyarwandakazi mu bikorwa bya za Ministeri no kubifatira ingamba zikwiye.
3. Kwihutisha ivugururwa ry'amategeko agenga umuryango nandi yose arebana n'uburenganzira bw'umwari n'umutegarugori.
4. Gushyira mu bikorwa imyanzuro yafatiwe mu nama ya kane y'Isi yose yabereye i Beijing, (hagafatwa ingamba zikwiye byihutirwa:
 - kwongera umubare w'igitsina gore mu mashuri mato, ayisumbuye na kaminuza.
 - kwongera umubare w'igitsina gore mu nzego z'imirimo ya leta n'ubuyobozi bw'igihugu (buhereye muli secteur na commune)
5. Gukangurira abanyarwandakazi kwitabira kujya mu nzego z'ubuyobozi no gushyigikira ababifitiye ubushake.
6. Gukora ubushakashakatsi no gushyigikira imishinga igamije kugeza ku banyarwandakazi ibikoresho byakoroshya imirimo yabo ya buri munsu
7. Kugaragaza uruhare Leta igenera abanyarwandakazi mu gikorwa cyo kwegurira ibigo abikorera ku giti cyabo, Privatisation.

Imirimo ya semineri yashojwe na Mme KAGAJU Marie, Umuyobozi muri Ministeri y'Intebe ushinze imizamukire y'abari n'abategarugori. Yashimye cyane abanyarwandakazi bibumbiye muli PRO-FEMMES kubera ibikorwa byiza bifitiye abanyarwanda bose akamaro. Yavuze ko ntagushidikanya ko imyanzuro y'ihugurwa izagira akamaro, yizeza PRO-FEMMES ko Leta y'URwanda itazahwema kubatera inkunga.

Iryo hugurwa ryashojwe n'urugendo shuri, rwo gusura Ingoro y'Umurage w'u Rwanda (Musée National) iri i Butare. Umuyobozi mukuru w'iyi ngoro yamurikiye abayobozi ba PRO-FEMMES amateka yuje urugwiro y'Abanyarwanda. Barangwaga no kwitunga bakihaza, (ubworozi, ubuhinzi, inganda, gucura, gutaka, ...) kuzuzanya mu mirimo no kugira umuco mwiza w'ubupfura n'urukundo, no guteta bashoje umurimo !

Umuyobozi wa PRO-FEMMES yibukije ko iryo hugurwa ndetse no gusura ingoro y'umurage, biri mu rwego rwo kwibuka ukwibohoza kwa Afrika, twibuka kuri 25 Gicurasi. Bityo imibereho myiza y'Abanyarwanda n'imizamukire yabo bikajyana n'iyabandi banyafrika duhereye cyane kubo duturanye, duhahirana, dusangiye amizero yo kubaho.

Bikorewe i Kigali, Taliki ya 25 Gicurasi 1996.

POLICY APPROACHES TO WOMEN'S INVOLVEMENT IN DEVELOPMENT

	POLICY APPROACHES TO WOMEN'S INVOLVEMENT IN DEVELOPMENT			
	WELFARE	ANTI-POVERTY	EFFICIENCY	EQUITY
CAUSES OF THE PROBLEMS	Circumstances that are beyond control	Lack of resources, causing low standard of living	Failure by development planners to recognise women's key role in production and necessity to involve women	Perpetuation of Patriarchy/Exploitation Subordination and oppression of women by men
GOALS OR PURPOSE	To improve motherhood as the most important role for women in society To relieve suffering	To raise production to ensure poor women increase their productivity. To integrate women into development	To ensure that development is more efficient and more effective. "Feed the nation"	To gain equity for women in development by grafting gender into the development process at all levels of decision making and resource allocation
SERVICE PROGRAMMES	Famine relief programmes Family planning. Nutrition (improving family especially children through maternal care) activities to meet Practical Gender Needs	Training women in technical skills. Small scale income generating activities to meet basic needs (Practical Gender Needs)	Programmes that meet PGN in the context of declining social services. Rely on all 3 roles of women and elasticity of time (often usually a myth)	Organise to reform structures. To meet SGM in terms of Triple Role (Strategic Gender Needs)
TYPE OF CHANGE	FUNCTIONAL CHANGE (Non-challenging)	FUNCTIONAL CHANGE (Non-challenging)	FUNCTIONAL CHANGE	STRUCTURAL CHANGE (Challenging) Equal Rights/Opps
TYPE OF LEADERSHIP	Strong reliance on authority (patriarchal in nature) - residual model of social welfare with the modernisation ideology with roots in colonialism	Consultative - ideological reproduction of values that reinforce patriarchy and women's subordination	Authoritarian/consultative Women seen as resource	Participatory to reform structures Top-down state intervention to reduce inequality
TYPE OF SERVICE	WELFARE - Assuming women are passive, beneficiaries of development	ANTI-POVERTY - Development (integrating women into development). Poor women isolated as a category Recognition of the productive role of women	EFFICIENCY - Policies of economic stabilisation and adjustment rely on women's involvement	EQUITY - Reforming, liberating. Women seen as active participants to development
PERIOD MOST POPULAR	1950-70, but still widely used	1970s onwards Still limited popularity	Post 1980s - Now most popular approach (ODA, USAID)	1975-85 Attempts to adopt during Women's Decade
				1975 onwards, accelerated 1980s. Still limited popularity and little knowledge of process involved. Training largely undertaken despite failure: preservation/empowerment.
				Empowerment Transformation, liberation Largely unsupported by Government or agencies. Slow steady growth of underfinanced voluntary organisations
				Structural Change (Challenging) Personal Change (Empowerment) movement - building Enabling, participatory, build solidarity, overcome fear (alternative e/f balanced structures) "Bottom-up" Alliance betw. peasant groups and int. networks
				To empower women through greater self reliance. Building new political, economic and social structures. To challenge/overcome exploitative structures critical awareness
				Programmes that address themselves to SGM in terms of Triple Role - through bottom-up mobilisation around PGNs to confront oppression
				Women's subordination is not only a problem of men but a colonial and neo-colonial oppression by state & by men/men/white patriarchal econ.

Chart by Dr. Caroline Moser, World Bank. Adapted for AFAM/UK Gender Training Workshop 1989, by Adeline Mwanu.

DE L'APPROCHE IFD À L'APPROCHE GED

INTÉGRATION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT (IFD)	GENRE ET DÉVELOPPEMENT (GED)
1. L'approche	
<ul style="list-style-type: none"> • Une approche qui considère les femmes comme étant le problème. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une approche du développement.
2. Le centre d'intérêt	
<ul style="list-style-type: none"> • Les femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les rapports femmes-hommes.
3. Le problème	
<ul style="list-style-type: none"> • L'exclusion des femmes (qui représentent la moitié des ressources potentielles de production) du processus de développement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les relations de pouvoir inégales (riches et pauvres, femmes et hommes) qui empêchent un développement équitable ainsi que la pleine participation des femmes.
4. L'objectif	
<ul style="list-style-type: none"> • Un développement plus efficient, plus efficace. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un développement équitable et durable, où les femmes <i>et</i> les hommes prennent les décisions.
5. La solution	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Intégrer</i> les femmes au processus de développement existant. 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Accroître</i> le pouvoir des plus démunis et des femmes. • <i>Transformer</i> les relations non-égalitaires.
6. Les stratégies	
<ul style="list-style-type: none"> • Projets pour femmes. • Volets femmes. • Projets intégrés. • Accroître la productivité des femmes. • Accroître le revenu des femmes. • Accroître la capacité des femmes d'effectuer les tâches traditionnellement liées à leur rôle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier/considérer les besoins pratiques déterminés par les femmes et les hommes en vue d'améliorer leur condition. • Traiter en même temps des intérêts stratégiques des femmes. • Faire face aux intérêts stratégiques des pauvres par un développement axé sur les gens.

KUVUNISHA UMUGORE BIRAGAYITSE RWOSE



IBYIZA NI UGUFATANYA

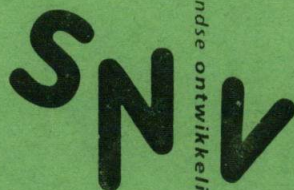


CONFERENCE PANAFRICAINNE SUR LE GENRE, PAIX ET DEVELOPPEMENT
RWANDA, octobre 1996/ PRO-FEMMES/ TWESEHAMWE.

Komisiyo ya Documentation na Information irasaba ko uwashobora yatugezeho ibi bikurikira :

- 1° Abantu baharaniye amahoro ku buryo bugaragara
- 2° Inyandiko, (Documentation) zose zishobora kudufasha gutegura Conférence
- 3° Ibitabo, inyandiko cyangwa film zirebana na conférence cyane izakozwe ku Rwanda twamenyesha abaje muri conférence

IZINA(Igitabo, umuntu, film)	ISHAKIRO(référence)	UMURANGA



Nederlandse ontwikkelingsorganisatie · SNV Netherlands development organisation · SNV Organisation neerlandaise de développement · SNV Servicio holandés de cooperación al desarrollo

CONTRIBUTION A UNE ANALYSE 'GENRE' DE RWANDA

Contribution à la conférence
"WAR AND PEACE, for men only?"
Amsterdam, 24-26 janvier 1996

"Maria niaise croyait en l'amour"
Isabelle Allende dans 'Cuentos de Eva Luna'

Auteur: Jos de Beus

10 janvier 1996
SNV/ Dienst Internationale Dimensie
Bezuidenhoutseweg 1²
2594 AB Den Haag
Les Pays-Bas
tel. +31 (70) 3 81 99 60
fax. +31 (70) 3 83 59 45



CONTRIBUTION A UNE ANALYSE 'GENRE' DE RWANDA

Contribution à la conférence
"WAR AND PEACE, for men only?"
Amsterdam, 24-26 janvier 1996

"Maria niaise croyait en l'amour"
Isabelle Allende dans 'Cuentos de Eva Luna'

Auteur: Jos de Beus

10 janvier 1996
SNV/ Dienst Internationale Dimensie
Bezuidenhoutseweg 1²
2594 AB Den Haag
Les Pays-Bas
tel. +31 (70) 3 81 99 60
fax. +31 (70) 3 83 59 45

CONTRIBUTION A UNE ANALYSE 'GENRE' DE RWANDA

**Contribution à la conférence
"WAR AND PEACE, for men only?"
Amsterdam, 24-26 janvier 1996**

**"Maria niaise croyait en l'amour"
Isabelle Allende dans 'Cuentos de Eva Luna'**

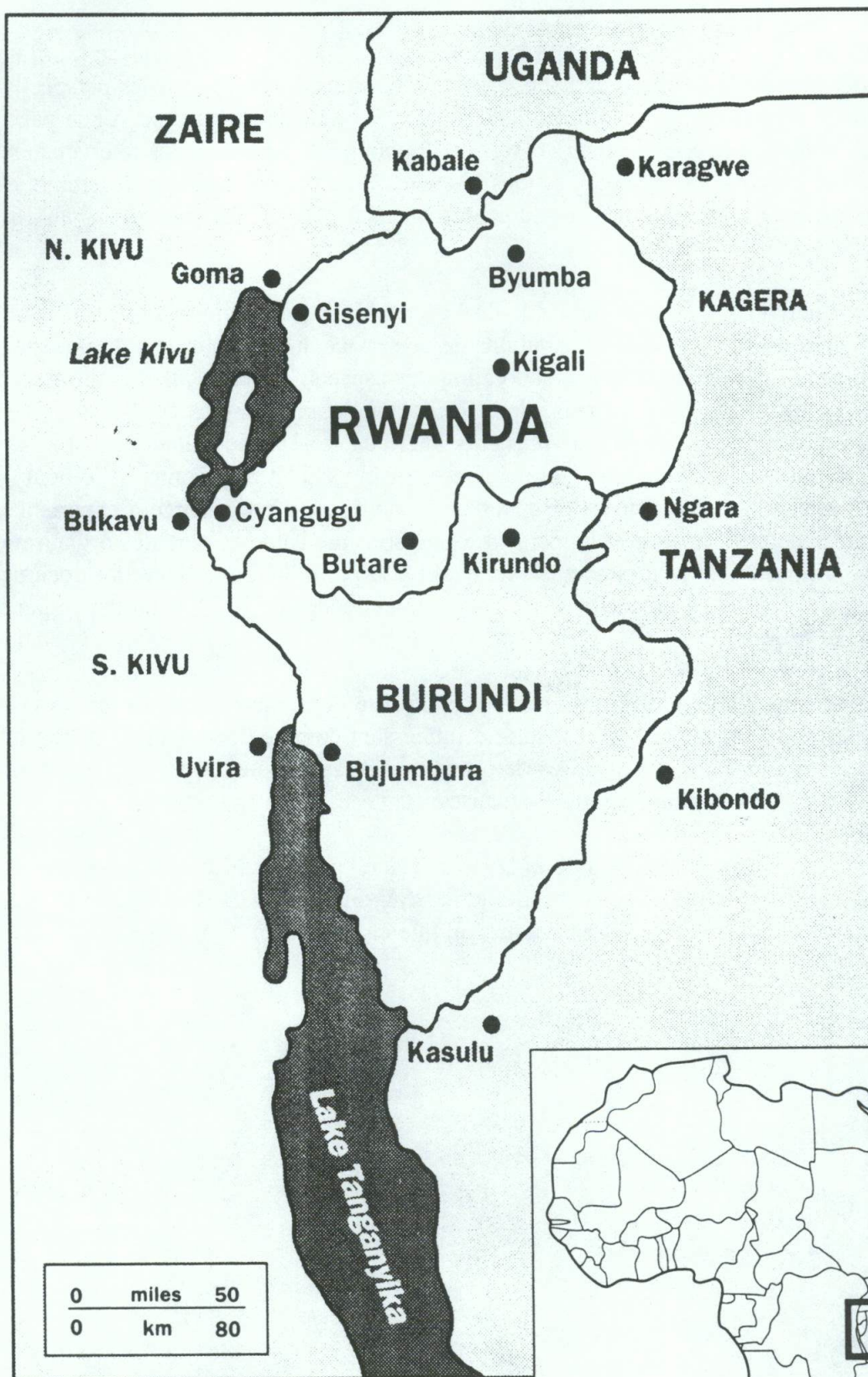
Auteur: Jos de Beus

10 janvier 1996
SNV/ Service Dimension Internationale

TABLEAU DE MATIERES

PREAMBULE	i
RESUME en français	iii
SUMMARY in english	vii
1. DEVELOPPEMENTS GENERAUX ET LES ASPECTS GENRE - LE PERIODE AVANT 1994	1
1.1 Résumé de l'histoire rwandaise	1
1.2 La situation générale au début des années 90	2
1.3 La position de la femme	4
1.4 L'environnement institutionnel de la promotion de la femme	5
2. LA GUERRE CIVILE ET LE GENOCIDE - LE PERIODE D'AVRIL AU JUILLET 1994	8
2.1 Les origines et les causes du génocide	8
2.2 La guerre et le génocide d'avril au juillet 1994	10
2.3 Le rôle des femmes dans les violences	11
3. LA RECONSTRUCTION ET LA REHABILITATION - LE PERIODE APRES JUILLET 1994	16
3.1 La situation générale	16
3.2 La position de la femme	18
3.3 Les organisations de la promotion de la femme	19
3.4 La politique du gouvernement concernant la position de la femme	23
3.5 La politique et les interventions des organismes internationaux	24
4. RECOMMANDATIONS	26
Annexe :	
1. Information sur le projet Genre, Conflit et Développement (texte en anglais)	31





The Great Lakes Region

PREAMBULE

Ce document vise à mettre en évidence les aspects "genre" dans l'analyse du drame rwandais et de la situation actuelle, afin de contribuer à développer des perspectives et des stratégies pour les femmes, notamment les rwandaises, aux fins d'une paix durable et d'un avenir meilleur. Il sert un double public, à savoir les intervenants au Rwanda, notamment les organisations rwandaises de la promotion de la femme, et les participants au séminaire "War and peace, for men only ?", organisé du 24 au 26 janvier aux Pays-Bas.

Cette étude a été faite à la demande du Service "Dimension Internationale" de la SNV et constitue une des contributions de ce service au séminaire mentionné, aux organisations rwandaises et à l'élaboration des aspects "genre" dans la politique de la SNV. A cet effet, l'étude a puisé dans les documents disponibles et s'est enrichie des expériences et points de vue de plusieurs interlocuteurs¹. Le document ne prétend pas donner une analyse complète - la matière est trop vaste et trop compliquée pour cela - mais vise à enrichir les discussions, à contribuer à un échange d'expériences et surtout à contribuer au développement d'une stratégie saine et sage des organisations de la promotion de la femme au Rwanda, et à la politique de la SNV. Le document reflète les idées de l'auteur et pas nécessairement celles de la SNV ou des organisations de la promotion de la femme rwandaise.

Ceci est une synthèse d'un document plus détaillé dont elle résume les grandes lignes. Le document élaboré est surtout intéressant comme document de discussion pour les organisations rwandaises de promotion de la femme. Son contenu est encore à discuter par les organisations rwandaises.

C'est grâce à la participation de la SNV/ Service Dimension Internationale en la personne d'Anita Blijdorp, et à celle de la SNV/DRA/NOVIB-Rwanda, en la personne de Veneranda Nzambazamariya, que ce document a vu le jour.

¹ Dans le document élaboré vous pouvez trouver une liste bibliographique. A fin de faciliter la lecture de cette synthèse les annotations bibliographiques sont sautées.

RESUME

L'ampleur du génocide, des massacres et de la guerre qui ont frappé le Rwanda a choqué les Rwandais, mais aussi toute la population mondiale. A part un petit groupe d'extrémistes et quelques pessimistes, personne n'avait imaginé que le Rwanda deviendrait le théâtre sanglant d'un tel crime contre l'humanité. Aujourd'hui, les Rwandais se retrouvent avec environ un million de morts, plus d'un million et demi de réfugiés à l'étranger et un pays ravagé dans tous les domaines. Tous les Rwandais ont subi les conséquences de ce drame et tous sont, à des degrés divers, traumatisés.

Les Rwandais essaient de reconstruire leur pays et de surmonter les contraintes dans tous les domaines de la vie, mais les défis sont énormes, surtout sur le plan psychosocial.

Avant les événements de 1994, les femmes constituaient plus de la moitié de la population rwandaise, et comme tous les Rwandais, elles ont subi les conséquences du drame, avec en outre des conséquences dues à leur appartenance au sexe féminin.

Cette étude espère montrer que les femmes rwandaises ont subi des conséquences de toute sorte, qu'elles se retrouvent actuellement dans une situation très critique, mais qu'elles détiennent en même temps les clés et des atouts pour l'instauration de la paix et pour la reconstruction et la réhabilitation de Rwanda. Sans elles, il est impossible que les Rwandais sortent de la misère, mais cela ne veut pas dire qu'il y aura automatiquement des changements profonds en faveur de la femme. Pour cela, il est nécessaire que les femmes et les organisations de promotion féminine s'organisent et conquièrent une amélioration de leur position et de leur situation pour que la femme soit reconnue comme actrice du développement, à son propre profit, ainsi qu'au profit du Rwanda.

Notions historiques

Pendant la période coloniale, les différences "ethniques" et de "genre" ont perdu leurs aspects socio-économiques et socio-culturels et ont été institutionnalisées. Le *tutsi* et l'homme furent systématiquement privilégiés et obtinrent l'accès à l'éducation et aux postes administratifs et décisionnels. Les stéréotypes selon lesquels le *tutsi* et l'homme étaient les seigneurs tandis que le *hutu* et la femme étaient les serviteurs furent créés ou renforcés. Au milieu des années 50, le colonisateur changea soudain de camp en appuyant l'élite *hutu* qui agissait au nom de la majorité de la population et revendiquait des changements. Une révolution sociale mit fin à l'époque coloniale et changea dramatiquement les relations de pouvoir entre les *tutsi* et les *hutu* mais n'eut aucune influence sur les relations de genre. Les femmes restèrent confinées dans leur position de suppléantes et furent victimes des violences accompagnant cette révolution. En 1973, une lutte entre les politiciens du nord et du sud du pays causa des troubles. Les tensions "régionalistes" entre les différentes factions *hutu* furent masquées par le rôle de bouc émissaire attribué aux *tutsi*. Pendant ces événements, des femmes participèrent aux violences, jouant surtout le rôle de "facilitatrices" et de dénonciatrices de *tutsi*. La deuxième république fut installée et jusqu'en 1985,

le Rwanda connut un développement économique favorable et une amélioration des services. Mais les changements économiques et socio-politiques ont érodé la position des femmes. La répartition des tâches entre les hommes et les femmes n'a pas fondamentalement changé, alors que le système agricole, secteur primordial pour plus de 90 % de la population, changeait. Comme le système agricole était devenu un système d'occupation permanent, les tâches de l'homme (défrichage et préparation des terres) diminuèrent largement, tandis que celles de la femme augmentèrent (semis, entretien, récolte, transformation). La plus grande partie de la responsabilité de la production de nourriture incombait donc maintenant aux femmes.

Crise économique et exclusion

Une crise économique s'est développée depuis le milieu des années 80 et frappa les groupes vulnérables parmi lesquelles figurent les femmes. Depuis 90 surtout, le système de gouvernement se durcit, les tensions, sous le couvert de l'ethnicité, augmentèrent et eurent des effets néfastes sur la population. La crise économique déboucha sur une pauvreté généralisée qui pesa notamment sur la femme, puisque celle-ci était confrontée à de plus lourdes tâches et responsabilités dans une situation dégradée. Elle déploya ses efforts aux fins de la survie et des besoins journaliers. Les acquis des développements favorables de la décennie précédente, qui connut une amélioration notoire dans le domaine des services généraux (santé, enseignement), se perdirent vite dans la détérioration générale et le climat d'insécurité et de violences. On vit naître des ONG rwandaises de la femme qui attiraient davantage l'attention sur la position de la femme, mais ne réussirent pas à avoir un impact assez important pour contrecarrer les développements négatifs. Le temps manquait et la scène socio-politique était dominée par d'autres forces. C'est la femme rurale qui en souffrait le plus. Les discours officiels d'émancipation de la femme (lois, méthodes et thèmes de vulgarisation et de développement) ne trouvaient pas leur traduction dans la pratique et la femme participait peu à la conception, à la planification et à l'exécution des programmes. Dans la pratique, la femme n'était pas reconnue comme actrice du processus de développement.

L'élite au pouvoir refusait carrément de partager ses avantages. Elle était de plus en plus coincée entre la crise économique et l'opposition interne et externe. Elle utilisait tous les moyens possibles pour rester au pouvoir et n'hésitait pas à sacrifier la population. La société était scindée en deux, et toute critique du gouvernement signifiait qu'on appartenait automatiquement au camp ennemi *tutsi*. Le FPR, organisation des réfugiés rwandais, revendiqua par une invasion militaire le partage au pouvoir afin d'assurer le retour des réfugiés et la démocratisation. L'opposition politique interne fut divisée en deux camps (pro-FPR et pro-gouvernement). Les femmes participaient à tous les niveaux et dans tous les groupes, mais leur nombre ne dépassait guère les 10 % dans l'administration et les services étatiques. Cette image s'applique aussi aux institutions et organisations non-étatiques, à l'exception de quelques organisations particulières. Les anciennes différences "ethniques" furent de nouveau utilisées, la pauvreté généralisée était exploitée et à force de lavages de cerveaux, on faisait croire à la population que toute critique signifiait l'appartenance à l'ennemi *tutsi*, incarné dans le FPR. La suite fut un génocide sciemment planifié, orchestré et exécuté où furent éliminés tous les opposants véritables ou imaginaires du système.

Les partisans du système dictatorial de Habyarimana ont organisé et exécuté un génocide sans précédent dans l'histoire de l'Afrique.

La guerre et le génocide pèsent lourd sur les femmes

Apanage de l'homme et destructrice des mécanismes sociaux et économiques, la guerre exerça une lourde pression sur les femmes. Elles devenaient encore plus vulnérables quand, en fuite avec leurs familles, elles se trouvaient dans la situation de personnes déplacées ou réfugiées. Les organisateurs du génocide essayaient de faire participer toute la population aux massacres, y compris les femmes et les enfants.

Le génocide avait un caractère "sexiste" et visait d'abord l'homme. Pour pouvoir s'accaparer du bien d'autrui, on ignorait la descendance ethnique du côté de la mère. En violant la femme, on humiliait la femme, la société *tutsi* et l'opposition politique. Après trois mois de combat, pendant que les massacres continuaient dans les parties du pays qui n'avaient rien à voir avec la guerre, le FPR remportait la victoire militaire. La communauté internationale abandonnait les Rwandais à leur triste sort. Environ deux millions de Rwandais se réfugièrent à l'extérieur du pays, et servirent d'outil de chantage aux organisateurs du génocide et de point de focalisation des aides internationales au détriment des survivants au Rwanda. La guerre, les massacres et le génocide ont aggravé la situation de la femme : violence, abus, viol, pertes d'êtres chers, précarité de la situation socio-économique du fait que la femme se retrouva seule, veuve, séparée, réfugiée et souvent traumatisée. C'est elle qui paie finalement les "pots cassés" et les conséquences néfastes pèsent toujours sur elle : le poids des orphelins, le poids de son rôle nourricier dans un contexte de pauvreté et de dénuement, la prise en otage sociale par les maris ou la prise en otage par des milices dans les camps des réfugiés et le poids de reconstruire toute une société. Après le génocide, on constate que des femmes ont participé aux violences, en facilitant les tueries et s'adonnant au pillage. D'autres femmes ont résisté et ont tout fait, malgré leur situation difficile, pour limiter les dégâts des criminels. En général, les femmes sont victimes du génocide : marginalisées, elles ont été impuissantes à influencer les événements, elles furent spectatrices du comportement de leurs fils, maris et pères, et victimes de violences liées à leur sexe, viol et accaparament des biens familiaux par des tiers.

Mille contraintes et mille atouts pour les femmes

La reconstruction et la réhabilitation se font dans une situation difficile. Au niveau national, l'administration et les services se mettent en place, malgré leurs défaillances. Les femmes constituent actuellement 70 % de la population et se retrouvent avec la lourde tâche de s'occuper de la survie des personnes dépendantes d'elles (enfants, orphelins, personnes blessées, âgées) sans moyens ni appui. Les contraintes auxquelles devaient faire face la femme avant la guerre se sont amplifiées sous l'effet des responsabilités et des tâches qui leur sont échues après le génocide, du fait de la situation générale difficile et des implications du génocide sur tous les plans (psychologique, social, économique, culturel). Le premier souci de la femme est la survie. La plupart des organisations féminines se sont rétablies et concentrent leurs efforts sur les urgences de leur membres et des groupes cibles. Des programmes d'urgence sont mis sur pied avec peu d'appui international, et les ONG des femmes sont de rares organisations qui touchent vraiment la femme.

Les liens noués avec la base à travers ces programmes et leur approche basée sur le genre constituent un potentiel énorme de changement fondamental en faveur de la femme et de la paix. Le gouvernement n'incorpore pas encore les aspects "genre" dans tous les domaines, mais le Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme veut être un ministère d'influence afin d'introduire dans tous les programmes la notion de genre. Le Conseil National Consultatif pour la Femme, créé après le génocide, essaie d'être une plate-forme entre le gouvernement, les ministères et la société civile, et s'efforce de promouvoir une politique cohérente d'amélioration de la position de la femme. Il a contribué au rapport du Rwanda pour la Conférence Mondiale sur les Femmes de Pékin et en prépare un sur la politique nationale en y soulignant l'importance de la femme. L'initiative la plus importante est la Campagne-Action pour la Paix, menée par les organisations féminines. Ce programme vise à combiner l'aide d'urgence au développement, des initiatives locales à une stratégie nationale, les activités socio-économiques aux organisations féminines et l'amélioration de la position de la femme au processus de paix.

Une approche flexible devrait permettre au programme d'entamer des activités pilotes et d'approfondir les analyses et les stratégies des organisations féminines et d'étendre étape par étape le nombre des communes touchées afin de devenir un mouvement national des femmes pour la paix, la justice et l'équité. Ce mouvement cadre bien avec les initiatives de la Conférence Mondiale sur les Femmes de Pékin. La communauté internationale ne s'est pas vraiment engagée, jusqu'à présent, dans la vraie réhabilitation du Rwanda. Elle a plutôt contribué à la marginalisation des organisations rwandaises pendant la phase de reconstruction et ne tire pas de conséquences du génocide ni du fait que 70 % de la population rwandaise est féminine.

Un appui international pour rétablir les structures civiles et l'intégration des aspects "genre" à tous les niveaux s'avèrent nécessaires. D'abord au niveau du gouvernement, et plus particulièrement au niveau du Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme pour qu'il devienne un ministère d'influence. Ceci devrait aller de pair avec le renforcement des organisations rwandaises de promotion de la femme à l'aide d'un appui financier, moral et humain, sans omettre les aspects de management.

Les femmes rwandaises reconstruisent le Rwanda. Et puis ?

SUMMARY in English

The Ruandese as well as the entire world population were shocked by the extent of the genocide, the massacres and the war that hit Ruanda. Apart from a small group of extremists and some pessimists nobody would have dared to imagine the horror of such crimes against humanity as those that took place in Ruanda. Now the Ruandese have to come to terms with about a million dead, more than one and a half million refugees who have fled abroad, and a totally devastated country. All Ruandese people have suffered the effects of this tragedy, and to various degrees everyone is traumatised.

The Ruandese are trying to rebuild their country and to overcome the constraints in all aspects of daily life, but they are faced with tremendous challenges, especially on the psychosocial level. Women used to form more than 50% of the population in Ruanda, and they have suffered the effects of the tragedy like all Ruandese, but with additional consequences due to their being female.

This study will try to demonstrate that Ruandese women have suffered all kinds of consequences and that currently they find themselves in a critical position. At the same time, however, they are the ones holding the keys and the tools for the establishment of peace and the reconstruction and rehabilitation of their country. Without these women the population of Ruanda will never be able to overcome its poverty. This does not mean, however, that significant changes for the better in the situation of women are to be expected spontaneously. For this reason women and organisations for the advancement of the role of women in society should join forces and make efforts to improve their position and their status in society. Thus they may gain recognition for women as agents of development, for their own benefit as well as for the benefit of Ruanda.

A historical survey

During the era of colonialism, "ethnic" and "gender" differences lost their socio-economic and sociocultural aspects and were institutionalised. *Tutsi* and men were systematically privileged, obtaining access to education and positions as civil servants and decision-makers. This period saw the creation or reinforcement of the stereotypes according to which *tutsi* and men were gentlemen, whereas *hutu* and women were servants. In the mid-fifties, however, the colonial powers suddenly changed sides and started backing the *hutu* elite, who represented the majority of the population and asked for changes to be made. Subsequently, a social revolution put an end to the colonial era and the balance of power between *tutsi* and *hutu* changed dramatically, although without any impact on "gender" relationships. Women continued to be confined to their lowly position and they were the victims of those acts of violence as accompanied the revolution.

In 1973 disturbances broke out as a result of a political conflict between the northern and southern part of the country. The regional tensions between the various *hutu* factions were masked by the existence of a common enemy, the *tutsi*, to whom the role of scape goat was attributed.

In the course of these troubles women took part in acts of violence, often acting as "facilitators" as well as denouncing *tutsi*. The Second Republic was established and until 1985 Ruandan economy showed a favourable development and an improvement of public services. But economic and sociopolitical changes eroded the position of women. The division of tasks between men and women remained fundamentally the same, in spite of changes in the agricultural system, which was the essential sector for over 90% of the population. The agricultural system having developed into a system of permanent land use, the tasks of men (i.e. clearing and preparation of the land) had become less important, whereas the tasks of women increased (sowing, weeding, harvesting, food transformation). Thus the responsibility for food production now lay mainly with the women.

Economic crisis and exclusion

An economic crisis started to develop in the mid-eighties and women were among the vulnerable groups that suffered as a result. Particularly since 1990 the government policy hardened and, under the cloak of ethnicity, tensions increased, with disastrous effects on the population. The economic crisis was causing widespread poverty, of which women in particular had to bear the brunt, since they had to face increasingly difficult tasks and responsibilities in a deteriorating situation. They had to scratch and scrape to survive and to meet the daily needs. The favourable achievements of the developments of the previous decade, which had shown a generally acknowledged improvement in the field of public services (health, education), were rapidly lost as a result of the overall deterioration and the climate of insecurity and violence. Newly created Ruandese NGOs tried to draw more attention to the position of women, but failed to have sufficient impact to thwart the negative developments. Time was running out and other forces were dominating in the sociopolitical arena. Women in rural areas were the ones who suffered most. The official speeches on the emancipation of women (laws, methods and themes on popularisation and development) were not translated into real terms and women hardly took part in the conception, planning and implementation of these programmes. In actual practice women were not recognised as actors in the development process.

The elite in power literally refused to share their privileges. Gradually they got wedged between the economic crisis and internal as well as external opposition. They used all possible means in order to stay in power and without hesitation sacrificed the population. Society was split in two and anyone venturing to criticise the government was automatically considered to belong to the enemy *tutsi* camp. By means of a military invasion, the organisation of Ruandese refugees FRP claimed their share in government in order to allow the refugees to return home and to ensure democratisation. The internal political opposition was split in two camps (pro-FPR and pro-government). Women took part in the process at all levels and in all groups, but in the civil service and state-controlled services they numbered hardly more than 10%. Institutions and organisations outside government control showed the same picture, with the exception of a few private organisations. Once more the former "ethnic" differences were brought forward, the widespread poverty was exploited and the people were brainwashed into believing that a mere critical remark meant someone belonged to the *tutsi* enemy, embodied in the FRP. This led to a genocide, which was well planned, cleverly orchestrated and executed,

eliminating all those who actually opposed the system or were presumed to do so. The supporters of Habyarimana's dictatorial regime organised and carried out performed a genocide unprecedented in African history.

War and genocide take a heavy toll on women

War being typically masculine, destroying social and economic mechanisms, it has brought a lot of pressure to bear on women. Having fled their homes with their families they became even more vulnerable as displaced persons or refugees. Those who organised the genocide tried to involve the entire population, including women and children.

This genocide was "sexist" by nature and its main target were men. In order to appropriate someone's belongings people refused to take into account the ethnic parentage on his mother's side. By raping a woman not only the woman herself was humiliated, but at the same time the tutsi community and the political opposition. After three months of fighting, while the massacres still continued in those parts of the country that had nothing to do with the war, the FNR had won the war. The international community left the Ruandese people to their sad fate. About two million Ruandese fled abroad and were used as an instrument for blackmail by those who organised the genocide. At the same time these refugees became the focal point for international aid programmes, to the detriment of the survivors remaining in Ruanda. War, genocide and massacres have worsened the situation of women: violence, abuse, rape, loss of loved ones, and a precarious socio-economic situation, due to the fact that women find themselves alone as widows, separated from their families, as refugees and more often than not traumatised. In the end it is the women who have paid the toll and they are still suffering the dire consequences: they are loaded down with orphans, with their role as food providers in a context of poverty and destitution, taken hostage socially by their husbands or actually taken hostage by militiamen in the refugee camps, as well as shouldering the heavy task of rebuilding an entire society. In the aftermath of the genocide it became apparent that some women took part in the acts of violence, facilitating the killings and plundering. Other women put up resistance and, in spite of their personal difficulties, did whatever they could to try and stop the damage done by the criminals. In general terms, women are the victims of the genocide: in their marginalised situation they were incapable of acting upon events, they witnessed the behaviour of their sons, husbands and fathers, and fell victim to acts of violence connected to their sex, were raped and saw the properties of their family being stolen by others.

Lots of constraints and lots of assets for women

Reconstruction and rehabilitation are taking place in a difficult situation. At a national level, the administration and public services are getting themselves organised, albeit with difficulty. At present, 70% of the population are women and they have to try and cope without means of income and without support, in order to help children, orphans, the wounded, the elderly people depending upon them for their survival. The constraints which women had to face already before the war have yet increased by the responsibilities and tasks fallen on them in the aftermath of the genocide, as a result of the difficult overall situation and because of the psychological, social, economic and cultural implications of the genocide.

First and foremost, women consider survival as their major concern. The majority of organisations for women have regrouped and are now concentrating their efforts on the most urgent needs of their members and the target groups. With some international support emergency programmes have been set up and the women's NGOs are among the very few organisations that are actually able to get in touch with women. Through these programmes and their gender-based approach relations have been established with the "grass roots", which may constitute a tremendous potential for fundamental changes in favour of women and peace. The government is not yet incorporating the "gender" aspects in all fields, but the 'Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme' (Ministry for Family Affairs and the Advancement of Women) intends to increase its influence in order to introduce the "gender" notion in each and every programme. The Conseil National Consultatif (National Advisory Council), which was created after the genocide, endeavours to form a platform between the government, the different ministries and the citizenry, and is making great efforts to promote a coherent strategy for the improvement of the position of women. This Council contributed to the paper on Ruanda presented at the International Conference on Women in Beijing and is preparing another report on national politics, stressing the importance of women. The most significant initiative is the 'Campagne-Action pour la Paix' (Action-Campaign for Peace) led by the women's organisations. This programme aims at combining urgent aid with development, local initiatives with a national strategy, socio-economic activities with the organisations for women, and the improvement of the position of women in the aftermath of war.

A flexible approach should allow pilot activities to be undertaken within the programme, to make an in-depth study of the analyses and strategies of the women's organisations and to increase gradually their contacts with local communities in order to become a national movement of women for peace, justice and equity. This movement squares very well with the initiative approved by the World Conference on Women's Affairs in Beijing. Up till now the international community was not really involved in the actual rehabilitation of Ruanda. Instead they added to the marginalisation of Ruandese organisations during the reconstruction phase and failed to draw inferences from the genocide or from the fact that 70% of the Ruandese population are women.

International support appears to be necessary towards re-establishing civilian structures and integrating "gender" aspects at all levels. First of all at government level, and more specifically at the Ministry for Family Affairs and the Advancement of Woman. In this way the Ministry may become more influential. At the same time such actions should reinforce the Ruandese organisations for the advancement of women by means of financial, moral and human support and, of course, management aspects.

The women of Ruanda are rebuilding their country. And what next?

1. DEVELOPPEMENTS GENERAUX ET LES ASPECTS GENRE - LE PERIODE AVANT 1994

1.1 Résumé de l'histoire rwandaise

Dans l'histoire rwandaise on peut distinguer plusieurs périodes principales.

L'ère pré-coloniale, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, est marquée par un royaume de caractère féodal. L'interprétation des relations tutsi-hutu² est sujet des controverses, notamment vu les conclusions tirées par des extrémistes hutu ainsi que tutsi. Les twa forment une minorité (moins que 1 % de la population), marginalisée et méprisée par les deux autres groupes, mais qui jouent un rôle important dans la culture (notamment musique, danse et poterie). Les ethnies/ groupes socio-economiques³ vivaient mélangé et le poids du pouvoir central, dominé par les tutsi, sur la population, majoritairement hutu, était peut-être dur, mais supportable.

La dominance coloniale, d'abord allemande, mais beaucoup plus important et longtemps (1918 au 1960) belge, fut marqué par une gouvernance "d'indirect rule" et d'une grande influence de l'église catholique. Les privilèges accordés aux tutsi et le renforcement du pouvoir du roi (tutsi), basé sur une mauvaise interprétation des différences 'ethniques' changeait les relations des ethnies profondément. Dans les années 50 les tutsi sont systématiquement avantagés (enseignements, postes de fonctionnaires, etc.). Il était mis en cause par un groupe hutu, conscient de sa discrimination, systématiquement émergait et revendiquait des changements. Le colonisateur belge changeait tout d'un coup du camp, ainsi que l'église, et appuyait les politiciens hutu, agitant au nom de la majorité hutu. Une révolte de la majorité hutu contre la dominance de la monarchie tutsi mit fin à l'époque coloniale et à la dominance tutsi. Cette révolution sociale se faisait dans un atmosphère intoxiqué de haine 'ethnique' et le prix était lourd (des milliers de morts, des ravages d'infrastructures et bâtiments et des centaines de mille des réfugiés, notamment des tutsi).

La première République (1960-1973) fut installée dans un climat violent et rencontrait beaucoup de difficultés. Les dirigeants belges se retiraient et les fonctionnaires, majoritairement tutsi, étaient morts ou fuits. En plus le pays souffrait des attaques des réfugiés tutsi, anxieux de regagner le pouvoir, ce qui avait des répercussions graves sur les tutsi à l'intérieur du pays (massacres, pillages, terreur quotidienne). Une nouvelle élite était au pouvoir, constituée principalement des hutu du Centre et du Sud du

² Dans ce texte les termes 'tutsi', 'hutu' et 'twa' sont utilisés, pour décrire le substantif (singulier et pluriel) et l'adjectif en ignorant la langue rwandais. Dans ce document les twa sont peu mentionné, comme ils n'ont pas joué un rôle important dans le déroulement des événements. Ceci n'implique pas qu'ils ne méritent pas d'attention.

³ Le terme 'ethnie' est en fait inapproprié pour la différence hutu-tutsi-twa. Il s'agit des groupes socio-économiques, qui partagent une même culture, même langue et même terroir. Le 'ethnie' d'une personne dépendait de celui de son père, mais pourrait changer dans le temps, dépendant de son pouvoir économique (possession de terre et de bétail) et alors de statut social.

pays. Les acquits de la révolution sociale, un marge démocratique d'élire des représentants, étaient vite remplacé par l'installation d'un parti-unique, regnant le pays.

La tension entre les politiciens (hutu) de Nord et du Centre, résultait en des massacres (des tutsi et plutard des politiciens du sud) et un climat d'insécurité. La restauration de l'ordre était le prétexte du ministre de la défense, Habyarimana (venant du Nord), de faire un coup d'état. Il instaurait la deuxième République (1973-1994), dont il était Président. Le premier décennie était marqué par un développement économique favorable et un période relativement paisible (quoique en cachette les politiciens du Sud étaient éliminés). La crise économique des années 80 et la chute des revenus de prix de café causait des problèmes et un durcissement du comportement de l'élite au pouvoir.

Deux événements mettaient en cause le pouvoir de l'élite. En Octobre 1990 il y avait l'attaque du FPR (Front Patriotique Rwandais), principalement constitué des réfugiés tutsi d'Uganda, qui causait une guerre à l'intérieur du pays. Une opposition interne, pacifique, devenait de plus en plus forte depuis 1989. La réponse était un durcissement du régime, dont la population était le victime principal. Le génocide d'avril 1994 et la guerre civile, sont les résultats de ce durcissement. Ce génocide n'était pas un éruption spontanée, mais une action très planifiée, organisée et orchestrée.

1.2 La situation générale au début des années 90

Jusqu'au 1985 le Rwanda était perçu par le monde comme un petit pays Africain, pauvre, mais économiquement sain et auto-suffisant. A partir de 1985 la situation économique dégradait de plus en plus.

Au début des années 90 le pays se trouvait dans une situation difficile.

Les contraintes majeures pour le développement du pays étaient l'enclavement géographique, la pauvreté en ressources naturelles, une population très jeune; la moitié de la population était moins de 15 ans, et la forte pression démographique sur les terres arables. La densité moyenne de la population était de 238 habitants au km² en 1991. Une extension des terres agricoles n'était presque plus possible, les superficies des exploitations étaient réduites de plus en plus et l'occupation des terres fragiles -avec plus de risque d'érosion- augmentait. La majorité des ménages possédait moins que 0,7 ha. Il devenait de plus en plus difficile de satisfaire les propres besoins. Les revenus moyens d'un ménage ne dépassait pas 50.000 FRW. En dehors de l'agriculture il n'y avait guère un secteur productif. La manque de travail et des perspectives pour une grande partie de la population était un terrain tout préparé pour exploiter les frustrations et de les orienter dans une direction de violence 'ethnique'.

En 1989 il fallait des accords avec le Banque Mondial (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) pour des programmes d'ajustement structurel, qui envisageait entre autre une dévaluation du FRW (40 % en 1990 et 15 % en 1992). L'espérance que l'exportation du café augmenterait par cette mesure étaient rendu sans valeur car les prix de café diminuait de moitié entre 1986 et 1989,

et pendant le période 1989-1992 encore avec 50 %. La guerre avec le FPR était situé principalement au nord du pays, une région connue comme 'le grenier du Rwanda'. La guerre influençait négativement l'économie et la disponibilité des vivres.

La crise d'avril 1994 a éclaté dans un Rwanda de mille contraintes:

- la croissance démographique estimée à 3,7 % par an;
- une économie peu équilibrée, qui repose principalement sur une agriculture qui connaît des problèmes liés notamment à l'exiguïté des terres (0,9 ha comme exploitation agricole moyenne par famille) et un manque d'intrants agricoles. La chute des prix mondiaux, notamment du café, a accentué cette situation;
- le secteur agricole subit des conséquences de la pression démographique inquiétante: mise en culture des terres marginales, épuisement des sols et des effets négatifs sur l'environnement. Les services agricoles se sont montrés inefficaces, car ils dépendaient largement sur les travaux obligatoires, sans analyse des causes du blocage du système agricole. La sécurité alimentaire du pays est très précaire et la situation de malnutrition est généralisée depuis 1987. Le système agricole n'a pas évolué. Une division presque absolue entre l'agriculture moderne (d'une superficie minimale) et l'agriculture de subsistance, qui restait sans perspectives de développement. Les aléas climatiques ont accentué la baisse de la production agricole;
- le secteur industriel ne permet guère ni la promotion des produits de substitution aux importations, ni la création d'emplois. Les entreprises étatiques ont été subventionnées, et n'atteignaient jamais l'autonomie financière;
- les ressources minérales (cassitérite et le wolfram) ne sont pas valablement exploitées suite à la liquidation de la Société Minière du Rwanda en 1986;
- le développement des ressources humaines subit négativement, d'un côté les effets de la pression démographique et d'un autre côté, ceux des déficits budgétaires;
- les conditions de vie et l'état sanitaire de la population se sont détériorés d'une façon inquiétante;
- la guerre d'octobre 1990 a aggravé le ralentissement et la fragilité de l'appareil économique de façon fort drastique. Les investissements ont chuté aussi bien dans le secteur public que privé. Les ressources du secteur public ont été prioritairement consacrés à l'effort de guerre. Les dépenses militaires en 1993 dépassent FRW 19,000 milliards, alors que les recettes totales du pays sont de FRW 26,000 milliards. La guerre influence aussi la production agricole, suite à un million de déplacés de guerre qui n'ont pas exploité leurs champs alors que la région du Nord a été toujours considéré comme le grenier du pays;
- la dépendance financière du Rwanda est notable. Le pays est à genoux devant les institutions financières FMI et la BM.

Tous ces facteurs ont contribué à une grande pauvreté et une situation de sécurité alimentaire très précaire.

1.3 La position de la femme

Peu d'études sont faites sur la position et le rôle des femmes dans la société rwandaise pré-coloniale. Il y a des indications que les femmes jouissaient une influence, directe et indirecte, sur la prise de décision au niveau de ménage. La femme était soumise à l'homme, mais des mécanismes sociaux garantissaient une certaine influence. Le rôle de la reine-mère est illustratif. Elle n'était pas publiquement visible (sauf après la déces du roi), mais elle avait une grande influence sur la prise de décision et la politique. Les autorités coloniaux et clericaux ont modifié les relations entre les sexes en faveur de l'homme. Entre autre à travers le système politique ethnique par s'imaginer que les hommes tutsi seraient plus appropriés que les femmes de remplir des fonction dans l'administration et forces policières et militaires. L'influence de l'église, le Rwanda est pour 90% crétien, et de l'administration belge ont contribué au processus de dégradation des égalités entre les sexes (le système d'enseignement et l'exemple des postes administratives qui étaient réservés aux hommes). Cet influence a également contribuer à la destruction du système des valeurs traditionnels. L'imposition des valeurs crétiennes, a renforcé la soumission de la femme sur tous les niveaux et a marginalisé sa position dans la société.

Il est à noter que le développement économique relativement positif jusqu'au 1985 a amélioré la situation de la population, et donc la situation des femmes et enfants. Dans le periode post-colonial les services sociaux (santé, enseignement, etc.) et leur accessibilité ont augmenté. Les femmes en ont profité dans le sens que l'accès aux services a augmenté. Il faut souligner que cet amélioration ne touchait que les domaines sociales et pas les domaines liés à l'économie. En plus les femmes dans les zones reculés ont profité le moins.

La femme rwandaise n'était pas suffisamment encouragée et encadrée en vue d'améliorer sa participation au développement et de promouvoir ses conditions de vie. Pour elle, le faible accès aux services sociaux et économiques constituait un des goulots d'étranglement principal. L'enorme charge de travail qui pesait sur elle constituait un obstacle de taille à son épanouissement. Mais plus fondamental était la manque de contrôle sur son propre développement et sa position marginale dans la prise de décision. Par conséquent l'accès à la gestion des ressources, à l'emploi rémunéré, à la formation technique, à la planification des programmes de développement demeurait une ambition démesurée.

Les femmes rwandaises parvenaient à se débrouiller de la sorte en dépit de:

- l'insuffisance des services de santé et de l'éducation;
- leur surcharge de travail agricole et domestique;
- l'absence de l'espacement des naissances et l'inaccessibilité des techniques de la planification familiale;
- le manque d'approvisionnement en eau et les mauvaises conditions d'hygiène du milieu;
- la précarité de la sécurité alimentaire;
- la faible implication des pères et des garçons dans les activités de soins des enfants.

Dans les différents domaines de la vie les femmes étaient confrontés à des inégalités liés à leur sexe. Les plus notables et importantes sont les **inégalités dans le domaine juridique** (discriminations dans les lois, pas d'accès aux biens familiaux, pas droit à l'héritage), **agricoles** (pas impliqué dans la gestion des terres, responsable primaire des cultures d'auto-consommation, pas un appui des services agricoles, augmentation des tâches de la femme sans qu'elle en tire profit, féminisation de la pauvreté), **institutionnel** (pas de participation au prise de décision, présentation faible aux postes politiques et administratives et quand présent notamment dans des fonctions subalternés), **enseignement** (diminution progressive de la part prise par des filles en montant l'escalier de niveau d'enseignement, mauvais qualité), **activités économiques** (faible accès au crédit, faible niveau de formation et d'esprit entrepreneurial), **alphabétisation** (plus de femmes illitrées, mauvais qualité), **formation** (pas adaptée au milieu rural, concentrée sur le chef de famille: -l'homme- et pas adaptée aux besoins de femmes, mauvais qualité).

Après 1990 une autre problème s'ajoutait. La guerre entre le gouvernement et le FPR et l'ethnisation des problèmes causaient un climat d'insécurité. Dans un tel climat la vulnérabilité de la femme augmentait encore. Elle devenait victime de violences de tous sort. Des anciens mécanismes de prévention et de solution des tensions avaient perdu beaucoup de leur valeur et de leur influence.

1.4 L'environnement institutionnel de la promotion de la femme

Pendant tous les périodes les femmes n'était que rares impliquées dans la conception et la planification des programmes et des activités. Le contrôle et la prise de décision échappait largement aux femmes. Elle n'était que peu informée sur les développements de la société. L'organisation des femmes longtemps ne dépassait pas le niveau des groupements locaux. Ces groupements étaient d'abord orientés vers la satisfaction des besoins journalières.

Les années 80

Au début et milieu des années 80 quelques ONG rwandaises fut créées, dont le Réseau des Femmes Ouvrant pour le Développement Rural est un exemple assez connu. A la fin des années 80 l'influence de la démocratisation croissante et la dégradation des services étatiques, se manifeste. On constate une expansion d'un bon nombre de groupements locaux nouveau créé. Parmi ces groupes on trouve aussi un bon nombre des groupements féminines, ainsi que des ONG rwandaises qui sont actives dans la capitale de Kigali. Il existe une certaine concertation et aussi une division des tâches. Les nouvelles organisations avaient soit un groupe cible spécifique ('les veuves', 'les femmes' 'les entrepreneurs féminines', 'les victimes du Sida') soit une tâche spécifique (l'assistance juridique, 'fournir le crédit au groupements féminines').

Une organisation de parapluie PRO FEMME/TWESE HAMWE ('travailler ensemble pour la promotion de la femme') fut fondée en 1992. Le plateforme regroupait presque toutes les ONG actives dans le domaine 'promotion de la femme'. Il était en train de se développer à une organe de coordination et d'exécution des programmes communs des différents ONG-membres.

Les tensions dans la société, liées à la guerre, à la pauvreté, à la marginalisation des jeunes, se manifestaient aussi dans le monde des ONG rwandaises. En grande majorité il s'agit des jeunes organisations, se développant dans des circonstances difficiles. L'ethnicité et une tendance de plus en plus régionaliste (le Nord contre le Sud) se manifestaient dans les organisations. Une presse extrémiste et les intérêts des partis politiques aussi jouaient un rôle important. Longtemps les organisations de la promotion de la femme ont pu échapper à cet étiquetage, comme elles travaillaient dans tout le pays et pour tous les femmes. Une fois qu'elles ont commencé à critiquer 'les jeux politiques', les conséquences de la guerre, et la culture de violence, la pression et l'intimidation pour les faire taire augmentaient.

Malgré ces derniers développements, les organisations de la promotion de la femme ont contribué beaucoup à une plus grande attention pour la situation pénible et la position faible des femmes rwandaises. Elles ont fourni une bonne documentation sur la position et la situation de la femme, y compris des analyses et recommandations. Elles ont souligné la nécessité d'intégrer la voix des femmes dans les analyses et les programmes.

Les interventions de ces ONG ont eu certainement un impact sur les activités des groupes des femmes (crédit, assistance juridique, meilleure formation et information, etc.) et les conditions de vie de leur membres. Peut-être le point le plus important à souligner est que les organisations de la promotion de la femme ont augmenté la confiance des femmes en elles-mêmes. Un tel changement est moins tangible. A la longue c'est une condition absolue pour la promotion de la position des femmes.

Le temps a été trop limité pour que les organisations de la promotion de la femme eut assez d'impact pour arrêter le drame qui se préparaient, malgré les efforts qu'elles ont déployé pour dénoncer la violence et l'abus de pouvoir. Le gouvernement soulignait l'importance de la promotion de la femme dans son discours officiel, mais en pratique il restait beaucoup de lacunes. Ce n'est qu'en 1992 qu'un ministère de la famille et de la promotion de la femme était mis en place. Ce ministère manquait d'influence pour concrétiser le discours du gouvernement et de le traduire en actions concrètes.

A partir des années 90 les organisations internationales mettaient de plus en plus le thème 'genre' sur l'agenda et on pouvait le retrouver dans leurs documents et politiques. Les pratiques n'étaient pas toujours en harmonie avec le nouvel discours, mais il est indéniable que l'attention pour une vraie amélioration de la position de la femme augmentait. Souvent les organisations internationales ont contribué à améliorer les conditions de vie. Dans la situation du Rwanda pendant ces années, il est mieux de dire qu'elles ont contribué à protéger les femmes contre les effets de la dégradation générale. Quelques ONG internationales ont joué un rôle d'appui important (sur le plan financier, humain et technique) à stimuler les organisations rwandaises de promotion de la femme de se développer.

Les contraintes des ONG rwandaises, et ainsi ceux des organisations de promotion de la femme, concernent surtout le faible niveau d'analyse et d'impact sur la société. Ils peuvent être résumé ainsi:

- des organisations nouvelles créées et avec peu d'expérience;
- jusqu'au 1990 un lien fort avec les pouvoirs publics;
- une grande présence des fonctionnaires et une mentalité fonctionnariste;
- un manque d'analyse et de réflexion, même quand ces analyses étaient faites, elles n'étaient pas discutées avec la base de l'organisation;
- un faible lien avec la grande masse, une partie des organisations était trop concentré à Kigali, la capitale;
- une forte dépendance des bailleurs de fonds (au niveau des finances, mais aussi sur le plan analytique, methodologique, priorités et groupes cibles);
- une dégradation des conditions de vie en général, qui pressait les organisations de répondre directement aux besoins à court terme des groupes cibles;
- trop peu de spécificité, beaucoup d'ONG intervenaient dans plusieurs domaines et éparpiaient leurs efforts et energies;
- la faible marge de s'exprimer librement;
- l'exclusion des ONG-rwandaises par la communauté internationale aux structures de concertation et de coordination;
- un manque de collaboration et de concertation entre les ONG rwandaises et le manque d'une politique et d'une stratégie concertées pour contrecarrer la violence.

Les urgences de la société, comme les droits de l'homme, la famine, l'aide d'urgence et humanitaires et les développements politiques, étaient souvent perçu comme des priorités majeures. En théorie les intervenants dans le domaine de développement s'exprimaient en faveur de la promotion de la femme. En pratique d'autres priorités recevaient toute l'attention. Les organisations de la promotion de la femme n'ont que tres peu eu d'impact dans le domaine d'information, de mobilisation et d'organisation de la grande masse des femmes. Bienque les organisations internationales soient beaucoup mieux équipés (en ressources humaines et financiers) elles aussi ne réussissaient pas à d'avoir plus d'influence et d'impact sur les forces négatifs dans la société rwandaise.

2. LA GUERRE CIVILE ET LE GENOCIDE - LE PERIODE D'AVRIL AU JUILLET 1994

2.1 Les origines et les causes du génocide

Beaucoup est déjà écrit sur les origines et les causes de la guerre civile et du génocide au Rwanda. Plusieurs éléments ont été touchés dans le premier chapitre, mais il est utile de rappeler plusieurs faits qui ont contribué à que le drame rwandais prenait des proportions inhumaines.

Origines historiques

Dans l'ère précoloniale il existait un royaume, avec un caractère féodal et dominé par des tutsi. La société connaît des problèmes socio-politiques et des conflits. La distinction tutsi-hutu, n'était pas si austère, comme des analyses d'aujourd'hui le décrivent. Cette distinction avait un caractère ethnique, déterminée par la descendance: l'ethnie des parents et un caractère socio-économique, lié au statut social. Des personnes pouvait changer de groupe hutu-tutsi par mariage et par monter de statut socio-économique, notamment par la possession de grand bétail. Dans le Nord du Pays on trouvait des régions où des chefs hutu régnaient et où le système féodal n'était pas basé sur la vache, comme dans le royaume, mais sur la terre.

Le système politico-administratif du colonisateur, ensemble avec le structure de l'église catholique, ont créé des caricatures de la distinction hutu-tutsi. Ils ont favorisé systématiquement les tutsi par le système d "indirect rule" et des théories racistes et ainsi aggravé et institutionnalisé l' "ethnisme". Dans les années 50 le colonisateur belge et l'église ont changé soudain du camp et ont appuyé les revendications de la 'majorité hutu' de changement. Pendant le période '59 - '65 des violences 'ethniques' ont résulté en l'indépendance, l'instauration d'un république et la chasse d'une partie de la population, notamment des tutsi, à l'étranger. Le pays a dû se reconstruire et se développer dans des circonstances difficiles. Les tensions régionalistes (Nord-Sud) ont culminé dans une autre lutte de pouvoir en 1973, pendant laquelle les politiciens ont utilisé et cultivé les tensions 'ethniques' pour leur propre profit. Le Nord a pu prendre le dessus et Habyarimana a instauré la deuxième République, de laquelle il est devenu Président.

Le caractère dictatorial de l'élite au pouvoir

La crise économique a rendu plus claire le caractère dictatorial de l'élite au pouvoir. La diminution des revenus et des ressources mettait en péril le bien-être de l'élite, qui contestait carement de partager ses privilèges et qui était déterminée de rester au pouvoir. Elle utilisait plusieurs stratégies:

- l'illusion de régner au nom de la 'majorité hutu'. Les acquits de la révolution sociale étaient toujours mise en avant l'élite au pouvoir;
- l'institutionnalisation d'une culture 'ethnique et régionaliste'. Entre autre à travers l'introduction de mention 'ethnique' dans les pièces d'identité et un système de quota pour régler l'accès à l'enseignement et l'emploi;
- le maintien de l'image que le Rwanda se développait positivement et ceci

grâce à Habyarimana. Tout était fait pour que les bailleurs et la population aient l'impression que les développements positifs d'avant 1985 continuaient sans problèmes ;

- le maintien et la création d'un système d'oppression. Premièrement par une armée, constituée essentiellement des hutu du Nord, et plutard par la création des milices, lié aux parti-politiques, utilisé comme moyen d'intimidation et finalement comme instrument dans le génocide;
- le lavage des cerveaux de la population. D'abord par l'animation populaire et obligatoire du parti-unique, plutard par la presse extrémiste, notamment le Radio (privé) du Radio et Télévision Libre des Milles collines (RTLTM).

Pendant les années 90 le tactique du régime était de créer un climat de violence: des obus jetés dans des bars et des gares de taxi, des milices intervenants pour des razzia et pendant des manifestations, des assassinats plus ou moins ouverts, des troubles dans des communes et des villes; tout pour créer la peur et l'incertitude. A ce but le terreur n'était pas randomisé, mais accompagné des attaques bien définies: opposants politiques et leaders locaux, groupes liés aux Tutsi (p.e. Bagogwe), régions particuliers (p.e. Bugesera) et le torture, l'humiliation, des exécutions, des assassinats devant des membres de familles devenaient routine.

Les circonstances socio-économico-politiques

Les circonstances pénibles du pays étaient des sources faciles à exploiter pour préparer 'une solution finale' : le génocide de toute une peuple. Les circonstances dont les extrémistes ont pu profiter sont (entre autres:). Une marginalisation des jeunes sur le plan social, économique et politique. Elle ne les rendait pas seulement plus vulnérables, mais aussi plus manipulables. La jeunesse devenait de plus en plus facile à manipuler en le promettant des richesses (le butin des violences, les terres des assassinés). Ensuite, la guerre avec le FPR, a été exploité pour renforcer l'image de "l'ennemi tutsi" qui voulait réinstaller le royaume-tutsi. En plus, la faible participation de la population dans la prise de décision a contribué à l'exclusion d'une grande partie de la population; le système de gouvernance était très centralisé et hiérarchisé et décourageait une réflexion et une participation par la population dans le processus de développement. Et aussi la grande dépendance (financière) de l'extérieur, avait devenu une source des revenus pour l'élite politique et ainsi un outil de manipulation.

Le rôle ambigu de la communauté internationale est aussi à souligner. Plusieurs pays, notamment la France, étaient complices (à leur propre profit) d'un armement progressif de la région. La communauté internationale, à part de quelques incidents, s'est tûe. Confrontée avec des violations des droits de l'homme de plus en plus ouvertes et planifiée systématiquement ses efforts étaient faibles et sans impact réel.

Elle a joué un double rôle dans la démocratisation en insistant sur l'introduction d'un système multi-partiste, mais sans y fournir un accompagnement approprié. Elle s'est faite utiliser comme décor justificatif du théâtre de Habyarimana, qui revenait chaque fois sur les accords et n'a montré aucun effort de les mettre en pratique. Les services de renseignement français et belges étaient au courant en détail des préparations et du plan génocidaire, mais apparemment il y avait d'autres intérêts que d'arrêter un génocide.

2.2 La guerre et le génocide : le période d'avril au juillet 1994

L'assassinat du président Habyarimana et son collègue burundais était le signe de mettre en opération le génocide. Les massacres ont eu lieu dans les préfectures qui jusqu'à ce moment n'avaient rien à avoir avec la guerre. Les morts tombaient des deux 'ethnies', parce que ce n'était pas uniquement la descendance qui déterminait si quelqu'un se trouvait en danger, mais aussi sa position politique. Surtout pendant les premières semaines le garde présidentiel s'occupait d'éliminer les forces démocratiques.

Les étrangers furent vite évacués de Rwanda et aussi le Conseil de Sécurité diminuait fortement le nombre des militaires du Minuar. L'assassinat sauvage des 10 casques bleus belges et le retrait consécutif des Belges du Minuar était une raison. En général la communauté internationale excellait en silence et en incapacité de réagir. Quelques pays, notamment la France, continuait d'appuyer le gouvernement intérimaire dans tous les manières possibles.

Le gouvernement intérimaire, proclamée les jours après, assurait qu'il pourrait arrêter les massacres, si le FPR arrête la guerre. Mais le FPR qui avait repris l'offensif militaire n'avait plus l'intention de s'arrêter pour négocier. Il voulait chasser les auteurs et les concepteurs du génocide. Le Radio RTLM encourageait les milices et la population d'exterminer les tutsi et leurs alliés. Les violences et massacres se multipliait très vite dans tous les préfectures.

Le FPR très vite réussissait de contrôler le Nord et l'Est du pays. Fin avril environ 250.000 de Rwandais fuiaient vers le Tanzanie, ils avaient peur du FPR. Les combats continuaient dans le reste du pays. Dans la capitale de Kigali le combat militaire était dur et la majorité de la population fuyait. Les massacres continuaient dans la plus grande partie du pays, dans les villes et les communes il n'y avait aucun refuge: les hopitaux, les églises et les stades devenaient des tombeaux de masse, toujours par des milices, appuyés des polices, des parties de l'armée et des autorités. Le FPR gagnait la capitale Kigali vers fin mai. La ville de Gitarama tombait mi juin. Le gouvernement intérimaire (hutu) était déjà parti vers le Zaïre.

La France préparait une intervention à caractère 'humanitaire'. Elle nécessitait un accord du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le 23 juin cette opération intitulée 'Opération Turquoise' commençait. Cette opération était fortement contestée par le FPR. Le Front avait des douts sur les objectifs, vu le rôle historique de la France, favorisant l'entourage du Président Habyarimana.

Les Nations Unies envoyait un rapporteur spécial avec une mission d'investiger les violations des droits de l'homme. Le rapporteur déposait son rapport le 28 juin. Dans les conclusions il constate qu'un génocide a eu lieu. Ce fait avait été nié pendant les premiers mois de la guerre, nié aussi bien par les Nations Unies que par les pays du Conseil de Sécurité.

Suite à l'avance du FPR et une perte de terrain pour les militaires de Forces Armées Rwandaises (FAR), les extrémistes commençait à conseiller la population de fuire. Le

radio RTLM a joué un rôle clé dans le processus d'exciter la colère de foule et à la fuite massive. Environ 2 million Rwandais ont fui à l'extérieur (le Zaïre). Des militaires, des milices, des civils responsables pour des milliers de morts se dissimulaient parmi des hommes et des femmes innocents, en fuite pour échapper à le combat militaire et les tueries.

Bienque l'installation d'un gouvernement d'unité national vers mi-juillet théoriquement mette fin à la guerre, des attaques se continuait. En plus 'L'opération Turquoise' continuait et les forces francophone était remplacés par une Mission des Nations Unies pour le Rwanda II (MINUAR II).

Les 2 million des réfugiés Rwandais qui étaient fuites en Tanzanie et au Zaïre provoquait une mobilisation massive et impressionante de l'aide humanitaire. L'assistance humanitaire au Rwanda même d'une population déprivée de tous moyens et traumatisée commençait seulement des semaines après la fin des combats et à moindre échelle.

Les organisations rwandaises non-gouvernementales n'étaient pas en mesure de répondre à les tueries, les besoins des réfugiés et des déplacés. Pendant les mois d'avril, de mai et de juin les tueries par les milices et le combat militaire, surtout à Kigali, bloquaient tout action - humanitaire, politique, diplomatique. Les membres individuels des organisations étaient morts, blessés, dispersés, en fuite, etc. A Gitarama et à Byumba des initiatives pour l'aide humanitaire créées par et avec des moyens rwandais se montraient après les premières mois sanglants.

Les expatriés (diplomats, assistants techniques, privés, autres) se sont retirées directement en mois d'avril. Par conséquence seulement peu des organisations nationales sont restées avec un représentant. Seulement peu d'organisations humanitaires (le CICR/Croix Rouge et les Médecins sans Frontières) restaient dans le pays. L'attention massive des organisations humanitaires envers les réfugiés à l'extérieur et l'absence d'une assistance humanitaire dans le pays même durant les mois des tueries et combats a été reçu par les Rwandais rescapés avec un goût amer.

2.3. Le rôle des femmes dans les violences.

Le rôle de la femme concernant la violence a toujours compris plusieurs aspects et a changé dans le temps.

Traditionnellement la femme était la mediatrice, la figure de proue de la tolerance et de résolution des conflits. Pendant le periode colonial la visabilité publique et l'influence de la femme ont diminué. Elle était surtout la victime des violences pendant l'instauration de la République et elle ne jouait pas un rôle actif pendant cette période. Cela a changé pendant les violences de 1973, où les femmes ont participé dans la préparation et l'exécution des violences, notamment en indiquant les victimes et en faisant des listes des personnes à expulser et à éliminer.

La répartition des tâches entre les hommes et les femmes a changé dans un sens desavantageux pour la femme. Le changement du système agricole, où le defrichage

et le labour sont disparu à cause de l'occupation permanente des terres, a diminué le tâche traditionnel de l'homme (defrichage et labour) et augmenté celui de la femme, responsable maintenant de la préparation, l'entretien et la récolte. Entre temps l'homme s'est accaparé des cultures rémunératrices (bananes et café) et la femme des cultures d'auto-consommation. Par conséquence l'homme bénéficiait d'appui (crédit, vulgarisation, intrants), tandis que la femme devrait se débrouiller et devenait de plus en plus responsable pour l'approvisionnement de la nourriture. Ses revenus servaient principalement au ménage (soins médicaux, habillements, scolarité). Le morcellement des terres marginalisait la femme d'avantage. L'homme décidait de l'attribution des terres et réservait les meilleures terres pour ses propres cultures. De plus en plus il refusait de diminuer son partie en faveur des terres des cultures d'auto-consommation. La pauvreté et la crise économique forçait l'homme d'étendre plutôt ses cultures afin de maintenir ses revenus. La femme était forcé de produire plus sur moins de terre et - suite à la pauvreté généralisée - avec moins des moyens. La partie de la production vendue, diminuait et se vendait moins chère. Par manque de perspectives sur des petits superficies une partie des jeunes et les hommes a parcouru à l'exode rurale et a laissé la responsabilité de menage et des enfants à la femme.

La marginalisation des femmes se montrait à plusieurs niveaux et dans les différents domaines : sur le plan économique (une pauvreté agrandissante), socio-culturelle (surcharge de travail et l'isolation sociale, faible représentation dans l'éducation), politique (l'exclusion des femmes des organes politiques). Nous voulons maintenant éclaircir plus sur la participation politique des femmes en relation de celle des hommes.

La participation publique des femmes dans la prise de décision était faible. En général moins de 10 % des postes était occupé par des femmes. Bienque la femme participe à tous les niveaux et parmi tous les groupes et partis, le nombre était beaucoup plus réduit que celui des hommes. Ces femmes fonctionnaient dans les différents systèmes, mais il n'y avait que très peu qui agissaient à partir d'une analyse 'genre'. Aussi au niveau politique les politiciens féminines manquaient une vision claire vis-à-vis la position marginale des femmes. Elles n'avaient ni de lien avec la base, ni avec les ONG des femmes. Elles étaient des exécutrices d'un système fonctionnant au fond au détriment de la femme.

Le mouvement politique de la femme n'était pas fort, ce qui se montrait par une information, une mobilisation et une organisation faible de la femme. L'approche 'genre' n'était pas partagée avec la majorité des femmes. Il y avait des actions individuelles pour montrer et dénoncer la violence en générale et la marginalisation de la femme en particulier. Des actions bien préparées et concertée et massive à défendre la paix ou pour souligner l'importance d'améliorer la position de la femme manquaient. Les organisations de la promotion de la femme n'étaient pas capables de surmonter leurs différences et leurs intérêts spécifiques et individuels. Elles dépendaient trop du gouvernement et des bailleurs de fonds. Comme tous les intellectuels dans les années 90 aussi les femmes intellectuelles montraient souvent d'une attitude trop fonctionnairistes et confiantes envers les parties politiques, nouvelles créées en 1990 et 1991.

Deux aspects du génocide sont à souligner pour que on puisse mieux comprendre le rôle que ont joué les femmes et les hommes dedans. D'abord c'est la stratégie d'impliquer toute la population dans les tueries et deuxièmement son caractère 'sexiste'.

Les massacres n'auraient pas eu autant de victimes si les assassins n'avaient pas la stratégie d'impliquer toute la population - hommes, femmes et même des enfants. Si tout le monde aurait des mains sales, il ne resterait personne pour contester le pouvoir. L'implication des femmes, d'une manière directe ou indirecte, était cherchée par les auteurs du génocide.

Le caractère 'sexiste' du génocide est lié au faible statut de la femme et à la soif d'accapuration. La mobilisation et la participation de la population dans le génocide était partiellement basée sur le manque des ressources et la pauvreté au niveau de menages. 'La promesse' de recevoir le butin des massacres - les biens et surtout les terres - était une motivation de participer au tueries et pillages. Le même s'applique pour les milices (des jeunes organisés dans des groupes para-militaires), créés bien avant 1994. Comme la femme n'avait pas droit aux biens familiaux, il était, avant tout, important de tuer l'homme, pour s'accaparer des biens et des terres. Dans la même logique, les femmes sont aperçu comme 'un bien'. Les hommes la s'accaparaient ensemble avec les animaux et les autres biens de l'homme tué. En plus dans la logique du génocide la descendance maternelle n'était pas importante. C'est à dire que les milices tuaient toute le monde dont le père était tutsi. L'ethnie de la mère ne comptait pas. Quand elle était hutu, se mariée avec un tutsi, elle était souvent considérée comme complice : on le tuait et/ou violait.

Des femmes ont joué tous les rôles possibles dans le génocide, mais trois sont soulignés ici: la femme participante, la femme resistente et la femme victime.

La femme participante.

L'organisation African Rights en 1995 a publié le livre "Ruanda, not so innocent. When women become killers" (Londre, 1995) avec des temoignages sur le rôle des femmes. Le livre montre (entre autres) que des femmes ont activement participé dans le génocide : à tous les niveaux et dans tous les phases. Leur participation va de celle de la femme de Habyarimana, l'araignée dans sa toile de génocide, des ministres féminins exécutant le plan génocidair, des femmes organisant et dirigeant les milices, des femmes poussant leurs maris de tuer, des femmes indiquant où trouver les personnes cherchées, des femmes tueurs, etc. Il n'y a pas un métier à exclure, même des infirmières et des soeurs étaient des complices du génocide. A travers tous ces temoignages il parait que, aussi dans le génocide, il y avait une repartitions des tâches entre les hommes et les femmes. Au niveau de la conception du génocide il n'y a que quelques femmes qui ont participé, dont la femme de Habyarimana est la plus prominente. Ces femmes représentent le système dictatorial et ne representent, ni pretendre de représenter la femme rwandaise. Quelques femmes jouaient le rôle de dirigeante des milices.

Sans vouloir nier, ni minimaliser la participation des femmes dans les violences, il est à constater que le nombre de femmes participantes dans les tueries reste faible. Courir après des fuyards, monter des barricades, brûler les refuges et tuer les gens étaient les tâches des hommes. Les femmes étaient particulièrement actives dans la préparation des listes, indiquer les victimes (cachés dans les refuges et le contrôle des pièces d'identité) et dans les pillages. Ce dernier concernait les maisons et les biens des (presques) morts, y compris les habits et sont motivés principalement par le soif d'accapuration par la pauvreté générale. Le tâche le plus macabre dont les femmes participaient était de tuer les bébés, les petits enfants et quelques fois les blessés. Motiver les femmes de le faire cadre avec la stratégie d'implication et de culpabilisation de toute la population.

Il y avait aussi des femmes militaires, qui ont participé aux combats (des FAR et du FPR), aussi dans le commandement. Parmi ces femmes militaires il y en a qui ont commis des violences directement dirigées vers la population. Des autres ont essayé de limiter ces violences et d'orienter les militaires sur la tâche de protéger la population et de se concentrer sur le combat militaire.

La femme résistante.

Le rôle de la femme qui a résisté aux violences est très peu documenté. Ce qui est dommage et a recommandé à des institutions qui actuellement vont des recherches sur les faits du génocide. Néanmoins il existe des témoignages parlant des femmes qui ont résisté - d'une manière ou une autre. Par exemple des témoignages sur des femmes qui ont refusé de tuer, qui ont caché et fait échapper des cherchés. Et des femmes qui ont négocié pour épargner la vie d'une ou plusieurs personnes. Il y avait certainement des cas des femmes résistantes qui, comme conséquence, ont payé avec leur propre vie.

Ensuite on note un nombre de femmes qui ont résisté et qui ont essayé de minimiser les effets dans une situation très pénible. Elles ont caché des personnes cherchées. Elles ont soigné les blessés et elles ont amené la nourriture pour eux. Elles se sont occupées des enfants non-accompagnés en sachant leur identité, elles ont dirigé les tueurs dans des mauvaises directions, souvent en sachant qu'elles-mêmes souffriraient - une fois attrapée. Ces femmes sont les vraies héroes. Il est âpre de constater qu'elles sont actuellement méprisées comme "des épouses des tueurs", sans reconnaissance de leur rôle réel. Le rôle des femmes résistantes, ainsi que celui des hommes, mérite beaucoup plus d'attention qu'actuellement donner. Cet attention est importante pour équilibrer l'image fautive créée.

La femme victime.

Comme mentionné plus haut, l'homme était le premier visé et aussi l'acteur le plus actif dans les tueries. La femme était moins visible et il est clair que plus des femmes ont survécu le drame. Ce n'est pas une survie digne, mais pleine d'humiliation morale, physique, sociale, économique et psychologique.

La femme en générale est victime du drame par son incapacité d'éviter et d'arrêter le drame à cause de son manque de pouvoir et sa marginalisation économique, socio-culturelle et politique. Même les femmes qui ont fait tout possible dans la situation

où elles se trouvaient, au risque de leur propre vie, se sentent incapables, incompétentes et impuissantes. Ce contraindre psychologique reste difficile à surmonter.

La mère, la femme et la fille en voyant l'homme perpétrer des crimes se rendaient compte de son incapacité et de sa responsabilité d'avoir été éduqué, marié ou être né d'un criminel. Elles étaient impuissantes et ne pouvaient pas l'arrêter ou elles étaient des coupables en ne pas agissant. Maintenant il faudra vivre avec cette responsabilité.

Le caractère "sexiste" du génocide explique pourquoi un grand nombre de femmes ont vu et/ou entendu son mari et ses enfants massacrer des autres. Ou elles ont appris ces nouvelles après. Elles ont survécu, en perdant des êtres-chers (par exemple parce que l'homme a fui, a été pris et mis en prison, etc.). Ceci n'est pas fondamentalement différent de l'homme survivant, mais le nombre des femmes survivantes est beaucoup plus élevé.

Plusieurs femmes, ainsi que des hommes, pour raison de sauver leur propre vie, ont dû tuer d'autres personnes. C'était une manière de montrer aux milices leur 'volonté' et leur 'participation' "à la solution finale", le génocide de toute une ethnie. Forcé par les circonstances plusieurs ont dû faire des choix comparables à "Sophie's choice": choisir pour la mort d'un enfant pour sauver la vie d'un autre. Dans ce livre les conséquences dramatiques sont décrites aussi

En plus les femmes étaient des victimes de violences liées à leur sexe. Le viol était une arme fréquemment utilisée dans la guerre et dans le génocide au Rwanda. Les rapports initiaux sur les violations des droits de l'homme commises par des militaires montrent que le FPR avait, totalement contraire aux FAR, adopté un code de punition des militaires qui abusaient des civils. Il y a des preuves que le viol était puni avec l'exécution du militaire impliqué.

La plupart des viols ont eu lieu parmi la population civile. Beaucoup de femmes (des sœurs, des épouses, des filles des hommes tutsis et aussi des opposants politiques) ont survécu le génocide en payant par l'abduction et le viol de leurs capteurs. Des femmes et filles enseignées, intellectuelles étaient les premières visées. Beaucoup de ces femmes ont été exécutées ensuite. Le viol, était un instrument 'par excellence' pour humilier la communauté tutsi et les opposants politiques. Il comprenait le viol des petites filles et des vieilles femmes, la torture, le viol de groupe et l'esclavage sexuelle. Les premières recherches estiment que la moitié des femmes survivantes du drame à la capitale Kigali sont des victimes de viol. Les femmes tutsi, les femmes connues pour leur critique ouverte au régime et les hommes mariés aux femmes tutsi étaient les plus vulnérables. Les hommes les prenaient comme ils voulaient et les vendaient même entre eux. En fait elles étaient des esclaves sexuelles. Comme avec les tueries, le fait de connaître les auteurs est plus traumatisant pour les survivants.

Contrairement au constat qu'il existait bien avant avril 1994 des listes avec les noms des personnes à tuer, il paraît que les violations des filles et des femmes sont organisées 'spontanément'. Néanmoins, il est à souligner que les incitations bien préparées de tuer les tutsis, de les humilier, de prendre leur biens et de profaner les églises où ils avaient fui avaient une implication claire: de violer les femmes.

3. LA RECONSTRUCTION ET LA REHABILITATION - PERIODE APRES JUILLET 1994

3.1 La situation générale.

Le période d'après juillet 1994 est caractérisé par des contraintes multiples. Nous pouvons citer les contraintes suivantes.

Les deux million réfugiés à l'extérieur du pays

Environ deux million personnes ont fuit le pays, sous pression de la manipulation du RTLM et la pression physique des milices et des militaires. L'invasion massive des réfugiés en Tanzanie et au Zaïre a créé un point de focalisation de l'aide internationale. Ces organismes se rendaient mal compte des implications que parmi les fuyards il y avait beaucoup des coupables au génocide. Très vite les éléments extrémistes se sont accaparés des mécanismes de distribution de l'aide. L'aide humanitaire internationale s'est concentrée sur les réfugiés, sans se rendre compte qu'au Rwanda il y avait au moins le double des personnes qui se trouvaient dans des circonstances peu favorables de celles des réfugiés. Confrontée à des situations d'insécurité la communauté de l'aide humanitaire commençait de se demander dans quelle ruge elle s'est mise. Le risque d'être accusé par le Tribunal International peut presser les responsables du génocide à l'extrême de sacrifié encore des milliers des personnes pour qu'ils puissent regagner le pouvoir afin d'échapper à ce jugement.

Un gouvernement nouveau installé et une aide internationale mal coordonnée

En moi de juillet un nouveau gouvernement est formé par des représentants du FPR ainsi que des autres partis politiques. L'administration doit être installée tout à niveau et rencontre des problèmes de toute sorte. Les contacts avec la communauté internationale se nouent petit à petit et deviennent de plus en plus concrètes dans l'aide accordée. Elle reste bien inférieure aux besoins du pays et aux attentes de la population. Un table ronde des bailleurs de fonds est organisé en janvier 1995. Le gouvernement peut compter sur des 'promesses' qui couvrent environ trois quart des moyens financiers nécessaires pour la reconstruction du pays en 1995. Une évaluation mi-terme montre que ces promesses ne sont remplies que partiellement.

Les massacres commis par des militaires - qui forment actuellement "l'armée nationale", l'ancien armée du FPR - à Kibeho (des réfugiés internes, qui sont fuits aux camps dans la préfecture de Gikongoro) on pour conséquence l'arrêt immédiat de l'aide dans le cadre de la reconstruction. Il y a une présence prépondérante des ONG internationales humanitaires dans le pays vers la fin de l'année. Il n'a pas une coordination, l'aide est mal structurée et pas basée sur une analyse profonde de la situation rwandaise.

Un tribunal pour le Rwanda : une déception de plus

Un Tribunal International pour le Rwanda, avec le mandat d'examiner tous les violations des droits de l'homme pendant l'année 1994 fut instauré en octobre 1994. La commission africaine des Nations Unies constatait dans son rapport en décembre 1994 qu'il y avait plein d'evidence qu'il s'agissait d'un génocide au Rwanda, perpetré par certains éléments du l'ancien régime, mais il a mis en evidence aussi que

le FPR a commis des violations de droits de l'homme. Les premières accusations du Tribunal International sont délivrés seulement en décembre 1995.

Une desintégration sociale

Le pays connaît actuellement des grandes groupes vulnérables. On note des rescapés, des femmes seules responsables du ménage, des orphelins, des enfants traumatisés, des réfugiés, des rapatriés, des femmes violées, des femmes des prisonniers accusés d'avoir participé au génocide, des jeunes militaires retournant dans la société civile. La destruction du tissu social pose des problèmes parce que les anciens mécanismes de solidarité sont détruits et toute un système des nouveaux mécanismes devront être construits.

L'impunité et l'insécurité

Le système juridique ne fonctionne que très peu. L'absence amène d'un côté à un sentiment d'abandon et d'injustice et à l'autre côté stimule l'abus pour des profits personnels. Beaucoup dépends des compétences des autorités locales, soit des liens avec eux. Par conséquent la protection des droits fondamentaux et des libertés individuels ne sont pas encore assurés.

Les dégats matériels et l'économie en ruine profoque une situation de pauvreté généralisée. La situation nutritionnelle reste très précaire et la majorité de la population dépende sur l'aide venant de l'extérieur. La pauvreté se fait sentir notamment dans les familles où la femme est chef de ménage (40 à 60 % des ménages). Malgré cela les activités économiques reprennent petit à petit.

Les faiblesses institutionnelles se font sentir sur tous les niveaux

En général il y a un manque en ressources humains (en qualité et en quantité), en moyens (financiers et techniques) et en capacités d'organisation et de management. Un système des services publics se met en place, ce qui est, vu les circonstances, une prestation appréciable du gouvernement et les fonctionnaires. Il reste beaucoup de lacunes et de défis à surmonter.

Les conséquences socio-psychologiques

C'est le point le plus difficile à saisir comme il s'agit des processus à l'intérieur des têtes de la population. Les tensions entre les différents groupes sociaux sont difficiles à saisir dans toute leurs manifestations. Il y a une évolution positive à signaler, mais les traumatismes touchent presque tous les Rwandais et les conséquences à long terme sont imprévisibles.

L'insécurité et par consequence la présence prépondérante des militaires

Des attaques des extrémistes venant de l'extérieur, ainsi que de l'intérieur est partiellement la justification de la présence des militaires dans tout le territoire du pays. En plus les autorités et les services civils (police) ne sont pas encore suffisamment formés et entretemps les militaires assurent le fonctionnement. Les cas connus où les militaires ont pris des représailles contre la population et où ils ont perpétré des violations, créent un climat de peur. Souvent la peur est renforcé par des rumeurs et des informations manipulées. Il est difficile de s'opposer aux militaires et ils ont une position plus ou moins intouchable pour le civil.

3.2. La position de la femme.

La guerre, en dérobant des ressources masculines et en détruisant les mécanismes sociaux et économiques, a créé une pression lourde sur les rôles des femmes comme fournisseuse de nourriture et d'appui émotionnel et physique aux enfants et âgées. Elles deviennent encore plus vulnérables quand elles fuient avec leurs familles et deviennent réfugiées. La femme a subi toutes sortes de violences et le système traditionnel actuel confine la femme dans un statut social inférieur. La législation moderne ne l'a pas réhabilitée. Elle a finalement ramassé tous les "pots cassés" et les conséquences néfastes pèsent toujours sur elles: le poids des orphelins, le poids de son rôle nourricier dans un contexte de pauvreté et de dénouement. En plus tant des femmes sont prises en otage social par leurs maris ou prises en otage par des milices dans les camps des réfugiés.

Actuellement plus de 70 % de la population rwandaise est constituée par des femmes. Elles ont dû se débrouiller en situation où les infrastructures ne fonctionnaient plus. Elles ont dû prendre en charge les malades, les enfants dont de nombreux orphelins et blessés, et étaient obligées de faire le ménage et la cuisine dans des circonstances extrêmement dures, etc. Dans 40 à 60 % des ménages il y a une femme en tant que chef de ménage. Elles restent toujours limitées par des obstacles socio-culturels. L'obstacle le plus déterminant est le nonaccès à la terre (pas de droits d'héritage et de propriété des biens familiaux). On peut ajouter un faible accès et un contrôle relatif à l'information, au crédit, à l'formation et à autres facteurs de production. Leur situation a été accentuée par des obstacles particuliers liés à la guerre et au génocide. Par exemple le viol était un instrument pendant le génocide. Après la guerre les femmes retournées ne sont pas reconnues comme des propriétaires des biens familiaux et leurs maisons et terres ont été facilement accaparées par d'autres (des membres de leurs belle-familles, nouveaux installés, autorités, militaires).

L'insécurité et la menace d'accapuration des biens pèsent lourd sur la femme et l'empêche d'investir. La position faible des femmes les rendent quelques fois impossible de revendiquer ses biens familiaux, notamment quand les occupants sont des militaires ou des autorités. Le risque d'être accusé de complicité au génocide s'y ajoute. En plus le manque de services adéquats (santé, appui crédit et activités économiques, appui socio-psychologique), le manque d'accès aux moyens de productions et la marginalisation de la femme dans la prise de décision et la conception des programmes forment des handicaps. Un autre obstacle est le non-reconnaissance du rôle de la femme et l'implémentation des solutions 'traditionnels', qui ne tiennent pas compte des aspects 'genre', par le gouvernement ainsi que la communauté internationale.

Les femmes se concentrent sur la survie journalière et les soins des enfants, y inclus des orphelins. Elles s'organisent pour des activités économiques dans des groupements et groupes de 5 à 50 personnes, de composition variée. Cette nouvelle dynamique s'inspire premièrement dans le souci de survie. Avoir de quoi à manger pour soi-même et sa famille force les femmes dans des activités, qui était avant la guerre plutôt le domaine des hommes ou dans des nouvelles activités.

La présence des femmes dans l'administration reste faible, seulement quelques bourgmestres sur les 150 en total, 6 déléguées sur 70 et 2 ministres sur 17. Néanmoins il y a aussi des tendances positives à signaler: le bourgmestre de la capitale Kigali est une femme, il y a 7 Sous-Préfets féminins et plus de femmes comme avant sur le poste de directeur ou chef de cabinet dans des ministères.

Les blocages qui demandent une attention particulière sont les suivants :

Les traumatismes de toute une population : les enfants, des jeunes, les adultes, les vieillards. Ce fait restera un défi pour encore longtemps. Les effets psychosociaux des événements sur les enfants marqueront toute une génération. La femme, souvent elle-même traumatisée, joue un rôle très important à surmonter les traumatismes. Elles sont toujours les éducatrices et fournisseuses de l'appui moral et psychologique aux enfants. Il est important de chercher et de stimuler des mécanismes d'entraide et d'auto-guérison au niveau de la famille, de la communauté et de la société dans le traitement des traumatismes.

Le viol était un arme de guerre pendant la guerre et le génocide. Les femmes victimes se trouvent dans une situation psychologique difficile. Elles sont aussi confrontées aux jugements sociaux qui rendent leur vie encore plus difficile. En fait elles sont des doubles victimes, d'abord par le viol même et puis par la méprise de la société. La communauté tutsi vivante au Rwanda est déjà fortement diminuée. Les survivants, notamment les femmes, souffrent en plus de l'humiliation de viol. Des mécanismes devrait être trouvé pour appuyer les victimes, et afin d'éviter leur exclusion de la société.

Dans les camps de réfugiés le viol semble de continuer et il est important d'abord de l'arrêter. L'accompagnement des victimes est une autre priorité.

Le SIDA risque d'emporter les potentiels du pays. Le viol, la dégradation des valeurs, la prostitution, la promiscuité et les relations sexuelles liés à la recherche de 'protection' par des femmes (qui est aussi un forme de prostitution) contribuent à une forte propagation du SIDA. Il n'y a pas encore des chiffres très valables, mais les indications sont inquiétantes.

Les réfugiées se trouvent dans un double menace. D'un côté, les femmes vivent dans une même situation que des réfugiés masculins. Cela implique une plus grande vulnérabilité, peu de perspectives de construire un base structurel de vivre et une grande dépendance des aides. D'autre côté elles souffrent des conséquences liés à son sexe: les responsabilités pour les enfants et les âgées - dans des circonstances difficiles - et des violences sexuelles commises par des autres réfugiés et des fonctionnaires des camps.

Des solutions adéquates ne sont pas possibles quand la femme n'est pas impliquée dans tous les stades de la conception jusqu'au implémentation et évaluation des programmes et projets. Maintenant elles restent marginalisées et par conséquence les activités manqueront d'efficacité.

3.3 Les organisations de la promotion de la femme

Ce chapitre met l'accent sur les organisations de la femme actuellement actives dans le pays et sur la mobilisation des femmes pour la paix.

Les organisations de la femme

Les organisations de la promotion de la femme au niveau national et qui existent depuis longtemps, se sont rétablies. Dans la première phase les activités étaient concentrées autour : retrouver les membres, créer des structures intermédiaires et organiser le financement et les moyens. Les activités envers le groupe cible étaient concentrées autour des urgences de toute sorte. L'urgence a pris l'avant, ce qui se montre dans les activités formulées: les programmes d'urgence et les structures intermédiaires. On note une évolution énorme dans les organisations. Il y a un an, on n'était pas capable de faire des compte-rendus des réunions, maintenant les structures sont mises en place et les organisations fonctionnent. La programmation et la planification à moyen terme commencent, mais se heurtent aux faiblesses institutionnelles (le manque de moyens, manque de programmation à long terme et la liaison non-définie entre mission de l'organisation et la situation d'urgence) et le manque de ressources humaines formées et expérimentées. La nécessité de coordination, d'échange, d'information et d'appui mutuel se fait sentir. La coordination parmi les différentes organisations est démarrée d'une manière hésitante. Sous la superficie on note quelquefois une certaine concurrence entre les organisations et une reticence légère entre les organisations nouvelles créées et les organisations créées avant la guerre. La concentration sur les urgences limite encore la lutte pour des changements fondamentaux. L'accent est souvent mis sur la nourriture, l'abris, les services de santé. Les organisations de la promotion de la femme sont des rares organisations qui touchent vraiment la femme rurale. L'urgence des besoins des femmes dans tous les domaines, la situation difficile des membres, les difficultés de communication et la peine d'avoir des financements empêchent que les potentiels soient pleinement développés. La situation a obligé les organisations de nouer des liens plus intenses avec la base, notamment les femmes rurales. Les activités des organisations touchent entre autre l'éducation des droits, la stimulation des activités économiques à travers l'organisation et le crédit, l'assistance psycho-social, l'éducation populaire et l'organisation des groupes particuliers. En mettant plus d'attention sur la participation de la femme à la prise de décision, l'implication de la femme dans la conception des programmes et projets et l'analyse 'genre', les liens noués avec la base actuellement peuvent constituer un renforcement énorme des potentiels d'influence de la femme et des organisations de la femme.

Des nouvelles organisations se montrent, qui sont souvent des organisations qui répondent aux besoins urgents journaliers des membres. Ces organisations mènent des activités économiques, souvent innovatrices pour les femmes. Elles n'ont pas encore développé des activités et stratégies à long terme et elles sont peu appuyées, mais ont un potentiel de se développer.

Dans les camps de réfugiés, on trouve des femmes organisées et qui mènent des activités, notamment dans le domaine économique et social. L'échange d'information, des discussions sur la situation des femmes et la mise en avant de la volonté des

femmes pour la paix, peuvent contribuer à la rapatriement des réfugiés (hommes et femmes) et de surmonter la méfiance. Dans la situation actuelle cela demande un effort des organisations des femmes réfugiées, mais aussi un effort de celle au Rwanda. Dans l'optique de trouver des solutions régionales, qui contribuent à la paix, il est important que les initiatives à ce point sont stimulées.

La mobilisation des femmes pour la paix

Dans le cas de Rwanda être 'pour la paix', en soi, est une opinion vide. Tous le monde s'exprime 'pour la paix' et l'option de force militaire est une solution 'en dernier ressort'. Une telle langage est un excuse pour la guerre. Les femmes devraient le comprendre, le contreargumenter et élaborer une autre logique. La guerre est un essay de ressoudre militairement les problèmes qui auraient être résolus de façon démocratique. La domination des hommes dans la politique et la guerre est basé sur leur dominance dans le ménage et sur l'exploitation des travaux de la femme. Ce dominance de l'homme fait partie d'une culture patriarcale dans laquelle les hommes et les femmes sont socialisés. L'agression masculine est une construction sociale, bati sur l'exploitation sexuelle et économique de la femme. Comme elle est d'abord questions de socialisation, elle pourrait être changée. L'absence - formellement dit - d'une guerre au Rwanda ne veut pas dire qu'il y a la vraie paix. La paix concerne aussi le partage équité des biens et des possibilités de développement, la justice et l'inclusion de tous les différents groupes dans la société.

Les organisations de la femmes luttant pour la paix et l'amélioration de la position de la femme ont besoin des stratégies bien définies. Ces stratégies devraient comprendre, considérant les chapitres précédentes, les composants suivants:

- l'information, la conscientisation, la mobilisation et l'organisation de la masse féminine;
- les liens entre les intérêts pratiques et à court terme (la survie journalière) avec les intérêts stratégiques et à long terme de changement en faveur de la femme;
- l'analyse 'genre' partagé et faite ensemble avec la base, c'est à dire la grande majorité des femmes et des hommes;
- l'indépendance en face du gouvernement et des parties politiques, ce qui n'exclut nullepart la consertation et la collaboration;
- la coalition des différents organisations de la promotion de la femme et l'élaboration d'une stratégie concertée;
- l'appui à la dynamique des nouvelles organisations, aussi des femmes, qui se montre actuellement au Rwanda;
- des liens stratégiques avec d'autres organisations et institutions, notamment concernant les droits de l'homme;
- la collaboration régionale, africaine et mondiale.

Une campagne action pour la paix

Début 1995 des femmes individuelles ensemble avec quelques organisations ont monté un **CAMPAGNE-ACTION POUR LA PAIX (CAP)**. La CAP comprend un grand nombre de principes énumérés ci-dessus. Les leçons et les réalités du passé

ont montré que la prévention et la résolution des conflits est un acte de transformation de la société. Cette transformation devra avoir le but de réhabiliter et de recréer de (nouvelles) valeurs sociales se traduisant par des attitudes de tolérance, de démocratie et de respect d'autrui. Cette transformation de la société doit s'appuyer sur l'implication et la participation de la population.

Un autre leçon de l'histoire est la pertinence d'une collaboration entre les organisations de la femme, ainsi que en l'information et la mobilisation massive de la femme. La mobilisation des forces est un point clé dans la pacification, la réconciliation et l'éducation pour la nouvelle société. La reconstruction du pays ne peut pas se faire sans la participation massive des femmes.

Toute stratégie visant de quitter la logique de violence (physique, psychologique et institutionnel) et de la remplacer pour une logique de paix, doit aussi changer les rapports 'genre'. Comme les femmes sont majoritaires (70 %) et comme elles étaient moins impliquées dans les massacres, elles constituent aussi un atout pour des changements fondamentaux.

La CAP s'inscrit dans un courant national et international en faveur de la paix, de l'égalité et du développement. Depuis le début des années 80 plusieurs conférences ont souligné l'importance d'intégrer les actions pour le développement, l'égalité entre les sexes et la paix. L'impact de ces actions reste encore faible. Les conflits naissent de partout, principalement dans les pays sous-développés. La violence s'installe, la justice sociale manque et la jouissance des droits et libertés fondamentaux font encore défaut. La Conférence mondiale sur les Femmes, tenue à Beijing en septembre 1995, a reconfirmé le rôle de la femme dans la lutte pour la paix.

Le programme CAP est ambitieux. Il vise plusieurs objectifs à plusieurs niveaux. Il essaye de faire la liaison entre l'amélioration de la position de la femme et une promotion de la paix. De promouvoir les intérêts pratiques (c.à.d. les changements à court terme favorisant les femmes) avec les intérêts stratégiques (c.à.d. des changements structurels, prévus à long terme: la paix sociale, la participation féminine à la prise de décision). De lier les activités locales et communales aux activités à niveau national (par exemple des changements des lois). Le programme essaye de combiner la réhabilitation avec le développement et les changements structurels en faveur de la femme.

La stratégie la plus importante est d'essayer de mobiliser autant de femmes que possible à travers l'intégration de tous les organisations de la femme: groupements locaux, organisations nationales. Un approche flexible est un point clé dans une mobilisation massive des femmes pour la paix et l'équité.

Un tel programme demande d'abord l'engagement de tous les organisations de la femme, la disponibilité des femmes capables et la force des femmes de rester critiques aux développements. On constate que l'idéal est encore loin de la pratique. Quelques membres organisations ne se réalise l'importance d'une mobilisation massive des femmes. Elles se confient à ses propres programmes et ont peur de perdre l'avant et l'autonomie en associant d'autres organisations.

Le programme nécessite des moyens et des investissements et donc la participation de plusieurs bailleurs de fonds. Ils sont réticents de s'engager complètement. Le manque des femmes ayant une éducation et l'expérience à faire des analyses et développer des stratégies peut empêcher la mise en exécution de la CAP. La situation politique, économique et sociale change vite au Rwanda et pour cela il est nécessaire de suivre et analyser constamment les développements et adapter les stratégies et activités. Le programme devrait se développer selon les circonstances en restant fidèle à ces principes de paix, d'équité, d'amélioration de la position de la femme et de l'inclusion des tous les groupes divers.

3.4 La politique du gouvernement concernant la position de la femme

La politique du gouvernement ne tient que partiellement compte des intérêts des femmes. Elles sont décrites d'abord comme 'un groupe vulnérable' qui mérite une attention particulière, notamment dans les activités sociales. "Les femmes" sont appuyées à travers les programmes du ministère de la famille et de la promotion de la femme (MIFAPROFE) et à travers les organisations de la femme non-gouvernementales (ONG). L'approche gouvernemental ne semble pas être accompagné par une analyse 'genre'. Par exemple la faible présence des femmes dans l'administration sur tous les niveaux peut avoir des conséquences négatives sur la position de la femme. La préoccupation de rétablir les services, l'administration et les structures comme avant (dans le domaine de santé, d'enseignement) sans un changement structurel⁴ peut empêcher une amélioration de la position de la femme.

Améliorer l'accès et la participation des femmes à la prise de décision - à tous les niveaux - est un point clé. Il est important de monter un structure d'appui aux femmes representantes pour qu'elles soient informées et formées afin qu'elles puissent bien fonctionner. A cet effet, une décentralisation et une création des conseils au niveau des secteurs, des communes, des sous-préfectures et des préfectures sont prévue. Ils augmenteraient l'influence de la population sur les interventions qui influencent leur vie. L'implication de plus des femmes - d'une manière ou autre - sera l'épreuve d'un changement nécessaire.

Un autre point qui donne de l'espoir est que le MIFAPROFE est maintenu dès l'installation du nouveau gouvernement en juillet 1994. Ce ministère a adopté les 7 stratégies suivantes:

- le changement de la législation en tenant mieux compte de la femme. Un débat national a commencé pour élaborer une nouvelle constitution et le code de famille doit aussi être élaboré;
- des points focaux dans les autres ministères avec le but d'influences et d'orienter leur politiques et fonctionnement et d'y inclure autant que possible des aspects 'genre';
- l'appui aux familles en accordant des crédits aux femmes pour des activités rémunératrices;

⁴ Sauf sur le terrain de l'occupation de l'espace (reformé agricole) et juridique (jugement des coupables), qui sont des domaines urgents.

- l'information, la formation et la communication en visant la conscientisation des femmes;
- l'augmentation des capacités des femmes via la formation, d'abord au niveau communal, puis au niveau préfectoral et national;
- le développement et l'appui aux groupements féminines et la création des structures de rencontre;
- des études pour obtenir des données fiables, condition primordial pour la conception et l'adaptation des stratégies et des interventions efficaces.

Le ministère veut se doter d'une structure nationale, avec des représentantes dans chaque commune. Les contraintes se trouvent au plan de manques des moyens (techniques et en finances) et moyens humains (notamment en qualité). Le dernier est renforcé par le fait que les meilleurs cadres sont contractés par des organisations internationales.

L'installation d'un Conseil National Consultatif pour la Femme (CNCF), qui réunit des membres de l'administration, des différents ministères et des ONG de la femme est aussi une initiative encourageante. Ce conseil a élaboré un rapport national traitant la position des femmes du Rwanda. Le rapport a été présenté dans le cadre de la Conférence Mondiale des Femmes récemment tenue au Beijing. Actuellement ce Conseil est en train d'élaborer un rapport "Genre et Développement". Il devrait servir comme document de base pour le gouvernement et les organisations de la femme en indiquant des stratégies et des instruments clairs à intégrer dans les programmes de chaque intervenant.

MIFAPROFE veut se présenter comme ministère d'influence. Il va se concentrer en premier instance sur la stratégie des 'points focaux' dans tous les ministères. Le personnel impliqué dans ces points doivent influencer les politiques des autres ministères, favorisant des changements fondamentaux en faveur de la femme. Les sujets les plus importants sont: la réforme des lois; la réforme agraire; l'enseignement; la décentralisation avec un objectif d'incorporer plus des femmes dans les structures de décision; le renforcement des organisations de la femme. L'exécution des programmes par le ministère même ne semble pas une préoccupation. La stratégie sera plutôt de stimuler les différents ministères impliqués à exécuter des programmes qui tiennent réellement compte des intérêts des femmes. Une telle stratégie permettra au MIFAPROFE de mettre en balance les moyens humains disponibles très peu et la nécessité de chercher le plus grand impact possible. La création d'une équipe - bien capable d'analyser, de suivre et d'évaluer - sera primordiale. Ensuite le MIFAPROFE pourra profiter d'une collaboration stratégiques avec les ONG, spécifiquement celles impliquées dans la CAP et vice versa. Une action concertée pourra augmenter l'impact que les deux veulent avoir sur la politique nationale et sur les bailleurs de fonds.

3.5 La politique et les interventions des organismes internationaux

Les organisations internationales, soit celles représentantes des Nations Unies, des relations bilatérales, soit les ONG, sont ambiguës dans leur attention donnée au Rwanda et les Rwandais.

Impuissante à empêcher le génocide, la 'communauté internationale' tardait à s'engager à côté du nouveau gouvernement. Après l'abandon de pays en avril 1994 la communauté internationale retournait d'abord à travers des ONG internationales qui se concentrent à l'aide d'urgence et aux programmes de réhabilitation. Il fallait attendre une table ronde, organisée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en janvier 1995, pour que 600 millions de dollars d'aide à la reconstruction soient promise. L'évaluation après six mois a montré que les promesses ne sont que très partiellement remplies. Durant des mois quelques 200 ONG internationales - oeuvrant dans le pays et dans les camps de réfugiés - ont disposé d'infiniment plus de moyens que les ministères en place.

L'aide et l'attention internationale pour les réfugiés (1,5 à 2 million) dépasse largement celui donné à la population au Rwanda (5 à 6 million). Le Tribunal International, faute de moyens, est toujours dans une phase préliminaire. Les premières accusations ne sont formulées qu'en décembre 1995. Les conditions de vie déplorables des milliers de suspects dans les prisons reçoivent beaucoup de publicité et on ignore la situation des victimes. Les rapports qui se multiplient font état d'exactions commises par les soldats du FPR. Mais les critiques formulées à l'encontre du nouveau régime de Kigali, particulièrement en France, les préoccupations que suscitent le sort des réfugiés, la crainte d'autres conflits occultent, pouvant jamais être utiliser pour banaliser le fait capital du génocide récent. La situation alarmante dans le pays devrait être plutôt une raison pour le renforcement des autorités civiles, des procédures juridiques et un police fonctionnant. Ces points sont tous important à renforcer les efforts pour la paix. Malheureusement les analyses courantes de la presse et de la communauté internationale restent souvent sur le plan des contradictions hutu <-> tutsi et FPR <-> autres.

L'appui donné par la communauté internationale consiste d'une grande partie en le remboursement des dettes, engagés par le régime d'Habyarimana, qui est directement versé aux institutions internationales et dont le gouvernement et la population ne voit aucun sou, ni profit. Les financement du régime d'Habyarimana ont été rarement utilisés en profit de la population et de la femme. En fuyant le gouvernement intérimaire et ses complices ont systématiquement pillés les biens étatiques (comptes bancaires, ordinateurs, véhicules, etc.) et les biens privés (toitures des paysans) pour les amener au Zaïre. Après le génocide les institutions internationales (comme le Banque Mondial et le Fonds Monétaire International) continuent à exiger au gouvernement rwandais le remboursement des anciens dette. Des dettes dont l'ancien élite politique Habyarimana est responsable. En fait ces institutions exigent de la population actuelle, après tous ce qu'elle a vécu, de rembourser quelque chose dont elle n'a jamais profité et qui est volé par des criminels. La population paye directement aux voleurs.

L'aide internationale a permis de faire fonctionner une partie des infrastructures et des structures gouvernementales. La distribution des intrants agricoles a permis le redémarrage des activités essentielles dans le domaine de l'agriculture et d'autres appuis ont contribué au redémarrage de l'économie. "Les femmes" figurent dans tous les programmes de la communauté internationale, mais presque uniquement comme 'groupe vulnérable', qui nécessite des appuis spécifiques, presque toujours on perçoit

'la femme' uniquement comme victime et bénéficiaire nécessitant de l'aide humanitaire. Rares sont des analyses où les femmes sont appréciées comme actrices de développement.

Aujourd'hui les ONG internationales sont massivement présentes au Rwanda. Leurs activités sont très différenciées et -notamment la première année après le génocide- chaotique. Chacune essaye de trouver sa place, de monter son programme. L'aide n'arrive que rarement aux femmes et la majorité des programmes se caractérise par une incapacité de répondre aux besoins des femmes. Un aspect très alarmant est le manque de qualité. La majorité des programmes est très médiocre et les services créés ne répondent pas aux besoins. La présence massive et à conséquence d'une approche paternaliste des Organismes internationaux, les organisations rwandaises sont marginalisées, ainsi qu'une contribution éventuelle des rwandais dans la politique de ces organisations internationales. Ce phénomène est encore beaucoup plus évident pour les femmes rwandaises et leurs organisations. Cette marginalisation consiste en un manque de concertation, d'appui, d'intégration des analyses et contributions des rwandaises elles-mêmes. En plus on ne permet guère aux organisations rwandaises, de se développer. Ce fait se manifeste par le manque d'appui technique, appui organisationnel, en gestion, et manque de finances.

Le niveau de coordination reste très bas, par manque de volonté de traiter les ONG rwandaises comme des vrais partenaires. Aussi par manque de collaboration avec le gouvernement, par manque des capacités managériales du gouvernement et par la préoccupation des organisations internationales de suivre leur propres priorités et agendas. Beaucoup d'organisations ont peur de prendre vraiment position pour les vrais pauvres et marginalisés. Les sensibilités politiques sont souvent utilisées pour le justifier.

Bien que la majorité des interventions nie l'aspect 'genre', il y en a quelques qui l'introduisent dans leurs analyses et qui réfléchissent bien sur les implications et en prenant des mesures appropriées.

4. RECOMMANDATIONS

Cette étude espère montrer que les hommes et les femmes rwandaises ont subi des conséquences de la guerre et du génocide de toute sorte. Ils se retrouvent actuellement dans une situation très critique. Se sont les femmes qui à cause de leur position marginale dans la société sont les plus frappées par cette catastrophe. En même temps elles détiennent les clés et des atouts pour l'instauration de la paix et pour la reconstruction et la réhabilitation de Rwanda.

Une recommandation principale pour tous impliqués d'une manière directe -Rwandais et Rwandaises, vivant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays- et tous les intervenants - nommés ici 'la communauté internationale'- est :

Afin de donner aux femmes une place juste et équitable dans la société rwandaise, il faudra reconnaître la pertinence d'une vision 'genre' dans tous les analyses, les programmes et les activités.

Les recommandations aux intervenants divers sont les suivantes:

Les femmes rwandaises:

- ◆ nécessité de s'organiser, de réfléchir sur leur position et de chercher des possibilités pour des actions communes.

Les organisations rwandaises de la promotion de la femme:

- ◆ concentration sur la Campagne-Action pour la Paix (CAP);
- ◆ le changement de l'image que il existent 'des problèmes' en une image d'opportunités de changement (changement image négative en image positive);
- ◆ une meilleure coordination entre les organisations au différents niveaux (p.e. à travers le CAP et les centres féminins);
- ◆ l'orientation sur des intérêts stratégiques (changements structurels), en combinaison avec une attention à court terme sur des intérêts pratiques;
- ◆ l'instauration des conseillères sectorales et communales représentantes des femmes, en complément des conseillers existants et appuyé par un programme de formation, information et de soutien;
- ◆ l'appui à la nouvelle dynamique des groupes à la base, constitués largement des femmes;
- ◆ la liaison avec les organisations de droits de l'homme pour accentuer les aspects genre et un renforcement mutuel;
- ◆ la liaison avec des structures internationales (plate-formes régionales, africaines et mondiales des femmes et pour la paix, aussi dans le cadre d'après Beijing);
- ◆ l'accent sur l'échange d'information et la formation (plusieurs stratégies);
- ◆ la maintenance et l'élargissement des contacts avec la base (les femmes sur les collines). Il s'agit des contacts créés par les activités d'urgence, en les liant avec les intérêts stratégiques (représentation, organisation, changement fondamentaux de la santé, planification familiale, vulgarisation agricole, structures de crédit, etc.).

Gouvernement rwandais

- ◆ intégrer les aspects 'genre' dans tous les analyses (changements des lois, réforme agraire, politique agricole, décentralisation);
- ◆ démilitarisation de la société en renforçant les instances civiles et le retour des militaires au casernes;
- ◆ accélérer la mise en opération du système juridique, afin d'assurer un jugement (indépendant) des auteurs et des complices du génocide et violateurs des droits de l'homme;
- ◆ creation des conseils au niveau des cellules, secteurs, communes, (sous) - préfetures avec des representants des hommes et des femmes.

Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme (MiFaProFe)

- ◆ orientation sur le rôle d'être un ministère d'influence;
- ◆ pression pour une representation des femmes dans les structures administratives et développement d'un structure d'appui aux femmes y present.

Organisations actives pour les droits des femmes (en Afrique et ailleurs dans le monde)

- ◆ appui à la dynamique d'après Beijing, notamment autour le thème 'stimuler la paix' et dans toutes ses implications;
- ◆ appui moral, technique (analyse, stratégie, management) et financier à la CAP et des organisations rwandaises de la promotion de la femme, notamment pour l'échange d'information (au Rwanda et avec l'extérieur) et pour les possibilités d'une régionalisation de la CAP;
- ◆ pression pour un appui international (technique et financier) au MiFaProFe et aux organisations de la promotion de la femme rwandaise, qui doivent aller de pair, notamment sur le renforcement des capacités d'analyse, de formuler des stratégies, d'organisationnel et en gestion;
- ◆ lutte contre l'armement progressif dans le monde et un particulier sur le continent d'Afrique. Il faudra donner une attention particulière aux 'petits armes', qui causent la plus part des victimes et des violations des droits de l'homme;
- ◆ lutter pour l'équité économique (inégalités du système économique mondiale, définition des prix mondial des produits d'exportation des pays en voie de développement, remboursement des dettes antérieurs rwandais, programmes d'ajustement structurel au détriment d'une population pauvre);
- ◆ veiller et appuyer l'application des recommandations des différents conférences (par exemple les résultats de 'Beijing', les résultats d'une conférence sur le Rwanda tenue à La Haye/Pays Bas en 1994 - mais jamais mis en oeuvre, la convention internationale contre le génocide pas appliquée, etc.).

La communauté internationale.

- ◆ reconnaître les droits des femmes et intégrer les aspects 'genre' à tous les niveaux dans l'organisation même et dans tous les programmes executés;
- ◆ améliorer la qualité des programmes et y inclure les besoins et les intérêts des femmes;
- ◆ appui au MiFaProFe et aux organisations rwandaises de la promotion de la femme (technique et financier). Il y a une nécessité de renforcer les forces

positives en faveur de la femme. Le renforcement du Mifaprofe, (actuellement fait par, entre autres, le gouvernement des Pays-Bas) reste faible et nécessite un renforcement supplémentaire afin pouvoir réussir dans sa stratégie. Cela devrait aller de pair avec le renforcement, notamment sur l'aspect gestion, mais aussi technique, analytique et financier des ONG rwandaises de la femme;

- ◆ appui massif à la démilitarisation, le renforcement de l'administration civile et du système juridique;
- ◆ mise en application des résultats des différentes conférences, séminaires, conventions (concernant le génocide);
- ◆ appui à la Campagne Action pour la Paix.

BACKGROUND INFORMATION ON THE PROJECT 'GENDER, CONFLICT and DEVELOPMENT'

Much is published on the origins, nature and consequences of modern warfare and conflict. Most contemporary conflicts take place within nation-states, primarily in the developing world. Conflicts increasingly take their toll on civilians, of whom the majority consists of elderly people, women and children. Many organizations active in the field of direct humanitarian aid, development work, international cooperation, protecting human rights (and others) realize that a thorough re-evaluation of the objectives and practice of (development) interventions is required. However, in the debate on conflict actually going on, a crucial element seems to be missing: **a gender perspective on this issue.**

In October 1994 the Dutch network organisation Vrouwenberaad Ontwikkelingssamenwerking¹ started the 3-year project on Gender, Conflict and Development. A steering committee ('the Project group Gender, Conflict and Development') consisting of Vrouwenberaad members and external experts on the issue has started a range of activities since the beginning of 1995².

The first year the work of the Project group was mainly dedicated to **study** the subject and collecting information and analyzing existing information on the issue. In essence, two questions underly the work of the project indicating in what direction the elaboration of a **gender vision on the issue of conflict and development** should take place:

- (1) How are gender relations affecting and being affected by (armed) conflict?
- (2) Which strategies could be pursued to enhance women's bargaining power in decision-making processes before and during conflict and peace negotiations?

So far the following activities have been executed:

- a working paper was presented and two workshops were organised at the NGO Forum of the 4th World Conference on Women in Beijing/ China, September 1995.

¹ Vrouwenberaad Ontwikkelingssamenwerking is a network of gender experts in international cooperation in the Netherlands. Presently, there are 35 member organizations ranging from development cooperation organizations to education and research based institutions.

² In January 1996 the members of the Project group are : Rinske van der Bij (Solidaridad); Anita Blijdorp (SNV Netherlands Development Organization); Lies Deggeller (WILPF, Women's International League for Peace and Freedom); Winde Evenhuis (HOM, Netherlands Humanist Committee on Human Rights); Elise Kant (Special Programme Women in Development of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs); Anke van der Kwaak (VenA, Women and Autonomy Centre, State University Leyden); Maja Mischke (Vrouwenberaad Ontwikkelingssamenwerking); Margriet Nieuwenhuis (Vastenactie/Cebemo); Wendela de Vries (Women against Nuclear Weapons).

- the Institute of Development Studies Sussex/ UK prepared a document which analyses what is written in the literature on the subject. A general overview as well as case studies on six countries³ will be presented at a working conference in January 1996.
- on 24 and 25 January Vrouwenberaad Ontwikkelingssamenwerking and the Netherlands Humanist Committee on Human Rights will organise a working conference in Amsterdam/the Netherlands. Some 22 participants/experts -invited from countries involved in conflictsituations- will come together. The aim of these two days is threefold:
 - * to exchange visions from a gender perspective on the link between gender and development;
 - * to develop strategies and actions for NGO's -working on human rights, development cooperation, humanitarian aid, gender issues- from the South, North and East;
 - * to explore possibilities for cooperation between these NGO's.
- on 26 January a public meeting "War and Peace: for men only?" will take place at which the results of the working conference will be presented to a broad -but mainly Dutch- audience (some 250 people).

The outcomes of these two conferences will give important guidelines for the follow-up of the Project groups' activities in 1996 and 1997. These activities will be defined in the field of analysis and research; integration of views and insights in the mainstream debate on conflict; lobby on specific subjects.

January 1996

For more information, please contact :

Project Group Gender, Conflict and Development
 Vrouwenberaad Ontwikkelingssamenwerking
 P.O. Box 77
 2340 AB Oegstgeest
 the Netherlands
 tel. +31 (71) 515 93 92
 fax. +31 (71) 517 53 91
 E-mail: vbosholwide(@)gn.apc.org

³ Kosovo, Algeria, Somalia, Guatamala, Cambodia and Rwanda.